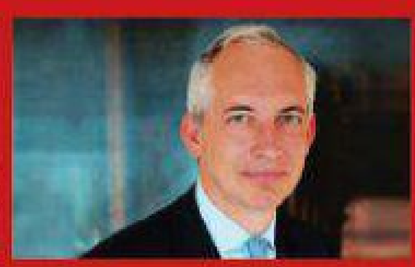
01 INFORMATIQUE

www.01netpro.com

N° 2067 - 13 janvier 2011

BUSINESS & TECHNOLOGIES



Moins chère, la formation en ligne séduit les DRH P. 19

L'administration se métamorphose avec le web 2.0 P. 8

Soutenons nos PME, par François Drouin, PDG d'Oséo P. 29

Sécurité : le plan de continuité expliqué à votre DG P. 12

RECRUTEMENT

Comment repérer les meilleurs profils sur internet

DOSSIER P. 34

Groupe 01 France Metro : 5 € - DOM : 6,20 €, Belgique : 5,50 €, Suisse : 9,50 FS, Canada : 8,50 $C, Luxembourg : 5,50 €.

M 02995 - 2067 - F: 5,00 €

StoreMags

JE SUIS CELUI PAR QUI TOUT DEVIENT POSSIBLE.

PARIS, TOKYO, NYC: JE PEUX DÉPLOYER MES APPLIS EN 15 MIN.

JE RENDS MES DONNÉES SYNCHRO PARTOUT, EN TEMPS RÉEL.

JE DISPOSE QUAND JE VEUX D'UNE INFRASTRUCTURE IT SANS LIMITES.

QUAND LA DEMANDE ATTEINT UN PIC, JE SUIS DÉJÀ AU SOMMET.

C'EST LA PUISSANCE DU CLOUD.

Microsoft

Cloud Power

Microsoft France - RCS Nanterre B327 733 184

LA PLUS LARGE GAMME DE SOLUTIONS DANS LE NUAGE. SUR TERRE.
Microsoft® Office 365 • Windows Azure™ • Windows Server® Hyper-V® • Microsoft Dynamics™ CRM Online.
En savoir plus : **www.microsoft.fr/cloud**

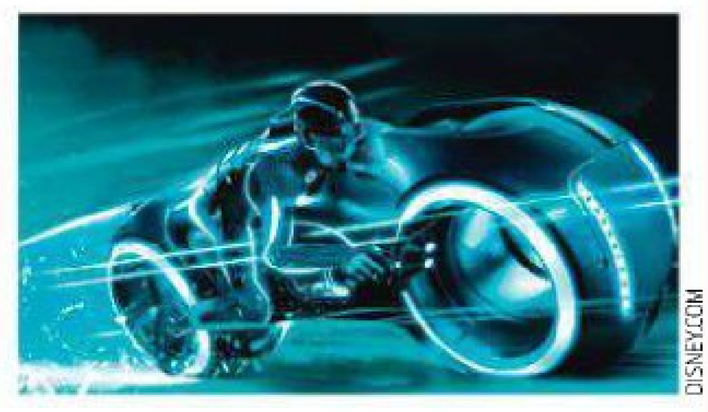
StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeep

LA RÉDACTION A...

jubilé en apprenant la sortie américaine du film *Tron Legacy*. Les studios Disney auront mis presque trente ans avant de créer une suite au film culte dans lequel un programmeur plonge dans le monde virtuel d'un système informatique. Cette fois, c'est le fils qui pénètre dans cet univers numérique impitoyable à la recherche de son père. En France, la sortie est prévue le 9 février. Plus qu'un mois d'attente…



DISNEY.COM

RÉAGI face à la baisse constante des levées de fonds en capital-risque. Selon les études d'Oséo et de l'Association française des investisseurs en capital (Afic), la crise pousse vers des placements plus sécurisés. Les premières à en souffrir sont les PME innovantes, qui ont de plus en plus de mal à financer leur développement.

FRÉMI devant les avancées de la technologie. De plus en plus de villes en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis utilisent des logiciels de datamining pour prévoir les dates et les lieux des crimes. La police de Memphis aurait déjà réduit le nombre d'assassinats… de 30 % !

GETTYIMAGES

jalousé le succès de Jack Dorsey, fondateur de Twitter. Le service de microblogging a terminé un nouveau tour de table qui valorise la société à 3,7 Md$, soit presque quatre fois plus qu'il y a un an. Twitter compte à ce jour 175 millions d'utilisateurs, pour 350 employés et – seulement – 50 M$ de chiffre d'affaires. Une valorisation plus que spéculative !

apprécié l'analyse de Bernard Bourigeaud, ex-PDG d'Atos Origin. Lors de la conférence Rencontres G9+ 2010, il a estimé qu'il serait « *plus aisé pour les opérateurs télécoms que pour les éditeurs de logiciels d'investir le marché des services* ». Car les éditeurs, selon lui, maîtriseraient mal le domaine des applications à la demande (Software as a Service).

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE

Gestion des risques · Emploi · Cloud · Datacenter · Recrutement · DSI · sécurité · Ecoresponsabilité · e-Administration · GRH · Management · e-Learning · Budget · Patrimoine numérique · Réseaux sociaux

Sécurité : p. 7, 12, 17, 28
DSI : p. 25, 26, 31
Budget : p. 19, 32
Emploi : p. 14, 36
GRH : p. 16, 24
Management : p. 10, 41
Recrutement : p. 24, 36
Réseaux sociaux : p. 8, 36
Cloud : p. 7
Datacenter : p. 23
e-Administration : p. 8
e-Learning : p. 19
Ecoresponsabilité : p. 15
Gestion des risques : p. 12
Patrimoine numérique : p. 25

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ÉDITORIAL

N. STOLTENBORG

Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

e-Administration : ne nous trompons pas de débat

Depuis plusieurs années, et même au plus fort de la crise, de nombreuses collectivités locales ont décidé de poursuivre leurs investissements informatiques, web et télécoms contre vents et marées. Bien leur en a pris. *01 Informatique* se faisait déjà l'écho en novembre dernier de la mutation numérique réussie de plusieurs collectivités locales *(lire n° 2062 p. 50)*. Certaines vont aujourd'hui plus loin et s'inscrivent totalement dans la mouvance 2.0 *(lire p .8)*. Comptes Twitter, pages Facebook, blogs, forums… Elles améliorent le service rendu en partageant davantage leurs idées de projets avec leurs administrés, voire en s'inspirant des propositions de ces derniers. La mise à disposition gratuite de données publiques (l'open data), dans le

> « Les sujets innovants nécessiteraient de prendre un peu de latitude par rapport au code des marchés publics »

but de créer des applications utiles aux citoyens, en est un autre exemple. Et même si 60 % des villes de moins de 100 000 habitants ne possèdent pas encore de site internet digne de ce nom, ces exemples démontrent bien que la fracture numérique est de moins en moins une affaire de maîtrise des technologies. Le principal frein semble se situer au niveau de l'exécution et de la réalisation des projets sur le terrain. *« Les sujets innovants nécessiteraient de prendre un peu de latitude par rapport au code des marchés publics, qui retarde parfois la mise en route d'un service »*, souligne un témoin dans notre enquête. La réforme des marchés publics dans le domaine des nouvelles technologies doit en effet devenir une priorité. Sa mise en œuvre devrait accélérer considérablement la métamorphose numérique de nos services publics tout en améliorant la relation avec les citoyens. Un nouveau souhait pour 2011.

01 SOMMAIRE

TENDANCES

7. EXTERNALISATION **Opter pour le cloud en toute sérénité**

8. SECTEUR PUBLIC **L'administration se métamorphose avec le web 2.0**

10. RESSOURCES HUMAINES **Le management de transition séduit de plus en plus les entreprises**

12. DÉCRYPTAGE **Le plan de continuité d'activité expliqué à votre directeur général**

13. ENSEIGNEMENT **L'école se met enfin à l'heure des manuels numériques**

14. EMPLOI **Le high-tech perd ses vocations féminines**

15. GREEN TECH **Un guide d'achat de produits et services écoresponsables**

16. LOGICIEL **SAP dévoile les premiers scénarios industriels pour sa base en mémoire**

17. START UP **Se débarrasser des contenus litigieux des internautes**

EXPÉRIENCES

19. FORMATION **Les atouts financiers et organisationnels de l'e-learning**

22. INFRASTRUCTURE **BPCE délocalise une partie de son informatique en province**

24. RESSOURCES HUMAINES **Degrémont professionnalise la gestion de ses salariés via un bureau virtuel**

25. INTERVIEW **Françoise Banat-Berger, sous-directrice de la politique interministérielle et territoriale pour les archives traditionnelles et numériques à la direction des Archives de France**

26. RENCONTRE **Quitter son poste de DSI pour créer une start up**

28. JURIDIQUE **Encadrement des écoutes téléphoniques**

OPINIONS

29. ÉCONOMIE **Soutien aux PME innovantes : c'est le moment d'agir !**

30. HUMEURS **L'open data progresse lentement Le déclin de l'empire américain**

31. ON EN PARLE DANS LES BLOGS

32. CARTE BLANCHE À… **Paul-Marie Dupré, pseudonyme du DSI d'un groupe industriel international**

DOSSIER

34. RECRUTEMENT

35. CV **Les astuces pour décrocher un entretien d'embauche**

36. WEB **Les sites de recrutement restent incontournables**

37. RÉSEAUX SOCIAUX **Le meilleur endroit du net pour se faire remarquer**

39. BLOGS **Voir et être vu en se faisant référencer par Google**

VOUS

41. MANAGEMENT **Construire sa légitimité pour diriger une équipe sans lien hiérarchique direct**

42. RESSOURCES HUMAINES **Dénoncer les 35 heures ? Pas si simple !**

43. BUSINESS STYLE

44. RENDEZ-VOUS DU CLUB 01

46. AGENDA

48. FLASH-BACK

50. PROCHAINEMENT DANS 01

Ce numéro comporte une lettre de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés et un courrier de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés.

Abonnez-vous en ligne sur www.kiosque01.com

PHOTO DE COUVERTURE : GETTYIMAGES

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

MATINÉES

01

Cloud Computing

Mardi 1er février 2011
InterContinental – Paris

La tentation du SaaS

Au programme

> Le SaaS, un contre-pouvoir à la DSI ?

> Applications : changement de paradigme

> La sécurité, une fausse question ?

Inscription et programme détaillé sur **www.01net.com/matinees01/cc**

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

En partenariat avec

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

conception & réalisation : pampa presse

StoreMags

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

OFFRE DE LANCEMENT !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et SES SERVICES ONLINE

Abonnement PACK PRO

190€

au lieu de ~~484€~~*

61% d'économie !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et ses SERVICES ONLINE

- **L'hebdomadaire** (44n°) pour aborder avec recul les nouvelles tendances technologiques,
- **Un accès prioritaire à l'information** avant réception du magazine,
- **44 versions numériques** avec 3 accès (PC bureau, PC portable, PC personnel),
- **6 Newsletters thématiques hebdomadaires** (Développement, Sécurité, Réseaux, Télécoms & Mobilité, Logiciels et applications, Infrastructures, Economie numérique),
- **2 Newsletters mensuelles** : best practices,...
- **Accès privilégié aux journées 01**.

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne !
www.abo-01informatique.com

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX

☑ **OUI**, je m'abonne au **pack Pro 01 INFORMATIQUE** Business & Technologies (1 an) pour **190€** au lieu de ~~484€*~~ soit **une économie de 294€ !**
44N° (print + web) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles + accès privilégié aux journées 01.

Je règle par :

❑ Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**

❑ Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° _____

N° de contrôle _____ Expire fin _____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

Mes coordonnées : ❑ Mme ❑ Mlle ❑ M.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Fonction _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. _____
E-mail (pour bénéficier des services online) : _____
❑ J'accepte que mon e-mail soit transmis aux partenaires de Groupe 01

PPIL44

*Par rapport au prix du magazine au numéro, de la version digitale et des services online associés. Offre valable jusqu'au 30/04/11 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation. Réception du magazine digital sous 1 semaine et du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part ❑. L'éditeur se réserve le droit de modifier le contenu, le titre ou le format de la publication objet du présent abonnement, dans le respect de son activité, ligne éditoriale. Vous pourrez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux rectifications nécessaires auprès du service Abonnements.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeep

La méthode d'organisation Lean Six Sigma s'immisce au sein des DSI. Un ouvrage pour mieux la comprendre vient de paraître : *A la découverte du Lean Six Sigma*, par Florent Fouque.

L'Ukraine va exporter pour 1 Md$ de services et logiciels en 2011. Elle occupe la quatrième place mondiale dans ce domaine derrière les Etats-Unis, l'Inde et la Russie. Source : Worlwide News Ukraine

EXTERNALISATION Risqué, le cloud computing demande un contrat bien préparé

Opter pour le cloud en toute sérénité

Le cloud computing génère encore trop d'inquiétudes liées à la sécurité. La mise en ligne de son informatique expose en effet l'entreprise à des risques bien particuliers. Malgré tout, ceux qui s'y engagent prennent-ils les dispositions nécessaires ? Sont-ils conscients des risques encourus ? Pour aider les entreprises à mettre toutes les chances de leur côté, Syntec et l'Anssi (Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'informations) ont tous deux publié un guide. Des documents qui ne s'adressent pas directement aux responsables sécurité mais qui, selon Syntec, « *privilégient une approche pratique en ayant pour objectif d'apporter des réponses simples et concrètes aux décideurs* ». Pas question de parler technique donc, mais plutôt tactique. Après une liste exhaustive des risques liés à l'usage du cloud computing, Syntec dresse une cartographie complète des différentes contraintes auxquelles doit se soumettre tout bon prestataire. On parle d'abord de sécurité physique. Car, s'il y a eu dématérialisation d'un côté, il faut s'assurer, de l'autre, que la qualité de l'hébergement est au rendez-vous (accès aux locaux, protection incendie, etc.). Des recommandations à agrémenter de bonnes pratiques. Par exemple, il est conseillé de découper les locaux informatiques en zones de sécurité concentriques et de regrouper le matériel le plus sensible dans les zones les mieux protégées.

Syntec et l'Anssi ont chacun publié un guide d'information pour les entreprises.

À SAVOIR

Les risques encourus

- **Perte** de maîtrise et/ou de gouvernance.
- **Localisation** risquée des données.
- **Vulnérabilités** liées aux interfaces et aux API.
- **Non-respect** de la conformité.
- **Mutualisation** des environnements de données.
- **Perte** des données.
- **Rapatriement** difficile, voire impossible, des informations.

Source : Syntec

Une colocation sécurisée

S'ensuit une série de prescriptions et de conseils liés à la protection logique. Syntec énonce ainsi les exigences vis-à-vis du prestataire : disques virtuels de taille fixe, gestion des droits d'accès aux fichiers sur ces mêmes disques… Dans le cas de mutualisation des ressources, Syntec parle de « *colocation sécurisée* » et suggère un recours à des solutions d'étanchéité logiques (pare-feu virtuel, par exemple). Enfin, dans un dernier chapitre, la chambre professionnelle aborde la question sensible des données (responsabilité juridique et confidentialité).

L'Anssi va un peu plus loin en proposant la rédaction d'un Plan d'assurance sécurité (PAS), à réclamer au moment de l'appel d'offres. En appliquant 11 préceptes, l'entreprise peut poser les bases des règles de sécurité que le prestataire devra s'engager à suivre. Notamment, après un point sur la valeur juridique du PAS, il est question de la documentation nécessaire au suivi des consignes de sécurité. « *La sécurité est un grand enjeu du cloud computing. D'autant plus qu'il faut y distinguer à l'intérieur la variété des services mis à disposition. Les recommandations proposées ici sont complètes puisqu'elles traitent aussi bien de sécurité physique que logique* », commente Anne-Sophie Poggi, avocate chez Derriennic Associés. Deux guides à se procurer et à étudier absolument avant de monter dans le nuage. STÉPHANE BELLEC

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeeper

Comptes Twitter, pages Facebook, forums : l'Etat et les collectivités locales ont adopté les nouvelles technologies 2.0.

SECTEUR PUBLIC

L'administration se métamorphose avec le web 2.0

Désormais, grâce à internet, Etat et collectivités locales recréent du lien avec leurs usagers pour faire évoluer le service public et associer plus étroitement les administrés aux prises de décision.

Tout comme les entreprises, les services administratifs ne peuvent plus ignorer l'engouement du grand public pour le web 2.0. « *A l'heure de l'explosion des réseaux sociaux, les organismes publics analysent attentivement le développement du web collaboratif et réfléchissent à de nouveaux développements de l'e-gouvernement compatibles avec les contraintes spécifiques du service public* », explique Imed Boughzala, enseignant-chercheur au département SI de l'Institut Télécom.

Des termes comme administration 2.0 apparaissent pour qualifier l'utilisation de ces technologies par l'Etat, les collectivités locales… Pour Arnaud Rayrole, associé fondateur du cabinet de conseil Useo, « *une administration 2.0 recrée le lien entre agent et usager grâce à internet. L'électronique a jusque-là déshumanisé leur relation. Le web 2.0 remet en avant l'agent et facilite les conversations.* » Ces outils sont propres à recueillir des pistes d'amélioration du service public, à solliciter les internautes sur des projets d'urbanisme ou à les associer à la création d'un service dans une démarche d'innovation ouverte.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Store/Mags

Dans la première catégorie, l'Etat se distingue avec le site internet Ensemble-simplifions.fr, mis en place par la DGME (Direction générale de la modernisation de l'Etat). « *Le site est ouvert à tous. Nous avons récupéré plus de 500 propositions d'actions concrètes depuis sa création en 2009. Ceux qui veulent déposer ou commenter une amélioration du service public s'identifient – les pseudonymes sont acceptés –, ce qui limite les interventions intempestives,* déclare Frédérique Suming, conseillère au service innovation pour la DGME. *Si les idées sont validées, elles sont approfondies. Cette année, nous avons ainsi travaillé sur le paiement en ligne des frais hospitaliers, suggestion émise par un internaute.* »

Favoriser les échanges directs sur des forums d'entraide

« *Au niveau de l'Etat, la DGME fait office de précurseur. Les démarches comme Ensemble-simplifions.fr sont encore peu nombreuses mais devraient se multiplier* », constate Jacques-François Marchandise, directeur de la recherche et de la prospective de la Fing (Fondation internet nouvelle génération). Au niveau des collectivités, Arnaud Rayrole explique que « *les élus font évoluer leur manière de gouverner en augmentant la concertation dans la mise en œuvre des politiques publiques et en tenant compte du citoyen expert* ». Certaines collectivités ont mis en place des plates-formes de débat public sur des thématiques précises comme le Grand Paris. Said

> « Attention quand même à ne pas accroître la fracture technologique entre les usagers. »
>
> **Imed Boughzala,** Institut Télécom

Assar, enseignant-chercheur à l'Institut Télécom résume : « *L'usager ne remplit pas juste des formulaires mais donne son avis.* » Il pourrait même se transformer en bêtatesteur et faire évoluer les spécifications d'un service. Pages Facebook et comptes Twitter ont aussi fait leur apparition mais se limitent souvent à relayer l'information du site de la collectivité.

D'autres types d'initiatives favorisent les échanges directs entre administrés. La DGME s'apprête ainsi à nouer des partenariats avec des entreprises privées qui gèrent des forums d'entraide. « *Les sites de référence seront labellisés pour garantir qu'ils sont gratuits et ont un système de modération conforme à ce que l'administration demande. C'est à l'administration d'aller vers l'usager sur le média qu'il utilise, et non l'inverse* », explique Frédérique Suming. Et de préciser que si des sites externes à l'administration ont été privilégiés, c'est pour éviter le mélange entre données officielles et informelles. Il est ainsi clair que l'utilisation du web 2.0 dans l'administration pose des problèmes spécifiques. Thierry-Charles Weibel, directeur de l'activité conseil en systèmes d'information de Voirin Consultants, explique : « *Les sujets innovants nécessiteraient de prendre un peu de latitude par rapport au code des marchés publics, qui retarde parfois la mise en route d'un service.* » Les administrations ne doivent pas perdre de vue non plus que leurs administrés ont des profils très variés : « *On ne doit pas accroître la fracture technologique entre usagers. Le numérique n'est qu'un canal supplémentaire et ne remplace pas l'existant* », rappelle Imed Boughzala.

MARIE JUNG

2 QUESTIONS À...

DR

Jacques-François Marchandise, directeur de la recherche et de la prospective de la Fing

Quels gains attendre de l'administration 2.0 ?

Les politiques publiques pourront mieux prendre en compte les besoins des usagers. Etablir et maintenir une conversation est bénéfique pour le moral des agents comme pour l'utilisation de l'argent public.

Quels sont les écueils à cette utilisation ?

Une administration qui appelle les citoyens à contribution doit veiller à ne pas faire de promesses qu'elle ne pourrait pas tenir. Un usager qui participe attend souvent un retour. Il ne faut pas oublier de préciser qu'il n'est pas possible de tout réaliser. Les cas où les propositions faites par un internaute ne sont pas transformées en actions concrètes sont difficiles à gérer. Par ailleurs, l'expertise des techniciens internes à l'administration ne doit pas être oubliée. Il faut combiner les savoir d'expertise interne et d'expérience externe.

ENCORE 60 % DES COMMUNES NE DISPOSENT PAS DE SITE

Profil des sites web des communes de moins de 100 000 habitants(*)

Source : Idate

(*) 40 % d'entre elles en possèdent

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

BAROMÈTRE

En hausse

Le chargeur universel

Fin décembre, la Commission européenne a annoncé que les organismes de normalisation Cen-Cenelec et Etsi avaient validé un standard pour la commercialisation de chargeur universel pour smartphone. En 2011, les premiers mobiles équipés d'un connecteur semblable à une prise micro-USB seront donc disponibles sur le marché.

En baisse

Moneo

Les actionnaires historiques du porte-monnaie électronique, et plus particulièrement les banques, se sont désengagés du capital de Moneo, revendant leurs parts au fonds d'investissement Blackfin. Concurrencé par la carte bancaire, le projet n'a pas rencontré le succès escompté, et n'a jamais été rentable. Son usage reste limité aux collectivités locales, ou encore dans les restaurants universitaires.

EN BREF

Leadmedia mise sur le marché brésilien

Le groupe de marketing internet, est désormais à la tête d'une équipe de 100 spécialistes à Paris, Sao Paulo et Los Angeles, grâce à sa fusion avec Mediafactory, spécialiste brésilien du performance marketing. Et il compte bien dépasser les 25 M$ de chiffre d'affaires en 2011.

Cegid se renforce dans le secteur public

Le groupe a annoncé l'acquisition de Visa Informatique, un acteur historique de l'informatisation des collectivités locales. Fort de 4 000 clients, cet éditeur de Loudun (86) réalise un chiffre d'affaires de 6 M€ et emploie 85 collaborateurs. Avec ce rachat, le chiffre d'affaires cumulé pro forma de Cegid dans le secteur public atteint 20 M€.

RESSOURCES HUMAINES Les services informatiques recourent de plus en plus à des DSI temporaires

Le management de transition séduit de plus en plus les entreprises

Selon les professionnels du secteur, le marché du management de transition représenterait, en 2010, 350 millions d'euros. Une véritable explosion (20 % d'augmentation en un an) pour ce qui n'est encore qu'une niche. « *C'est une vraie tendance de fond* », confirme Thierry Rogeon, directeur général de Lincoln Transition Executive. Longtemps boudés, ces profils intéressent désormais les sociétés, car ils répondent à leurs exigences en matière de rapidité de mise en place de nouvelles stratégies – croissance externe, développement à l'international, projets, réorganisation, gestion des fusions acquisitions…

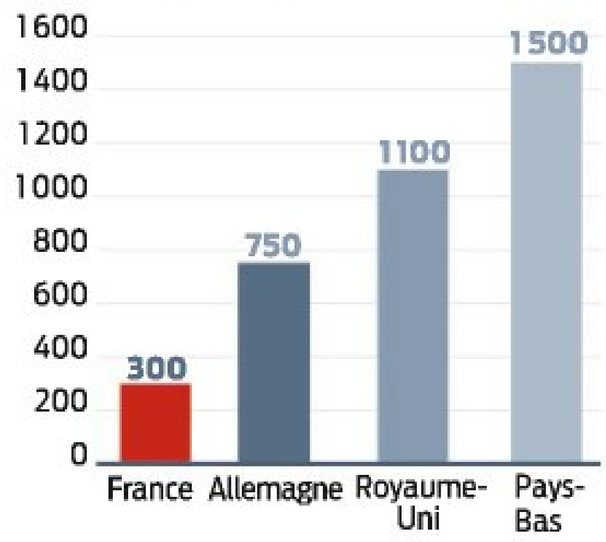
« *Face à la globalisation et à l'accélération de l'économie, les entreprises déclinent de plus en plus le travail en mode projet, et cela à tous les niveaux*, indique Philippe Soullier, président du cabinet Valtus Transition et fondateur de l'Association française du management de transition. *Or ce mode de travail correspond particulièrement bien à ces profils de transition.* » Appelés pour gérer des situations d'urgence, les managers de transition ont une aptitude à s'adapter rapidement, à prendre des décisions et à gérer des équipes. Là où le consultant se contente de préconiser une stratégie, ce type de manager conseille… et agit. « *C'est cette double casquette qui séduit les entreprises. Elles veulent des managers opérationnels, capables de s'engager et de mener des missions difficiles* », insiste Dominique Heimler, directeur du cabinet DHid.

De multiples raisons à une collaboration temporaire

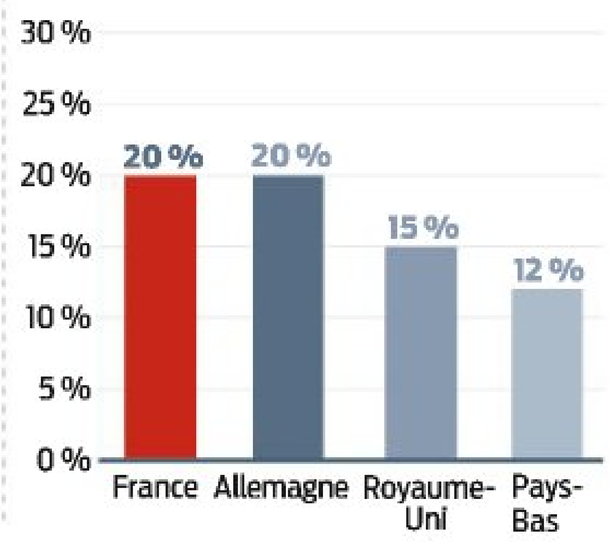
Fortement sollicités, pendant la crise, par des directions générales leur demandant un accroissement des performances, les services informatiques ont eu recours à des DSI de transition. De la prise en charge d'un projet informatique à l'accompagnement d'une direction des systèmes d'information sous-dimensionnée, en passant par le remplacement d'un congé maternité, les raisons de rechercher ces profils s'avèrent multiples. Pour Dominique Heimler, « *une société en développe-*

UN MARCHÉ DE NICHE EN PLEIN ESSOR

Marché européen du management de transition (en M€)
Source : Valtus Transition



Évolution du marché 2009-2010
Source : Valtus Transition



Ce type de management, apprécié en cas de situation d'urgence ou de projet à développer, progresse fortement en France, jusque-là peu concernée.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ment déjà dotée d'un responsable informatique peut s'orienter vers cette solution afin d'étudier la pertinence de créer ou non un poste de DSI ou pour améliorer son organisation interne ». Lors de cette phase, le directeur des systèmes d'information en poste se familiarise avec l'idée d'avoir un homologue et l'entreprise délimite le champ d'action de la fonction. « *Dans le cadre d'un départ, d'une modification de responsabilité ou de périmètre, le DSI de transition donne au directeur des ressources humaines le temps de trouver le bon profil, ce qui est difficile. Il peut également participer au choix du candidat, allant jusqu'à l'accompagner dans sa prise de fonction* », souligne Philippe Soullier.

« Le travail en mode projet est particulièrement bien adapté aux profils de transition. »

Philippe Soullier, président du cabinet Valtus Transition

En cette période de reprise, les entreprises renouent avec des investissements informatiques destinés à des projets souvent volumineux et pointus. Un DSI de transition spécialisé dans ce cas de figure constitue le profil idéal. Si la durée d'une mission est variable (de six à dix-huit mois), il arrive parfois qu'un de ces collaborateurs temporaires se voit proposer un poste dans l'entreprise. « *Une fausse bonne idée,* souligne Philippe Soullier. *Le management de transition, conçu pour prendre en main une situation en urgence, demande un fort niveau de compétences. Ce qui n'est plus forcément nécessaire une fois la "normale" rétablie.* »
Notons que l'un des freins au recours de ces profils, son prix, est en train de disparaître. « *En effet, au regard de l'importance de la tâche qui leur est confiée, ces profils opérationnels apportent bien plus de satisfaction à la direction générale qu'une simple prestation de conseil, dont le coût est également important. Et, surtout, ils offrent un engagement de résultats concrets* », affirme Thierry Rogeon.
Enfin, pour que l'opération soit réussie, « *il est important de faire un diagnostic préalable à l'intervention afin que le manager de transition soit en parfaite adéquation avec les attentes de l'entreprise* », insiste Philippe Soullier. ■

JULIETTE FAUCHET

IT for BUSINESS FORUM

7 au 9 avril 2011

3 jours pour comprendre les enjeux des technologies dans la transformation de son entreprise.

Cette manifestation de haut niveau réunira de nombreux dirigeants autour d'intervenants prestigieux du *7 au 9 avril 2011* à **Courchevel.**

Au programme :

- Les ruptures sociétales
- Diriger une entreprise 2.0
- Maîtriser son E-Réputation
- La métamorphose de l'interface homme-machine
- Sécurité, pilier de la compétitivité
- Business du Green IT
- Stratégie multicanal et relation client
- Les nouveaux concepts collaboratifs
- À quand la prochaine rupture ?

Avec notamment la participation de :

Rahaf Harfoush, *responsable Communication nouveaux médias de la campagne de Barack Obama.*
Denis Payre, *créateur de Business Objects et de Kiala, leader de la vente à distance.*
Gauthier Picquart, *PDG et Fondateur de RueDuCommerce*
Tan Le, *créatrice de l'environnement contrôlé par la pensée.*
Anand Agarawala, *inventeur du révolutionnaire bureau 3D BumpTop, racheté par Google.*
Jamais Cascio, *futurologue américain le plus réputé, créateur du 2ème forum prospectiviste au monde.*

Liste complète des intervenants disponible sur le site internet du forum

PROGRAMME ET INSCRIPTION :
www.itforbusinessforum.com*

* Programme et conditions d'inscriptions sur www.itforbusinessforum.com / Dans la limite des places disponibles.

Tarif « Early Bird » jusqu'au 31 janvier 2011 minuit.

Partenaires stratégiques

Partenaires media

Produit par

En collaboration avec

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

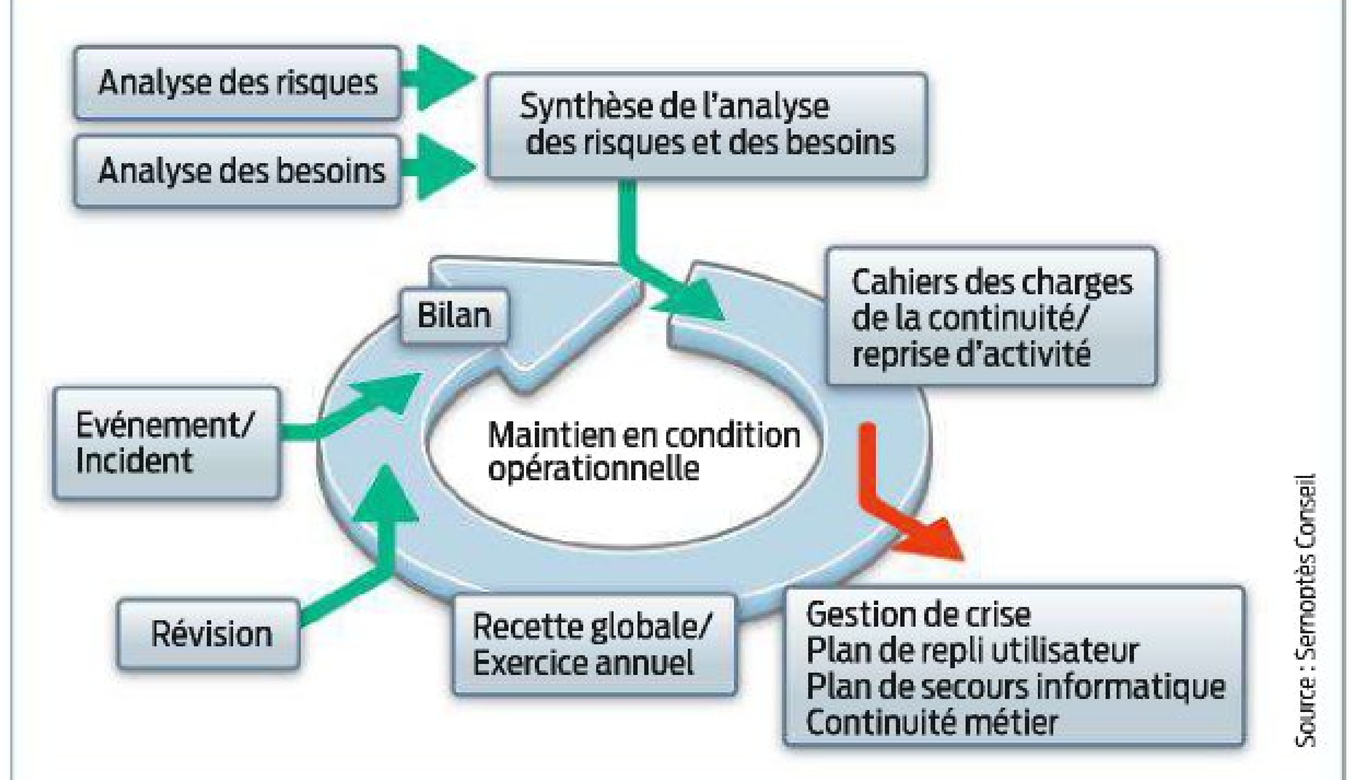
StoreMags

DÉCRYPTAGE

Le plan de continuité d'activité expliqué à votre DG

POURQUOI S'Y INTÉRESSER ? Encouragée par de puissants courants réglementaires et économiques, la gestion de la continuité d'activité limite l'impact des accidents et dysfonctionnements. Elle concerne un nombre croissant d'entreprises, privées ou publiques.

PROCÉDER PAR ÉTAPES POUR MIEUX ANTICIPER LES RISQUES



La continuité d'activité s'appuie sur une succession de processus qu'il faut régulièrement actualiser.

Les gains

1 Gérer les risques. Le plan de continuité d'activité (PCA) est le fer de lance de la gestion des risques susceptibles d'altérer la bonne marche d'une entreprise (incendie, pandémie, inondation, malveillance). Le PCA ne couvre pas uniquement l'aspect technique lié au maintien du système d'information en état opérationnel. Il prend également en compte la gestion du personnel, voire la communication de crise auprès des clients et des partenaires.

2 Se mettre en conformité. L'entreprise peut être amenée à se mettre en conformité avec les obligations réglementaires de son secteur d'activité en matière de PCA ou parce qu'elle travaille comme sous-traitant (transport de fonds) pour une activité essentielle d'un secteur régulé (la banque). Par ailleurs, des agences de notation exigent de plus en plus souvent la mise en place d'un PCA. Son absence risque d'abaisser la note de l'entreprise et, donc, sa capacité à rester compétitive dans son secteur.

3 Se protéger contre les recours juridiques. Les règles de droit mettent généralement en avant la responsabilité civile et pénale des dirigeants, pour tout dysfonctionnement au sein de leur société. En cas de crise, l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel et d'évaluer les risques au travers d'un PCA. Son absence ou sa mauvaise exécution en cas d'incident peut engendrer de nombreux dommages pour l'entreprise, ses salariés, ses clients ou ses partenaires économiques, se traduisant par des litiges coûteux.

Les limites

1 Des contrats complexes à mettre en œuvre. Lorsqu'une société externalise la mise en place de son PCA, notamment sur l'aspect continuité du système d'information, il est primordial de négocier les clauses du contrat auprès du prestataire retenu. L'enjeu consiste notamment à cerner les « prestations essentielles », à savoir la sauvegarde de l'ensemble du patrimoine de l'entreprise jusqu'à la reprise normale de l'activité. Il faut également prévoir des clauses engageant la responsabilité du prestataire retenu, lequel, selon le cas, endossera une obligation de moyens ou de résultats, détail qui peut faire la différence en cas de problème.

2 Impliquer toutes les directions métier. Mettre en place un plan de continuité d'activité constitue un véritable projet d'entreprise. Il doit bénéficier du soutien de la direction générale, mais aussi et surtout des métiers. Le meilleur moyen d'évaluer la criticité des applications est, en effet, de rencontrer les directions métier. Il faut que les salariés se sentent impliqués et saisissent les enjeux du plan de continuité. Cette compréhension suppose une sensibilisation du personnel, un PCA pouvant être perçu comme une contrainte.

3 Ne pas négliger le suivi sur la durée. Un plan de continuité d'activité doit être mis à jour en tenant compte d'événements aussi variés qu'un déménagement, un rachat d'entreprise ou un départ de salarié jouant un rôle clé. Le test d'un PCA, tâche souvent jugée fastidieuse ou sacrifiée sur l'autel des réductions de coût, s'avère pourtant essentiel. Cela impose de définir les responsabilités et les procédures pour maintenir le PCA dans un état opérationnel. Faute de mise à jour, le risque est élevé de subir un dysfonctionnement, lorsque la crise survient.

FRÉDÉRIC BERGÉ

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeep

ENSEIGNEMENT Les espaces numériques de travail évoluent vers des contenus pédagogiques

L'école se met enfin à l'heure des manuels numériques

Les espaces numériques de travail (ENT) vivent aujourd'hui une nouvelle mue, la troisième en quelques années. Lancé en 2003 par la Caisse des dépôts, leur usage a été véritablement poussé dans le milieu scolaire il y a trois ans. Ces environnements de partage, qui concernent encore à peine un établissement sur deux, restent centrés sur les devoirs en ligne, le cahier de texte, les feuilles d'absence et les relevés de notes. Mais ils s'ouvrent aux contenus pédagogiques, ce qui pose une série de questions, soulevées lors de la table ronde qui leur était consacrée lors du dernier salon Educatec.

Adapter le contenu

L'objectif de ces manuels numériques est d'appréhender autrement les contenus projetés en classe, de les agrandir, les filtrer, les annoter, leur associer des composants isolés, d'enrichir les textes d'images, de sons, de vidéos, ou encore de gérer dynamiquement les schémas et les cartes : *« La tendance est à la personnalisation. Certains manuels proposent ainsi aux professeurs de recomposer les pages ou de choisir des propositions de contenus. Et ce, dans une optique d'adaptation à la classe »*, explique Sylvie Marcé, présidente du groupe des éditeurs scolaires du syndicat national de l'édition. Dans ce contexte, un des enjeux consiste à ce qu'enseignants et élèves accèdent en ligne aux manuels numériques via l'ENT de l'établissement.

L'interopérabilité n'est pourtant pas au rendez-vous : *« L'affichage d'une ressource choisie par l'enseignant sur un espace sélectionné par le rectorat ou l'établissement reste encore complexe »*, explique Gilles Braun, responsable du bureau des ressources numériques du ministère de l'Education nationale. Les différents acteurs concernés, trop isolés, devaient donc se mettre autour d'une table. D'où l'expérimentation conduite par le ministère, qui réunit au sein d'un groupe de travail une vingtaine de départements, des éditeurs scolaires (Belin, Bordas, Hachette, Hatier...), des plates-formes de diffusion (CNS et KNE) et des fournisseurs d'ENT (Envole, Infostance, Kosmos…). Les conclusions sont attendues pour cette année.

> « Grâce aux outils de création numériques, les enseignants sont devenus des acteurs de l'édition. »
>
> **Jean-Pierre Archambault,** chargé de mission au CRDP

Autre question débattue à Educatel : le statut des ressources pédagogiques créées par les professeurs. *« Les enseignants deviennent des acteurs collectifs de l'édition scolaire, surtout depuis la banalisation des outils de création numérique,* explique Jean-Pierre Archambault, chargé de mission au Centre régional de documentation pédagogique (CRDP). *Comment travailler avec ces nouveaux partenaires ? »* En réfléchissant sur les droits d'auteur. Dernière problématique : les moyens. Avant d'investir dans des contenus numériques, les collectivités veulent être sûres de leur plus-value pédagogique. *« Nous devons créer des conditions d'une expérimentation suffisamment vaste pour en mesurer les usages réels, et pour faire baisser nos coûts globaux »*, détaille Sylvie Marcé, qui précise que même la simple version numérisée des manuels papier a un prix, et ne peut être distribuée librement. ■ VINCENT BERDOT

! À SAVOIR

Trois mesures pour favoriser l'usage du numérique à l'école

- **Lancement d'un portail ministériel** agrégeant les ressources pédagogiques à l'attention des enseignants.
- **Emission de chèques ressources** pour favoriser l'acquisition de contenus pédagogiques privés.
- **Désignation d'un responsable numérique** dans les collèges et les lycées.

PUBLI-INFORMATION

SN SANTÉ ET ACTIV'INFINITE : DEUX SYSTÈMES DE GESTION RETENUS PAR LE GROUPE MACIF POUR SON ACTIVITÉ DE SANTÉ ET PRÉVOYANCE.

Dans le cadre de la stratégie opérationnelle du groupe Macif, le programme de transformation Convergences a été lancé en 2009 avec pour objectif de rationaliser le nombre de systèmes de gestion dans la mutuelle, volonté partagée par ses partenaires, la mutuelle SMIP et l'institution de prévoyance ICIRS Prévoyance.
In fine, deux outils précédemment utilisés ont été retenus : le progiciel SN Santé de l'éditeur ICOD et le progiciel Activ'Infinite de l'éditeur CEGEDIM. Le groupe Macif renouvelle donc sa confiance à ces deux éditeurs.
Le progiciel SN Santé continuera d'assurer la gestion de la complémentaire santé d'une partie du portefeuille de Macif-Mutualité, d'un important portefeuille en délégation de gestion (plus de 240 000 personnes protégées) en forte croissance ainsi que du portefeuille santé et prévoyance collectives du groupe Macif géré par SYGEPREV.
SN SANTE couvre l'ensemble des fonctionnalités des métiers d'assurance santé et offre aux conseillers en charge de la vente des contrats des applicatifs permettant de faire des devis et des comparatifs d'offres directs et dont les ressources sont hébergées et exploitées par et chez ICOD.

MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège Social : 2 et 4 rue Pied de Fond 79000 Niort.

Free Magazines Download in True PDF format - StoreMags -

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

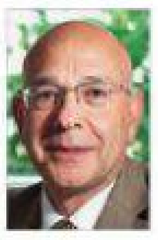
StoreMags

NOMINATIONS

EN PARTENARIAT AVEC nomination

Antoine de Kerviler, Edhec et HEC (Executive MBA), devient le DSI de la compagnie aérienne **Corsairfly.** Cet ex-DSI d'Air France USA et responsable internet et e-commerce du groupe Air France, a créé une compagnie aérienne régionale puis une société de conseil en système d'information, avant de rejoindre récemment Baboo, compagnie régionale suisse.

Eric Durieux, 48 ans (université de Genève, MBA Chicago), succède à Claude Guillermet au poste de directeur général de l'école d'ingénieurs **Esigelec** (Rouen). Il occupait le poste de directeur adjoint en charge de la recherche à l'Ecole des mines de Douai.



François Bakonyi, 51 ans (ESTP), est promu directeur général adjoint du premier bailleur social français, le groupe **3F**, à la suite de son rapprochement avec Solendi, dont il était le directeur général. Il sera en charge des systèmes d'information, de l'audit interne et de la gestion des risques, de la qualité et de l'organisation, et des services généraux.

Pascal Leroy, 53 ans (Arts et Métiers), est nommé directeur général délégué de **Sopra Group,** avec des responsabilités opérationnelles et fonctionnelles étendues auprès de Pierre Pasquier, le PDG. Auparavant, il dirigeait les activités d'intégration de systèmes en France.

Gael Puill, 37 ans (ISMRA, Executive MBA/HEC), qui était le responsable informatique en charge des fonctions risques et finance chez Natixis, va diriger le programme Bâle II du **Crédit Foncier de France** au sein de la DSI.

VOUS AVEZ CHANGÉ DE POSTE, FAITES-LE SAVOIR SUR WWW.NOMINATION.FR

EMPLOI Les femmes ingénieurs délaissent le secteur des technologies de l'information et des communications

Le high-tech perd ses vocations féminines

Les femmes travaillant dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) ne représentent que 20 % des effectifs. Selon une étude réalisée par Global Contact pour Orange en novembre dernier, elles boudent de plus en plus les formations d'ingénieurs. Pour la première fois, en 2009, leur nombre dans cette filière a baissé en proportion relative (17 %) comme en valeur absolue (moins de 1 000 entre 2008 et 2009). Et lorsqu'elles intègrent une école d'ingénieurs, elles sont de moins en moins nombreuses (-11 % en deux ans) à opter pour les spécialisations des NTIC.

Lors d'un colloque sur la place des femmes dans la révolution numérique, organisé par Microsoft en décembre 2010, plusieurs intervenantes ont pointé les facteurs qui expliquent ce désintérêt. Pour Catherine Laret-Bedel, de la direction générale de la cohésion sociale au ministère du Travail, « *la question des stéréotypes est cruciale. A l'instar des secteurs du bâtiment et de la métallurgie, qui n'ont pas hésité à travailler sur l'image de leurs métiers, il faut revaloriser les professions des NTIC.* » Même son de cloche du côté de Natacha Quester-Séméon, directrice générale de l'agence I-Marginal, qui constate que « *les femmes manquent de repères. Elles pensent d'abord aux postes classiques de l'informatique. Or il existe de nouvelles fonctions transversales qui ne nécessitent pas de compétences techniques.* »

Inégalité salariale et moindre progression hiérarchique

Pour Valérie Dagand, présidente du réseau Cyber elles, les jeunes diplômées s'orientent surtout vers des postes de développeurs, rarement vers ceux de chefs de projet. Si l'entrepreunariat les attire, « *parce qu'elles s'imaginent pouvoir mieux concilier leur travail avec leur vie personnelle, elles sont vite déçues, car ce n'est pas facile* », poursuit Valérie Dagand.

Autre problème : une fois embauchées dans ce secteur, les femmes le quittent souvent en cours de route. Il est vrai qu'elles ne représentent que 9 % du management et qu'elles gagnent 11 % de moins que les hommes après quinze ans d'expérience. Par ailleurs, elles se sentent isolées, manquent de modèles de réussite et peinent à trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie privée, selon une étude menée aux Etats-Unis, en juin 2010, par le National Center for Women & Information Technology.

SANDRINE CHICAUD

À SAVOIR

Des femmes regroupées en réseau

- **Girl Power 3.0 (juin 2007).** Premier réseau féminin français dans ce secteur.
- **Cyber elles (1998).** Ce club professionnel rassemble les dirigeantes ou entrepreneuses travaillant dans les NTIC et les nouveaux médias.
- **Women & Mozilla - « Womoz » (2009).** Le site vise à promouvoir la présence et la visibilité des femmes dans le logiciel libre.
- **The Next Women (2010).** Un business magazine et une communauté en ligne pour les femmes entrepreneurs et investisseurs dans les nouvelles technologies et le web. Présent en Europe, aux Etats-Unis et au Brésil.
- **Girls in Tech (2010 en France).** Objectif de ce groupe (dont le modèle est californien) : mettre en valeur celles qui œuvrent dans les NTIC et les start up.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

GREEN TECH

Un guide d'achat de produits et services écoresponsables

Aider les acheteurs à se retrouver dans la jungle des différents labels en termes d'écoresponsabilité, tel est l'objectif de l'Ecoguide. Edité par Greenflex, une société de services en développement durable, ce catalogue est disponible en ligne gratuitement, après inscription. Plus de 800 produits et services écoresponsables y sont recensés, répartis dans cinq domaines : mobilité, système d'information, environnement de bureau, logistique, et bâtiment.

Une fois inscrites, les entreprises choisissent l'un des sept univers dans lequel elles souhaitent améliorer leurs performances en matière de développement durable. L'Ecoguide propose alors trois stratégies pour optimiser leur politique Green, en fonction de l'état d'avancement de leur démarche : le « Mieux », le « Moins » et le « Repenser ». Par exemple, en optant pour l'univers « Système d'information », l'acheteur accédera aux produits et services afin de « Mieux s'équiper », de « Moins consommer » ou de « Repenser son informatique ». Dans cet univers particulier, les possibilités offertes aux entreprises vont de l'achat de postes de travail jusqu'à l'acquisition de solutions de virtualisation ou de services logiciels (Software as a Service).

L'Ecoguide recense plus de 800 produits et services « durables ».

La politique environnementale du fournisseur prise en compte

« Nos chefs produits traquent les nouveautés en effectuant une veille régulière sur internet. Ils définissent ensuite les services et produits à consigner dans l'Ecoguide », explique Jérôme Soistier, coprésident de Greenflex. Une fois sélectionnées, les solutions sont classées selon deux catégories : les offres recommandées, et celles certifiées. Les produits de la première répondent à un minimum de critères conditionnant leur référencement dans l'Ecoguide : enjeux sociaux, cycle de vie et politique RSE (Responsabilité sociale et environnementale) de l'entreprise. De leur côté, les offres certifiées sont garanties comme étant respectueuses de l'environnement. Elles indiquent également que les sociétés proposant ces produits et ces services sont elles-mêmes engagées dans une démarche de développement durable.

Une double certification

Le processus de certification Greenflex se déroule en deux étapes. Dans un premier temps, Ecovadis, une société d'audit indépendante, soumet les fournisseurs d'offres à un questionnaire sur leurs politiques de développement durable. Les résultats sont alors analysés et une première note (sur 10) est attribuée. Si cette dernière est supérieure ou égale à 5, alors Greenflex prend le relais pour décerner une seconde note, basée sur le cycle de vie du produit à certifier : matières employées, processus de fabrication, transport, distribution, utilisation et gestion de la fin de vie. Si la note globale s'avère supérieure ou égale à 5, le produit est certifié.

EDDYE DIBAR

EN BREF

Utiliser l'énergie des antennes mobiles

La GSMA, association mondiale représentant les opérateurs mobiles, souhaite réinjecter l'énergie non utilisée par ses stations de base, dans le réseau électrique des pays en voie de développement. La puissance nécessaire au fonctionnement des antennes de téléphonie est produite de plus en plus souvent à partir du solaire ou du vent. L'excédent pourrait servir à alimenter en électricité des petites structures souvent isolées, telles des écoles. Les premiers programmes pilotes démarreront en début d'année en Afrique de l'Est.

Un document non imprimable

Le WWF (World Wildlife Foundation) propose un format de fichier (.wwf) dont la particularité est de ne pas pouvoir être imprimé, afin, bien évidemment, d'éviter le gaspillage. Il est en fait dérivé du format Acrobat PDF. Le logiciel de création de ce type de fichier est disponible gratuitement pour Mac OS X et Windows.

Shell surveille son informatique

Cisco et AT&T ont été mandatés par le groupe Shell pour analyser le rendement énergétique de son infrastructure informatique au niveau mondial. Cette étude calculera l'empreinte carbone des activités du pétrolier et dressera une cartographie de la consommation d'énergie de son informatique. Ce projet servira à optimiser les systèmes sous-utilisés, à éliminer les équipements redondants et à réduire l'espace occupé dans les bâtiments.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

VU DES MARCHÉS

Capitalisation record pour ARM Holdings

L'entreprise informatique qui aura connu la plus forte hausse de sa capitalisation boursière fin 2010, ARM Holdings, est totalement inconnue du grand public. Elle affiche une capitalisation boursière de plus de 9,65 Md$ (plus qu'AMD). Et la croissance de celle-ci a atteint 130 % (mieux que Salesforce.com ou VMware). ARM, grand gagnant de l'envol des marchés des smartphones et autres tablettes, est le lointain descendant du constructeur britannique d'ordinateurs Acorn. Il valorise son portefeuille de technologies relatives à la conception de processeurs à faible consommation électrique. Une rumeur a même couru d'une acquisition par Apple, avant que celui-ci se tourne vers Intrinsity.

EN BREF

Dell s'offre Secureworks

Le constructeur américain a signé un accord définitif pour racheter son compatriote Secureworks, spécialisé dans la gestion des vulnérabilités. En s'offrant un acteur bien implanté (120 M$ de revenus en 2010), il rejoint IBM, HP, Intel et consorts qui ont, depuis l'an dernier, multiplié les acquisitions dans ce secteur.

Motorola scindé en deux sociétés

Depuis le 4 janvier, Motorola s'est divisé en deux sociétés cotées à la Bourse de New York. L'entité Mobility cible le grand public (smartphones et décodeurs), tandis que Motorola Solutions vise les entreprises (terminaux mobiles durcis et réseaux sans fil).

LOGICIEL L'éditeur allemand lance une application RH reposant sur sa base d'analyse haute performance Hana

SAP dévoile les premiers scénarios industriels pour sa base en mémoire

C'est un lancement crucial pour SAP. La première version commerciale de Hana (High-Performance Analytic Appliance) et la première application reposant sur cette technologie ont été officiellement lancées en décembre dernier. Dévoilée au mois de mai 2010 lors de la conférence Sapphire, cette base de données « en mémoire » constitue, en effet, pour l'éditeur allemand l'un des plus gros paris de ces dernières années.

La grande idée est de charger tout type de données en mémoire vive – au lieu de les lire à partir de disques ou de mémoire flash – afin d'opérer des analyses en temps réel. Jusque-là, les bases de données en mémoire existantes étaient principalement dédiées aux données décisionnelles, parfois aux transactionnelles, mais jamais aux deux. L'intérêt de disposer d'une base de données en mémoire « agnostique » consiste à pouvoir bénéficier à la fois d'une analyse en temps réel et d'une granularité de données optimale.

Premier champ d'application dans les ressources humaines

Autre différenciation, SAP rapproche trois technologies clés dans une seule solution : le stockage en mémoire, donc, mais aussi un taux de compression élevé (jusqu'à 30 fois) et un modèle de données en colonnes. Résultat, une analyse a été réalisée en moins d'une minute à partir de requêtes sur 460 milliards de données de ventes issues de dizaines de points de vente pour le compte d'un industriel de biens de grande consommation.

Désormais, l'éditeur développe plusieurs applications destinées à être exploitées depuis Hana. Lancée le 1er décembre dernier, SAP Business-Objects Strategic Workforce Planning est la première d'entre elles. Elle permet, par exemple, de simuler la croissance et l'évolution des ressources humaines, dans le cas d'une acquisition ou de l'entrée sur un nouveau marché. Dès la version 1.5 de Hana, prévue pour le premier semestre 2011, SAP devrait également porter ses applications de planification et de consolidation financière (BPC), ainsi que celles de gestion de la demande (Demand Planning). D'autres devraient aussi être disponibles pour les services financiers, l'industrie des produits de grande consommation (risque fournisseur, gestion de rappel, disponibilité produit, par exemple), la distribution (analyse des ventes, répartition des stocks, etc.), la fabrication (utilisation des actifs, analyse de la production) ou encore l'énergie. Dans chaque secteur, l'accent sera mis sur les fonctionnalités de planning, de prévision et de simulation.

BORIS MATHIEUX

L'AVIS DE L'INTÉGRATEUR

Guillaume Pierre, directeur national de la business unit SAP chez Capgemini Technology Services

L'analyse en quasi temps réel sur les données de production séduit la plupart de nos clients. Mais ils ont besoin d'être rassurés quant à l'usage de cette nouvelle base de données sur des transactions business et des données en production. En attendant, ils peuvent utiliser Hana dans un simple cadre décisionnel, et apprécier ses gains de performance. Dans tous les cas, ils attendent de la visibilité sur la politique tarifaire de SAP et la pérennité de leurs investissements, notamment sur BW Accelerator.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

START UP EN PARTENARIAT AVEC Oséo

Se débarrasser des contenus litigieux des internautes

NOM : Scan & Target.
DATE DE CRÉATION : décembre 2007.
DOMAINE : linguistique et statistique.
INNOVATION : traitement en temps réel de textes d'internautes.
PRODUIT : Oorook.

Forts de leurs expériences dans la modération des sites de rencontre, Bastien Hillen, Ian Sprunck et David Tilloy, conscients des opportunités liées aux médias sociaux, ont créé la start up Scan & Target fin 2007. *« De plus en plus de textes sont générés sur Facebook, Twitter et par chat. Souvent mal écrits, ils sont difficilement gérés par les techniques traditionnelles de Text Mining »*, explique Bastien Hillen, président de Scan & Target. Les outils qu'ils développent effectuent une analyse en temps réel des contenus. L'objectif est double : aider les entreprises à modérer certains services pour éviter les commentaires litigieux (spams, insultes racistes…) et repérer les manifestations positives pour monétiser des services.

Suppression des messages contestables en temps réel

Ainsi, dans une salle de chat, les contenus non conformes à la charte sont détectés par le système et n'apparaissent pas en ligne. Seul l'auteur du message retiré aura conscience d'une intervention extérieure. *« Lors de l'envoi d'un message non litigieux, le décalage entre l'écriture et son apparition à l'écran est assez faible pour ne pas être perceptible »*, assure Bastien Hillen. Mots et expressions sont reconnus quelle que soit leur orthographe (exemples : account et @ccount). Un « arbre des sens possibles » est créé, et la « branche » obtenant le score le plus élevé est retenue.

Si une intention d'achat est détectée, un message automatique contenant un lien vers une boutique en ligne peut être envoyé. La start up fait ainsi partie des partenaires d'Amazon. Afficher des publicités ciblées serait aussi faisable, à condition, bien sûr, d'en avoir à disposition…

Version payante ou gratuite

Ces technologies sont appliquées dans Oorook, logiciel de Scan & Target destiné aux Community Managers, afin de les aider à réagir plus rapidement aux commentaires des internautes sur Facebook. L'offre commerciale correspond à un modèle Freenium. Contrairement à la version gratuite, la version payante permet d'analyser plus de 50 messages par jour, de supprimer automatiquement ceux qui sont répréhensibles (au lieu de recevoir un e-mail d'alerte), de planifier des campagnes à l'avance, etc. Les prochains axes de recherche concernent l'analyse du sentiment. *« Déterminer si ce qui ressort d'un message est globalement positif ou négatif n'est pas ce qu'il y a de plus compliqué,* affirme Bastien Hillen. *Ce qui pose problème, c'est de fournir une analyse détaillée : pouvoir repérer que l'internaute est plutôt positif sur telles fonctionnalités du produit, mais plutôt négatif sur les autres. »*

MARIE JUNG

REPÈRES

Siège : Puteaux (92).
Effectif : 5 personnes.
Financement : 875 k€ de fonds propres et 250 k€ d'aides à l'innovation d'Oséo.
Les fondateurs :
Bastien Hillen, président.
Ian Sprunck, directeur opérationnel.
David Tilloy, directeur technique.

DANS LES LABOS

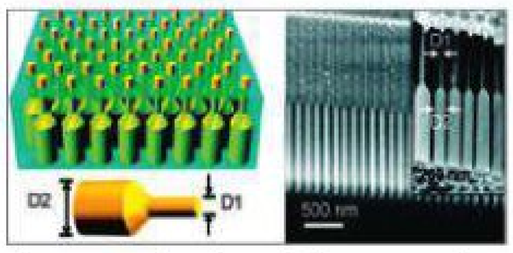
Contrôler un curseur par la pensée, et vite

Pas plus de six minutes : c'est le temps qu'il a fallu, en moyenne, à 14 volontaires pour contrôler un curseur par la pensée. Pour parvenir à une telle rapidité, des scientifiques américains ont amélioré une technologie à base d'imagerie par résonnance magnétique fonctionnelle (IRMF), qui enregistre les flux sanguins dans le cerveau. Ces recherches pourraient bénéficier aux personnes atteintes d'un Locked-in syndrome et aider à combattre la douleur.

Le PC bientôt poète

Si la synthèse vocale fonctionne correctement mot à mot, les phrases prononcées semblent encore artificielles, à cause des accentuations parfois mal placées. Le chercheur canadien Michael Wagner a étudié comment les anglophones et les francophones prononçaient les poèmes. En particulier, il a analysé les différences de prosodie (rythme, accent, intonation) entre les deux langues. Le scientifique compte mettre au point un modèle prédisant les endroits où mettre l'accentuation dans une phrase.

Mieux capter la lumière



Ali Javey, chercheur à l'université de Berkeley, a conçu un composant capable de transformer la lumière aussi efficacement que les cellules photovoltaïques, mais nécessitant une quantité bien inférieure de semi-conducteurs. Il est constitué de minuscules bâtons de sulfure de cadmium. L'astuce, pour obtenir une efficacité maximale, tient dans leurs diamètres différents à chaque extrémité.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

CE SOIR JE LIRAI LE JOURNAL DE DEMAIN.

La Tribune lance son offre "tout numérique" à seulement 10€/mois*.

Abonnez-vous tout de suite sur LATRIBUNE.*fr*

La Tribune aussi disponible sur Blackberry, Nokia, Bada, Android et web.

* Offre strictement réservée à tout nouvel abonné individuel par prélèvement bancaire.

LA TRIBUNE

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeep

PSA Peugeot Citroën a retenu Ivalua Buyer pour déployer son référentiel mondial de 73 000 fournisseurs. 2 000 utilisateurs y recourent.

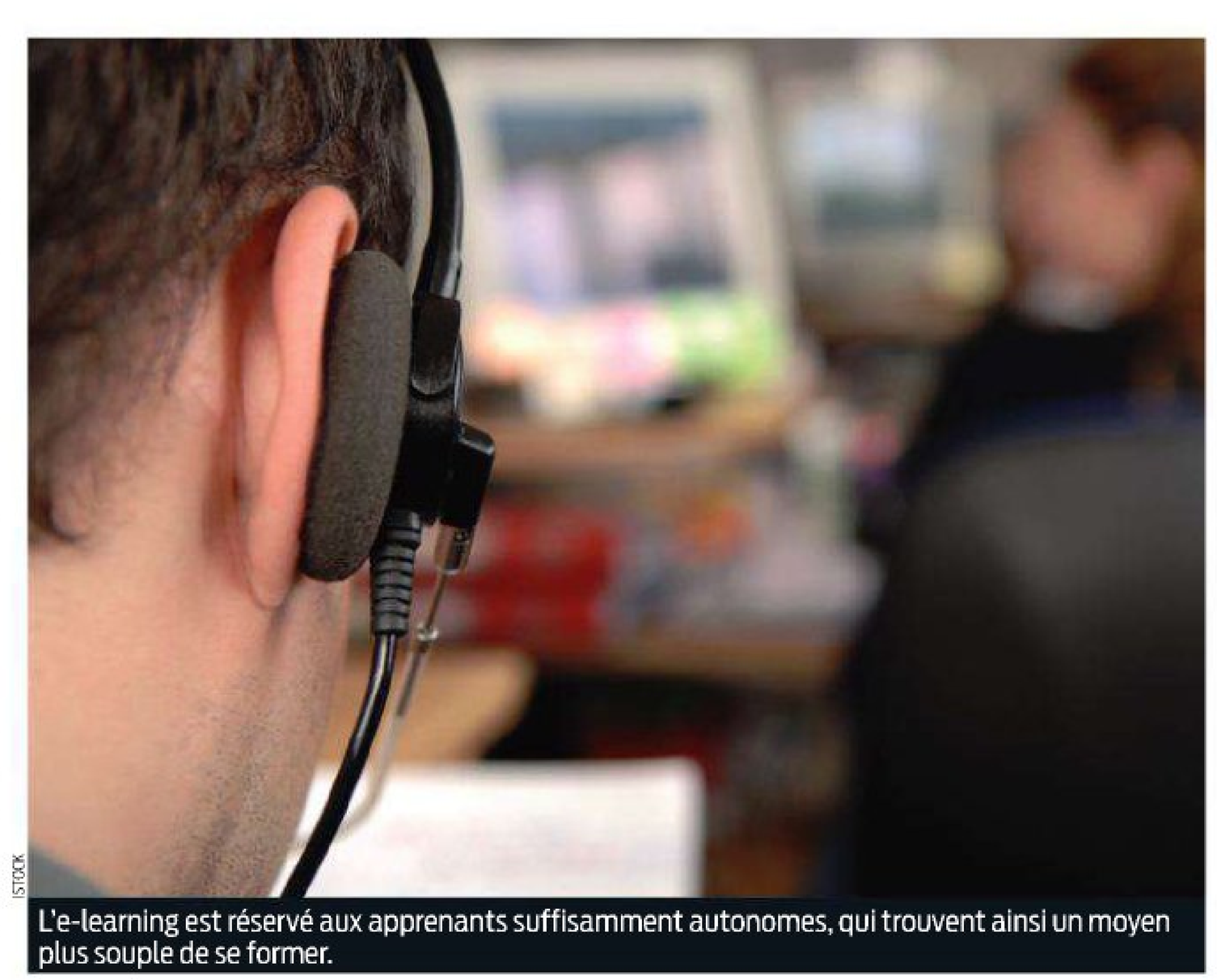
26 % seulement des entreprises utilisent une solution globale spécifique pour gérer le contenu non structuré (documents bureautiques, courriels, etc.). Source : Markess

FORMATION

Les atouts financiers et organisationnels de l'e-learning

Grâce à des coûts de production moins élevés et à des interfaces plus ludiques, la formation individuelle à distance est de plus en plus appréciée par les DRH. Pour certains besoins, elle doit être complétée par des cours en présentiel.

Les raisons de la percée de l'e-learning dans les plans de formation des entreprises sont multiples. Elles vont de la désaffection envers la forme traditionnelle du présentiel au besoin immédiat de connaissances, de la rationalisation des dépenses en formation à la réduction des déplacements. En revanche, tous les professionnels des ressources humaines s'accordent sur deux points : mixer l'e-learning et le présentiel est essentiel, tout comme il est indispensable d'inscrire le choix de ces cours à distance dans une réflexion plus approfondie sur la stratégie de formation.



ISTOCK

L'e-learning est réservé aux apprenants suffisamment autonomes, qui trouvent ainsi un moyen plus souple de se former.

Une solution alternative devenue indispensable

« En 2007, nous avons constaté que les cours de langues étaient le premier poste de dépenses (4 000 euros par an et par salarié) de notre budget formation, pour un résultat loin d'être à la hauteur de nos espérances », raconte Luis Marchal, responsable du développement RH et formation de Gefco, spécialiste de la logistique.

Même insatisfaction du côté d'Euromaster, filiale de Michelin. Du fait de sa dispersion géographique et de ses petites structures – certaines entités ne comptent que quatre ou cinq personnes –, l'entreprise avait de plus en plus de difficultés à faire venir ses collaborateurs en formation au siège social, situé à Grenoble. *« Ce lieu était trop loin pour beaucoup de salariés, qui avaient des problèmes pour s'absenter. D'où l'idée de remettre à plat notre système à la fin 2007. Qui sont les intervenants indispensables à la montée en compétences, les formateurs, les experts, les managers ? Quels sont leurs rôles respectifs ? Comment choisir les contenus à dispenser en présentiel et ceux à basculer sur l'e-learning ? »*, s'interroge François Mazoyer, responsable du service formation d'Euromaster.

De son côté, précurseur en la matière, le cabinet d'audit KPMG exploite la formation à distance depuis 2002-2003, l'utilisant notamment pour l'intégration des jeunes recrues. *« Notre*

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

objectif était de leur délivrer rapidement certaines bonnes pratiques liées à l'expertise comptable. Ce cursus, toujours présent dans l'entreprise, a été amélioré. C'est désormais un préambule à des cours dispensés ensuite en salle », précise Sophie Maladri, responsable de la pédagogie chez KPMG.
Cet apprentissage par internet ne porte ses fruits que s'il est complété par un cours en présentiel ou un échange avec un tuteur, un expert ou un manager. Ainsi, dans le cas des formations de langues dispensées chez Gefco, le salarié en cours de formation est suivi par un référent qui le contacte régulièrement par téléphone ou par courriel pour faire le point sur les difficultés ou discuter de la façon dont se déroule l'enseignement. Des cours en salle sont également dispensés et des séminaires web seront bientôt proposés. *« La répartition entre l'e-learning et le contact avec un formateur est définie d'après un test de niveau réalisé par l'apprenant. Dans le cas d'un débutant, nous privilégions le présentiel. Ensuite, nous équilibrons les deux modes pédagogiques »*, commente Luis Marchal.

« Nous complétons l'e-learning par le soutien régulier d'un tuteur. »
Luis Marchal, Cegos

Pour Sophie Maladri, de KPMG, l'utilisation de l'e-learning facilite l'individualisation des parcours, ce qui est une réelle tendance. *« Tout en élargissant nos contenus (maîtrise des risques et de la gouvernance, performance des systèmes d'information, cœur de métier…), nous avons rendu notre plateforme modulaire afin d'être capable de personnaliser les formations. Selon le niveau de connaissances de l'apprenant sur un sujet, il devra suivre soit une partie des modules, soit la totalité. C'est une excellente entrée en matière pour appréhender une nouvelle notion. »*
Gefco, lui, a fait le choix de sous-traiter toute la prestation – contenu, plateforme de diffusion, cours individualisés téléphoniques, échanges réguliers avec les tuteurs et accompagnement par téléphone. Il a retenu comme prestataire Digital Publishing. Quant à Euromaster et KPMG, ils ont opté pour la prise en charge de tout ou partie du projet. En effet, en raison de la spécificité de leurs marchés et de leur confidentialité, les deux entreprises ont privilégié le développement en interne du contenu pédagogique. De par son ancienneté sur le marché de l'apprentissage à distance et l'importance accordée à la formation, KPMG a, par ailleurs, décidé d'investir dans une plate-forme de diffusion hébergée en interne.
De son côté, Euromaster a préféré se reposer sur l'infrastructure consacrée à la gestion de la diffusion de Demos et a confié à cet organisme la mise en production des contenus élaborés en interne. *« Avec les formateurs et les managers, nous rédigeons un dossier de conception contenant les objectifs pédagogiques et les messages clés que nous voulons délivrer… Ce document est ensuite transmis à Demos, qui réalise les animations, monte le module et le dépose sur la plate-forme »*, précise François Mazoyer.

2 QUESTIONS À…

DR

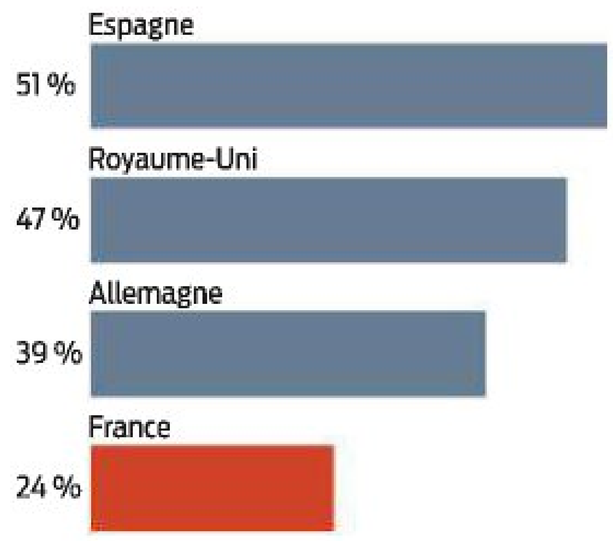
Odète Dupuy-Silverio,
chef de projet e-learning chez Des Systèmes et des Hommes

Comment voyez-vous l'évolution de l'e-learning dans les prochaines années ?
Ce mode d'apprentissage a profondément changé nos comportements sociaux et notre relation au savoir et à l'apprentissage. Utilisé principalement par les salariés de grandes entreprises et les étudiants, il s'adresse de plus en plus aux salariés des PME-PMI et à tout un chacun. On va passer des formations prescrites à des situations formatives entre pairs plus informelles, à une consommation individuelle de microformations et à de l'edu-entertainment. Cela suppose une adaptation de tous les intervenants traditionnels (institutionnels, RH, prescripteurs, apprenants). Quant aux praticiens pédagogues, ils doivent être capables de produire des dispositifs didactiques pertinents et économiquement viables, propres à séduire une nouvelle génération d'apprenants aguerris à la réalité virtuelle et virtuoses du web 2.0.

Pensez-vous que les technologies mobiles auront un impact sur ce type de formation ?
Dans le contexte de l'entreprise, les technologies mobiles vont enrichir la gamme des supports et faciliter certaines transactions pédagogiques (interactions sociales, tutorat…). Elles viseront essentiellement des populations spécifiques (salariés nomades, consultants, commerciaux). En ce sens, ces technologies ne sont pas de nature à bouleverser le développement de l'e-learning.

LA FRANCE À LA TRAÎNE

Taux de salariés ayant suivi une formation en e-learning par pays
Source : Cegos (2009)



Seul un quart de salariés français est concerné par l'e-learning, reconnu tardivement par les organismes paritaires de formation.

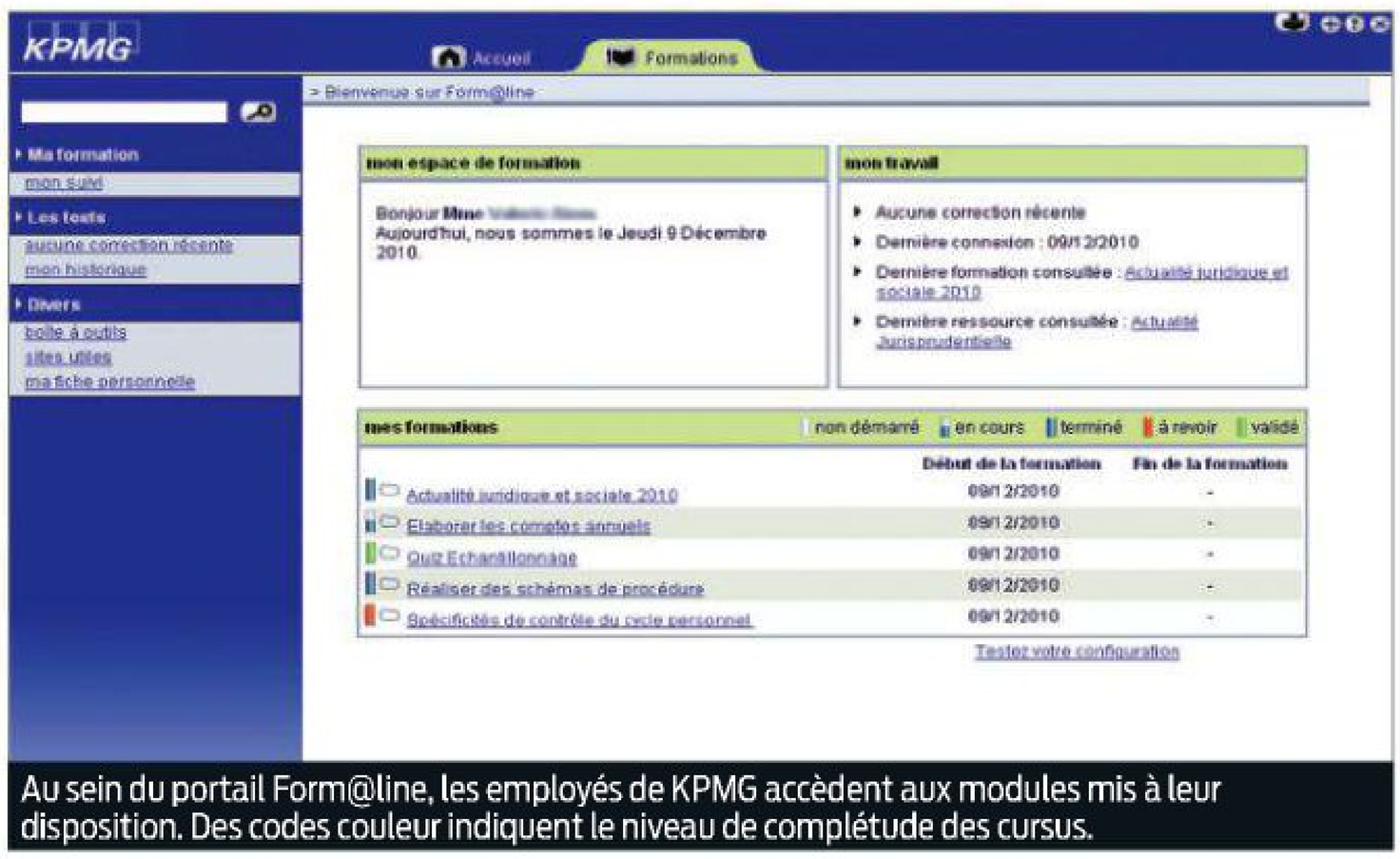
Un outil pédagogique permanent et flexible

De l'avis des professionnels RH, l'un des atouts majeurs de l'e-learning est de délivrer un message pédagogique partout et à tout moment. *« Lorsqu'un manager doit organiser la montée en compétence d'un collaborateur, il peut proposer de mode d'apprentissage sans attendre une planification de la formation, et ainsi mieux cadrer avec les besoins opérationnels »*, poursuit Sophie Maladri.
Même s'il n'est souvent que le préambule à un cursus plus complet dispensé par un tuteur ou un expert, l'e-learning est un moyen de diffuser simplement des notions importantes. *« Les managers ne s'y trompent pas. Ils sont de plus en plus nombreux à inciter leurs équipes à utiliser ces outils pédagogiques, qui sont flexibles et perturbent très peu l'organisation d'une équipe »*, insiste la responsable pédagogique de

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

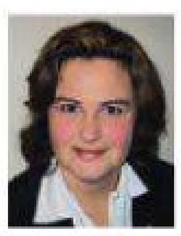
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Store/Mags



Au sein du portail Form@line, les employés de KPMG accèdent aux modules mis à leur disposition. Des codes couleur indiquent le niveau de complétude des cursus.

KPMG. Par ailleurs, les outils de test intégrés au programme d'e-learning permettent aux DRH de recueillir une information fiable sur les acquis et la progression des apprenants. « *Auparavant, nous demandions aux formateurs un retour sur l'état des progrès de leurs élèves. Mais leur évaluation était souvent faussée, leur objectif étant, bien entendu, le renouvellement de leur contrat* », reconnaît Luis Marchal.



« Nous avons ainsi pu individualiser les parcours de nos apprenants. »

Sophie Maladri, KPMG

Mais à combien reviennent ces formations ? « *Tout dépend du produit que vous voulez,* signale François Mazoyer. *Chez Euromaster, nous avons préféré investir afin de proposer des modules de qualité. Pour rentabiliser notre système, il nous fallait un volume de formation de 80 personnes par an et par module pendant trois ans. Or nous avons plus de 200 apprenants par an pour chaque module. Nos objectifs sont donc largement dépassés.* » En utilisant l'e-learning, Gefco a réduit les coûts de formation en langues : 3 000 euros par an et par salarié, contre 4 000 en présentiel.

La production de tels contenus a toutefois un coût, parfois dissuasif pour certaines PME. Mais elles peuvent désormais se rabattre sur des produits sur étagères, dont le volume et la diversité ne cessent de croître. Comparés aux anciens modules de formation, souvent rébarbatifs, qui pouvaient durer jusqu'à plus d'une heure, les contenus proposés par l'e-learning sont devenus ludiques, leur présentation est conviviale, avec un temps de cours souvent réduit à une demi-heure.

L'arrivée du collaboratif

S'appuyant sur l'évolution du concept, les professionnels mettent en avant l'intégration d'outils collaboratifs : « *On a tendance à voir l'e-learning comme un écran devant lequel l'apprenant est seul à faire des exercices rébarbatifs. Mais c'est de moins en moins vrai. Aujourd'hui, il évolue vers le collaboratif et le participatif, à travers des espaces d'échange. L'élève peut ainsi dialoguer avec son manager, son tuteur ou un expert de l'entreprise* », insiste Sophie Maladri. L'e-learning entre à son tour dans l'univers du 2.0.

JULIETTE FAUCHET

2 QUESTIONS À...

DR

Philippe Gil, codirecteur de Demos e-learning

Le contenu en e-learning est-il différent de celui d'un présentiel ?

Si on raisonne contenu au sens de matière première à enseigner, il peut être tout à fait le même. Seules les méthodes et activités pédagogiques pour le faire assimiler sont différentes. Cependant, force est de constater que l'e-learning est souvent associé à la transmission de savoir, voire de savoir-faire, mais rarement de savoir-être ou de comportement. Or ces derniers peuvent être parfaitement abordés aujourd'hui grâce à la simulation et aux serious games.

Comment travaillez-vous sur les contenus avec les entreprises ?

Demos a mis en place une méthode de travail très élaborée, qui est le fruit de plus de dix ans d'investissements et fait l'objet d'une certification qualité ISO 9001. Elle décrit et outille les phases de travail avec le client et ses experts métier, qui apportent le contenu. Ces projets sur mesure représentent une véritable coproduction entre ces experts et nos chefs de projet et nos concepteurs pédagogiques pour extraire et formaliser la juste matière (nécessaire, suffisante et validée).

Dispensées en e-learning chez Gefco, les formations en langues sont moins chères et plus efficaces.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

INFRASTRUCTURE

BPCE délocalise une partie de son informatique en province

Trop à l'étroit dans ses sites parisiens en location, le groupe BPCE a rationalisé, puis relocalisé, une partie de son informatique de production dans ses propres bâtiments, à Castres.

Le groupe bancaire BPCE a inauguré, fin octobre 2010, un datacenter flambant neuf, baptisé Albiréo, en référence à l'étoile double de la constellation du Cygne. Ce centre de données, situé à Castres (81), est composé de deux bâtiments (Saphir et Topaze) distants d'un kilomètre, reliés par fibre optique, l'un étant le miroir de l'autre. Les deux infrastructures fonctionnent selon un mode actif-actif. « *L'informatique est une composante stratégique des banques ; c'est leur système de production. Il nous semblait important d'en conserver la maîtrise. De plus, la construction d'Albiréo nous a permis de moderniser les infrastructures en question. Dans ce domaine, nous avons ce qui se fait de mieux* », explique Philippe Queuille, PDG d'Albiréo et directeur général de BPCE, en charge des opérations. En effet, avant la mise en production d'Albiréo, les infrastructures informatiques des seules Banques Populaires étaient regroupées sur un site dual parisien, composé pour moitié d'un datacenter appartenant au groupe bancaire et pour l'autre de salles détenues par un hébergeur tiers.

Le système d'information (SI) du groupe BPCE se subdivise en quatre sous-ensembles : le cœur du SI des agences bancaires, le SI lié à la monétique, le SI dédié aux activités internet et celui rattaché au décisionnel. « *Concernant ce dernier point, notre outil de gestion de la relation client est piloté à partir de volumineuses bases de données et interconnecté à des systèmes de gestion marketing et commerciale. Chaque mois, le système d'information gère près de 15 millions de connexions* », développe Laurent Eysseric, directeur de l'infogérance i-BP (informatique Banque Populaire). « *Or juste avant le déménagement, la capacité énergétique de nos solutions d'hébergement était saturée. Ce point bloquait beaucoup notre évolution* », ajoute Philippe Queuille. Notamment, le groupe bancaire ne pouvait pas pleinement développer ses projets liés au décisionnel.

La recherche d'un très haut niveau de concentration

Les datacenters des Banques Populaires devaient donc évoluer pour permettre un très haut niveau de concentration des infrastructures, l'utilisation de nouvelles technologies nécessitant plus de puissance, et un maintien en conformité avec les nouvelles réglementations liées à la sécurité des SI. « *Dans ce nouveau site, nous pouvons exploiter notre système décisionnel à pleine puissance. Nous ne sommes plus obligés de brider les machines pour des raisons de capacité électrique. Nous sommes ainsi en mesure de répondre aux besoins complémentaires des banques comme le multicanal ou la gestion des données nécessaires au pilotage des risques* », explique le PDG d'Albiréo.

Chaque bâtiment compte 6 600 m², dont 750 m² de salle informatique opérationnelle.

L'ENTREPRISE

Groupe BPCE
Date de création : 13 juillet 2009, rapprochement des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.
Produit net bancaire 2009 : 21 Md€.
Effectif : 127 000 personnes.

LE PROJET

Problèmes à résoudre : manque d'espace dans les salles informatiques, limitant le développement de projets. Modernisation et rationalisation des infrastructures informatiques.
Solution déployée : construction d'un datacenter fonctionnant en site dual (actif-actif), à Castres, hébergeant 21 banques du groupe.

Un site propice à l'implantation d'un datacenter

Le point fort de ce datacenter, ce sont ses caractéristiques techniques, qui lui permettent déjà de centraliser et de rationaliser les infrastructures des 21 banques du groupe Banque Populaire (17 Banques Populaires, 3 Caisses du Crédit Maritime Mutuel et la Banque de Savoie), jusqu'alors réparties sur deux sites parisiens. Les salles informatiques des bâtiments Saphir et Topaze ont une superficie de 750 m². Pour l'heure, la puissance énergétique allouée est de 1,5 kW/m². « *La consommation électrique élevée des serveurs présents en grand nombre, ainsi que les niveaux de disponibilité de redondance et de réplication demandés sont tels que*

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storeklage

Les dirigeants de BPCE inaugurent les bâtiments d'Albiréo. Ses caractéristiques techniques lui permettent de centraliser et de rationnaliser les infrastructures de 21 banques du groupe.

DR

ALBIRÉO EN CHIFFRES

21 BANQUES CLIENTES

- 6,6 millions de clients particuliers, professionnels et entreprises.
- 70 millions de comptes clients et internes aux banques.
- 2 700 agences et 31 000 postes connectés.

ACTIVITÉ MONÉTIQUE

- 6 400 distributeurs ou guichets automatiques de billets.
- 8 millions de retraits par mois.
- 37 millions de mouvements de cartes par mois.

VIREMENTS

- 24 millions par mois.

INTERNET

- 2,7 millions de clients.
- 15 millions de connexions par mois.
- 700 000 transferts de flux clients/banques par mois.

les datacenters construits au début des années 2000 et offrant une puissance énergétique comprise entre 0,5 et 0,8 kW/m² ne répondent plus aux exigences actuelles », souligne Laurent Eysseric. En cas de besoin, la puissance disponible sur Albiréo peut même être portée à 2 kW/m².

D'autres exigences ont poussé le groupe BPCE jusqu'à Castres. D'une part, les bâtiments devaient être alimentés en électricité par deux voies physiques distinctes. Ce qui est le cas : l'une des alimentations provient de la vallée du Rhône, la seconde de la vallée de la Garonne. *« Nous avons un objectif très fort en termes de maintien de service. C'est pourquoi, l'infrastructure déployée est de type Tier 4(*) »*, souligne Philippe Queuille.

D'autre part, la zone Causse Espace Entreprise, sur laquelle le centre de données est construit, était équipée de fibre optique, déployée à la fin des années 90 lors de la construction du datacenter des laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre. Le groupe bancaire a donc facilement eu accès aux opérateurs raccordés à cette zone.

Fin 2007, la société Albiréo a été créée. La construction du site a débuté en mai 2008 et a duré dix-huit mois. En janvier 2010, les premiers équipements informatiques ont été relocalisés. *« Ensuite, nous avons déménagé des packages entiers de machines virtuelles VMware. Cette relocalisation s'est effectuée en deux mois environ »*, estime Laurent Eysseric. Depuis juillet 2010, le site est opérationnel.

Le site, évolutif, est conçu pour accompagner la courbe de croissance du groupe sur dix ans

Il peut évoluer aussi en termes de volume, puisque chaque bâtiment contient une seconde salle informatique de 750 m² encore non utilisée. En outre, le potentiel foncier permet au groupe bancaire de construire un bâtiment supplémentaire sur chaque terrain. Une troisième parcelle pourrait être intégrée au site. *« Le groupe BPCE souhaite coller au mieux à une courbe de croissance établie sur dix ans »*, expose Philippe Queuille. Ainsi, le groupe BPCE s'assure de pouvoir satisfaire ses propres besoins en salles blanches, mais ne se refuse pas de proposer ses services d'hébergement à des clients externes. *« Certes, ce n'est pas notre vocation, mais si nous obtenons des contrats qui nous permettent d'optimiser économiquement une surcapacité éventuelle, et si la demande est là, pourquoi pas ! »*, explique-t-il.

Enfin, la construction d'Albiréo ne constitue qu'une étape du processus de rationalisation engagé par le groupe BPCE. *« Nous projetons d'avoir un datacenter unique virtuel, au service de toutes les banques du groupe. Nous déployons un backbone qui nous aidera à atteindre cet objectif »*, affirme Philippe Queuille. Parallèlement à la construction d'Albiréo, à Castres, le groupe bancaire a entamé l'édification d'un second site dual dans la région parisienne : Antarès (en référence à une autre étoile double). A terme, le regroupement de banques souhaite conserver trois sites : Albiréo, Antarès et Marcoussis (en sous-traitance), contre sept aujourd'hui. *« Nous recherchons l'efficacité économique car nos équipes informatiques doivent proposer des niveaux de prestation de plus en plus élevés »*, conclut le PDG d'Albiréo. ■

EDDYE DIBAR

(*) Niveau d'équipement garantissant 99,995 % de disponibilité.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

RESSOURCES HUMAINES Une filiale de Suez Environnement fait évoluer sa fonction RH

Degrémont professionnalise la gestion de ses salariés via un bureau virtuel

Recrutements, gestion des départs ou des entretiens, évaluations, formation, déclarations et bulletins de salaire… Toutes les missions des ressources humaines (RH) génèrent une foule de documents, qu'il faut renseigner, imprimer, traiter, vérifier, classer, archiver puis rechercher dans les encombrantes armoires où ils sont enfermés. A l'heure de la dématérialisation, l'éditeur ADP propose donc à ses clients un bureau virtuel RH, un espace dans lequel sont stockées toutes ces données une fois numérisées.

« *Le concept nous a immédiatement séduits, d'autant que nous étions dans une perspective de déménagement de plusieurs de nos entités et dans une démarche d'innovation et de professionnalisation de la fonction RH* », détaille Jean-Claude Mallet, directeur SIRH (système d'information de gestion des ressources humaines) et de l'administration du personnel de Degrémont.

> « C'est une volonté d'innovation qui a conduit cette démarche, et non pas une recherche d'économies »

Pour un tel projet, la première étape consiste à définir le périmètre des documents que l'entreprise souhaite numériser. « *Nous avons choisi les papiers contractuels et légaux – fiches de paie, contrats de travail, avenants – ainsi que ceux relatifs à notre politique RH. Nous avons limité l'opération aux dossiers de 1 600 collaborateurs sur les 4 400 que compte le groupe, soit tous ceux dont le contrat de travail relève du droit français* », explique Jean-Claude Mallet. Une fois le champ défini, la DRH de Degrémont a pris en charge la préparation des 150 000 pièces sélectionnées. « *Pendant cette phase, nous avons effectué un certain nombre d'actions, comme classer les contrats et insérer des barres codées. En revanche, nous ne sommes pas intervenus sur les documents eux-mêmes* », souligne Jean-Claude Mallet. Cette démarche a nécessité le travail d'une personne à temps plein pendant un mois. Puis toutes les pages ont été confiées à ADP pour la réalisation de la numérisation en masse, qui a pris trois semaines.

Le spécialiste du traitement des eaux a choisi de numériser ses données RH et de les mettre en ligne.

A l'issue de cette procédure, la DRH dispose d'un bureau virtuel dans lequel figurent les dossiers de ses 1 600 salariés, structurés selon deux thématiques : une première administrative et postpaie (contrats de travail, avenants, bulletins de salaire, attestations, règlements, mouvements de personnel, déclarations…) et une seconde concernant l'entreprise, relative à la structure de la société et aux processus RH. A terme, ce bureau sera enrichi de trois autres thèmes : les activités des ressources humaines concernant les collaborateurs (entretiens, formations, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences…), le suivi des temps et des activités (fiches de présence, états de gestion…) et le traitement des dossiers des salariés (visites médicales, accessoires de rémunération…).

Cette solution a été mise en place aussi bien en France qu'à l'international. « *Le fait de dématérialiser tous les documents relatifs à notre politique RH et de les proposer en libre accès à l'ensemble des responsables répartis dans le monde favorise non seulement leur partage, mais aussi l'homogénéisation des processus* », souligne le directeur des SIRH de Degrémont.

Gestion innovante et meilleure responsabilité sociale

« *Ce n'est pas la recherche d'économies qui est à l'initiative de cette démarche mais une véritable volonté d'innovation. Toutefois,* insiste Jean-Claude Mallet, *elle s'avère génératrice de gain de temps dans le traitement et la recherche d'un dossier au niveau des gestionnaires RH et d'amélioration de la responsabilité sociale. Et en toute confidentialité, puisque chacun d'eux n'a accès qu'aux dossiers concernant les salariés dont il a la charge.* » Enfin, face à des documents papier qui peuvent se perdre ou s'altérer, et qui posent des problèmes de stockage et d'accès, ce système apporte une certaine sécurité. Ce qui était l'une des motivations de Degrémont pour s'appuyer sur un prestataire pérenne.

L'offre de service du bureau virtuel RH d'ADP intègre également une veille normative et légale quant aux préconisations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. A ce titre, la mise en conformité juridique des documents est assurée automatiquement par le SAE (système d'archivage électronique). Dans les prochaines semaines, le périmètre du projet sera étendu à l'ensemble des collaborateurs.

JULIETTE FAUCHET

L'ENTREPRISE

Degrémont
Activité : traitement des eaux, filiale de Suez Environnement.
Siège : Rueil-Malmaison (92).
Implantation : présent dans 70 pays.
CA 2009 : 1,05 Md€.
Effectif : 4 400 collaborateurs.

LE PROJET

Problèmes à résoudre : rationaliser et professionnaliser la fonction RH, gérer la masse des documents et développer la politique de responsabilité sociale.
Solution déployée : bureau virtuel RH d'ADP.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

INTERVIEW

« Le numérique n'est pas conçu pour être conservé »

FRANÇOISE BANAT-BERGER, conservateur général du patrimoine, travaille depuis 1995 à la question de la pérennisation de l'information numérique.

En quoi le passage des archives au numérique est-il d'actualité ?

FRANÇOISE BANAT-BERGER : Le développement de l'administration électronique et la dématérialisation des processus ont modifié la donne. La loi du 13 mars 2000 a doté les documents électroniques de la même valeur de preuve que le papier, à condition de pouvoir identifier les auteurs et de garantir l'intégrité des documents lors de leur conservation. Certaines administrations produisent déjà des originaux numériques avec des outils de signature électronique.

Qu'est-ce que la dématérialisation implique au niveau de l'archivage ?

FB-B : Le transfert vers un système d'archive électronique (SAE) doit être assuré de manière définitive à la clôture des dossiers. Mais aussi lorsque la durée de conservation intermédiaire de certains fichiers est considérée comme longue.

Quelles sont les problématiques à moyen terme ?

FB-B : Le numérique n'est pas fait pour être conservé, en raison de l'obsolescence des formats, des logiciels, des matériels et des périphériques. Les environnements technologiques évoluent rapidement. Jusqu'à très récemment, avant la normalisation des formats, il n'y avait pas de comptabilité ascendante sur le long terme pour les formats bureautiques. Les fichiers non convertis régulièrement n'étaient plus lisibles. Les formats les plus problématiques sont ceux dont les spécifications ne sont pas publiques. Quant aux supports, soit ils se détériorent – ce qui est inéluctable –, soit ils ne sont plus disponibles en raison des évolutions des sociétés qui les commercialisent.

Avez-vous trouvé des solutions ?

FB-B : Pour ne pas dépendre de supports tombant en désuétude, nous organisons des migrations vers d'autres supports, mais aussi vers des formats ouverts et normalisés. Notre politique d'archivage décrit les règles juridiques, techniques et organisationnelles qu'un SAE doit couvrir pour garantir qu'un document a valeur de preuve. Les données archivées doivent être dupliquées sur deux sites distants et, si possible, sur deux supports différents. De plus, nous avons participé à l'élaboration du RGI (Référentiel général d'interopérabilité), qui recense les normes disponibles, en particulier l'internationale OAIS (Open Archival Information System) et l'Afnor Z42-013 pour les spécifications techniques. Nous avons également élaboré le Seda (Standard d'échange de données pour l'archivage), qui s'appliquera aux messages entre le système d'information des administrations et celui du service public d'archivage. Ce standard s'appuie sur nos normes métier.

Des archives électroniques ont-elles déjà été versées dans les SAE ?

FB-B : A quelques exceptions près, le réseau des archives publiques en est encore au stade de l'accompagnement des projets de dématérialisation et d'organisation des premiers versements. Un travail très important reste à faire en amont afin de mettre en place la gestion du numérique au sein des administrations. L'utilisation du standard d'échange de données implique la mise à jour des applicatifs métier et des tiers de télétransmission. Certaines GED (gestion électronique de documents) doivent également évoluer car elles ne disposent pas de fonctionnalités de cycle de vie suffisantes. Par exemple, il n'est pas toujours possible d'appeler tous les dossiers clôturés depuis une date donnée pour organiser leur suppression ou leur versement. Le travail des archivistes se déplace donc vers l'accompagnement de projets informatiques. Ils restent néanmoins chargés de la collecte des documents papier en parallèle. Les projets, complexes, nécessitent un niveau de qualification plus élevé que pour la gestion des archives papier, même si les mêmes compétences archivistiques sont requises dans les deux cas.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE JUNG

JIM WALLACE

BIO EXPRESS

1987 : diplômée de l'école des Chartes.
De 1987 à 1995 : Archives de Paris.
De 1995 à 2004 : ministère de la Justice.
De 2004 à 2010 : direction des Archives de France (responsable de l'innovation technologique et de la normalisation).
Depuis 2010 : sous-directrice de la politique interministérielle et territoriale pour les archives traditionnelles et numériques aux Archives de France.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

RENCONTRE **PASCAL CROCQ,** cofondateur d'Adwizmi

Quitter son poste de DSI pour créer une start up

Egalement diplômé en administration d'entreprise, cet ingénieur a délaissé son costume de DSI de Volkswagen France pour se risquer à la création d'un site web de services. Une nouvelle vie d'entrepreneur dans laquelle il s'épanouit pleinement.

Les premiers mois ont été difficiles. En juin 2009, Pascal Crocq s'est associé à son ami Damien Grimonprez pour créer Adwizmi, un site web permettant aux consommateurs de dénicher les offres promotionnelles de leurs marques et commerçants préférés. Pour démarrer ce projet très web 2.0, ils ont cassé leur tirelire et rassemblé 150 000 euros. Puis ils ont contacté les banques pour compléter ce pactole par un prêt. Mais aucune n'a suivi.
Après le cinquième refus, les deux entrepreneurs tombent enfin sur une oreille compréhensive chez HSBC, qui leur accorde 150 000 euros supplémentaires. *« Au final, cette recherche de fonds s'est avérée assez décevante et chronophage. Pour le moral, ce n'est pas très bon »,* déplore Pascal Crocq. Mais, depuis, ça va beaucoup mieux. Mis en ligne fin 2009, le site a rallié à ce jour près de 200 marques et 5 000 consommateurs. L'entreprise a même pu embaucher une poignée de collaborateurs. De quoi laisser Pascal Crocq souffler un peu avant d'affronter les prochaines épreuves de l'entreprenariat.

> « Dans la création d'entreprise, chaque jour est différent et on fait tout de A à Z »

Une fonction de DSI structurante

Il faut dire que sa vie précédente était plus confortable et, surtout, plus structurée. De 2001 à 2008, il occupait le poste de DSI de Volkswagen France. Sa mission consistait à gérer les relations contractuelles avec Gedas, la filiale SSII du constructeur allemand, auprès de laquelle toute l'informatique était externalisée. *« La difficulté d'un tel poste est de garder une vision globale et de gérer la frustration de ne pas pouvoir tout contrôler »,* analyse-t-il.
D'ailleurs, pendant ces sept années, Pascal Crocq aura tout fait pour augmenter la capacité de contrôle de la DSI française. Il a d'abord mis en place un processus détaillé pour la création des devis afin de « blinder » le chiffrage budgétaire et d'éviter les mauvaises surprises. Dans un second temps, il s'est entouré d'une équipe de 12 personnes – dont certaines issues de Gedas – pour gagner en autonomie sur les systèmes informatiques. Cet engagement en France lui a valu, par la suite, de représenter les autres filiales locales au niveau du comité de pilotage européen pour la définition des systèmes informatiques de Volkswagen.
C'est alors qu'il s'est trouvé confronté à un autre problème : le manque de perspectives. *« L'informatique fonctionnait. J'aurais pu évoluer vers une fonction de coordinateur au niveau du groupe Volkswagen, mais, pour cela, il fallait parler allemand et accepter d'être séparé de sa famille,* explique-t-il. *En outre, j'avais de plus en plus envie de passer du côté business, d'être responsable d'un centre de profit. »*
Cette volonté ne vient pas de nulle part. Dans ses expériences antérieures, l'ingénieur titulaire d'un DESS en administration d'entreprise n'a cessé, en réalité, de naviguer entre la gestion et la technique : responsable d'une junior entreprise, consultant pour entrepreneurs et PME, directeur d'agence internet, etc. A l'étroit chez Volkswagen, il commence à élaborer des projets chez lui les soirs et les week-ends, dès 2007. En mars 2008, il décide finalement de démissionner et se met à son compte comme consultant en management et marketing stratégique. *« J'ai réactivé mon réseau et pu démarrer presque le lendemain »,* précise-t-il. Cette activité a duré presque deux ans et lui a permis de constituer le capital qui l'aidera, plus tard, à lancer Adwizmi. *« Ce qui me plaît dans la création d'entreprise, c'est la prise de risque. Chaque jour est différent et on fait tout de A à Z »,* s'enthousiasme-t-il.
Si l'entreprenariat convient davantage au tempérament de Pascal Crocq, il ne renie pas pour autant son passé de DSI.

SES CONSEILS

- Accepter de prendre des risques pour s'ouvrir de nouveaux horizons professionnels.
- Se faire plaisir : l'entreprenariat doit naître d'une envie profonde.
- Suivre des formations pour compléter ses compétences (la finance, par exemple).

SON PARCOURS

1993 : diplôme d'ingénieur de l'Insa.
1994 : DESS en administration d'entreprise.
De 1995 à 2000: consultant chez Ernst & Young.
De 2000 à 2001 : directeur régional au sein de l'agence web Eurasset.
De 2001 à 2008 : DSI de Volkswagen France.
De 2008 à 2009 : consultant indépendant (Ramses4IT).
2009 : cofondateur d'Adwizmi.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

NIELS STOLTENBORG

Face au manque de perspectives au-delà de sa DSI, Pascal Crocq s'est lancé dans l'entreprenariat.

Au contraire. « *J'ai beaucoup apprécié le rôle de facilitateur du DSI, la manière dont l'informatique contribue à faire évoluer l'ensemble d'un groupe,* se souvient-il. *Cette expérience me sert beaucoup aujourd'hui, que ce soit dans la rédaction des cahiers des charges, dans la facturation ainsi que dans la gestion de la production, des ressources et des finances.* »

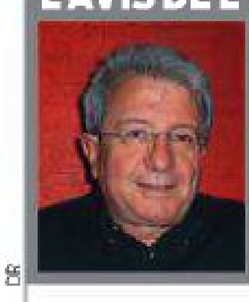
Une double expérience bénéfique

Son expérience dans l'informatique lui permet également de rentrer dans un code de programmation et de superviser des développements. Et grâce à ses différents postes de consultant, il se sent plus à l'aise pour choisir ses partenaires. « *Le fait d'avoir été à la fois consultant et DSI m'a montré les deux facettes d'une relation client-fournisseur. Ce qui m'aide, aujourd'hui, à bien négocier avec mes sous-traitants. De manière générale, dans la création d'entreprise, plus on est touche-à-tout, mieux c'est* », constate-t-il.

Alors, vraiment pas de regrets ? « *Si c'était à refaire, je me lancerais sans doute plus tôt dans l'entreprenariat. Et je sais quelle banque j'irais voir en premier* », avoue-t-il, en souriant.

GILBERT KALLENBORN

L'AVIS DE L'EXPERT



DR

Alain Baritault, directeur du Founder Institute Paris (école de formation pour les entrepreneurs IT)

Le passage du monde de l'entreprise à l'entreprenariat peut être perturbant. On passe d'un environnement structuré, organisé, sécurisant et confortable à un monde inconnu, où tout est imprévisible. C'est le début d'un parcours du combattant dont on ne connaît pas les différentes étapes. Les informaticiens qui fondent leur start up sont, par ailleurs, confrontés à des difficultés spécifiques. Dotés d'une culture technique, ils tendent à privilégier les fonctionnalités d'un produit plutôt que son marché. Ils cherchent à concevoir un produit sophistiqué, presque idéal, sans savoir s'il répond réellement aux besoins des clients. Aux Etats-Unis, on est beaucoup plus pragmatique. La première version de Windows était ainsi loin d'être parfaite, mais elle a permis de créer un marché.

Quant à la recherche de fonds, c'est un vrai problème. En France, le capital-risque est non seulement peu développé, mais il est en plus en plein bouleversement en raison de la crise. Sans fonds propres, la création d'entreprise n'est pas possible. En outre, pour une start up française dans l'IT, les scénarios de « sortie » sont limités. Les seuls grands groupes qui pourraient les racheter sont les opérateurs téléphoniques. Mais, en matière d'innovation, ces derniers sont plutôt sur la défensive.

SI CE PARCOURS VOUS TENTE

Pour s'informer. Consulter les sites – incontournables – de l'Agence pour la création d'entreprises (APCE) et d'Oséo, par exemple. Plus original, fréquenter des lieux comme la Cantine, à Paris, pour échanger de manière informelle avec d'autres entrepreneurs IT.

Pour se former à l'entreprenariat. Il existe beaucoup de cursus généralistes, ouverts aux informaticiens, qu'il s'agisse de masters (Edhec, Essec...) ou de mastères spécialisés (ESC Lille, ESCP Europe, EM Grenoble...). Des organismes spécialisés comme le Founder Institute proposent un accompagnement personnalisé.

Pour lever des fonds. Avant de s'adresser aux banques ou aux capital-risqueurs, il est recommandé d'obtenir au préalable un prêt d'honneur, auprès de France Initiative ou de Réseau Entreprendre par exemple.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

NUL N'EST CENSÉ...

Hébergement des contenus de Wikileaks

Le 6 décembre 2010, les tribunaux de grande instance de Lille et de Paris ont été saisis sur requête, par le prestataire OVH, de la question de savoir si les messages diffusés par le biais de son serveur hébergeant le site Wikileaks étaient illicites. Les deux juridictions ont refusé de trancher, considérant qu'il *« appartient à la société requérante, si elle estime que sa responsabilité peut être engagée, d'elle-même suspendre l'hébergement des sites Wikileaks, sans nécessité d'une autorisation judiciaire pour ce faire »* (tribunal de grande instance de Lille).

Pas d'impunité pour un éditeur français

Par une décision intervenue le 16 novembre 2010, le tribunal de grande instance de Carpentras a donné force exécutoire à un jugement rendu en 2006 par un tribunal américain, permettant ainsi son application dans l'Hexagone. Dans cette affaire, un distributeur français de logiciels avait été condamné en Californie parce qu'il distribuait un logiciel neutralisant des mesures techniques de protection sur des produits de la société Sony. Cette peine devra néanmoins s'appliquer conformément au droit des procédures collectives, la société étant en procédure de sauvegarde.

Condamné pour un faux profil Facebook

Le tribunal de grande instance de Paris a condamné, le 24 novembre 2010, l'auteur d'un compte Facebook présenté abusivement comme celui d'Omar Sy. Le profil créé reprenait les éléments d'identité et une photo de l'humoriste, mais également des commentaires personnels prétendument prêtés à l'artiste. En application du droit au respect de la vie privée et du droit à l'image, l'internaute a été condamné au paiement de 1500 euros de dommages et intérêts.

JURIDIQUE

DR

Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

Encadrement des écoutes téléphoniques

LE FAIT : l'obtention, par un ministère, de factures téléphoniques détaillées (les fadettes) de deux journalistes a récemment ranimé la polémique sur les conditions d'interception des communications privées par les autorités.

La loi du 10 juillet 1991 sur les écoutes téléphoniques établit un cadre précis. Une interception peut être lancée par un juge d'instruction en présence d'un délit correctionnel ou d'un crime passible de deux ans de prison ou plus. L'administration, elle, n'a le droit de le faire que sur proposition écrite et motivée des ministres de la Défense, de l'Intérieur ou des Douanes, adressée au Premier ministre, qui, seul, est à même de l'autoriser. Dans ce cas, il ne peut s'agir que d'obtenir des renseignements intéressant la sécurité nationale, la prévention du terrorisme ou encore le crime organisé.

L'administration soumise à une autorité indépendante

Séparation des pouvoirs oblige, la législation est moins exigeante vis-à-vis du juge d'instruction, qui n'a pas à motiver sa demande d'interception ni à en rendre compte. L'administration, quant à elle, doit non seulement motiver ses décisions, mais aussi les communiquer dans les quarante-huit heures à la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS).
Autorité indépendante, celle-ci peut recommander à l'administration d'interrompre une interception qu'elle juge non conforme. Le Premier ministre doit lui rendre compte des suites données. Toute personne y ayant un intérêt personnel et direct peut également demander à la commission de contrôler une interception. Enfin, l'administration doit définir et respecter un contingent annuel d'interceptions, soit, en 2009, 1 840 personnes concernées.

Exception sujette à polémique

Bien rodé, ce cadre juridique a néanmoins un point faible. L'article 20 de la loi de 1991 permet de s'en affranchir. Il autorise le contrôle des transmissions empruntant la voie hertzienne quand il est effectué *« aux seules fins de défense des intérêts nationaux »*. Or cette dernière notion est très large et celle de transmissions hertziennes aussi, même si la CNCIS s'en défend. Selon elle, cette exception ne porte a priori que sur la *« surveillance générale du domaine radioélectrique par des opérations aléatoires de balayage des fréquences »*.
A une époque où l'espionnage est très largement industriel, il est étonnant que les interceptions pour la protection du potentiel scientifique et économique de la France soient, d'après le rapport annuel de la commission, les moins nombreuses de toutes.

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

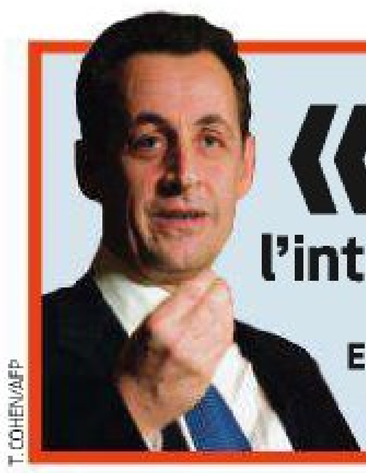
Les interceptions administratives de communications électroniques s'effectuent pour la plupart sous la surveillance d'une commission de contrôle. Cette dernière n'a toutefois pas compétence pour certaines interceptions sur les transmissions hertziennes. Ce qui donne matière à polémique.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

OPINIONS



T. COHEN/AFP

« Nicolas Sarkozy souhaite reprendre la main sur l'internet et le numérique. »

Eric Dupin, presse-citron.net, lors du débriefing d'un déjeuner à l'Elysée avec des représentants du web français

Etienne Klein, physicien, se demande *« si ce ne serait pas notre besoin compulsif de produits innovants qui viendrait ronger notre appétit de savoir ».*

Source : *La Tribune* du 3/01/2011

ÉCONOMIE FRANÇOIS DROUIN, PDG d'Oséo

Soutien aux PME innovantes : c'est le moment d'agir !

Les PME sont reconnues comme l'un des principaux moteurs de la reprise économique. C'est pourquoi elles figurent parmi les priorités du programme d'investissements d'avenir, porté par l'emprunt national. Dans ce contexte, les entreprises des technologies de l'information et de la communication (TIC), dont le dynamisme n'a pas fléchi au cœur de la crise, ont un rôle déterminant à jouer. En 2010 – et pour la troisième année consécutive –, les TIC représentent le premier secteur soutenu par Oséo en aides directes à l'innovation… Et cela sans compter les très nombreux projets relatifs à la diffusion de ces technologies dans des secteurs d'avenir tels que la santé, le développement durable et les transports ! Si nous voulons que ces entreprises contribuent à relancer la croissance et l'emploi en France, c'est plus que jamais le moment de les soutenir en alimentant les trois accélérateurs de croissance que sont l'innovation, l'investissement et l'international.

Faciliter la rencontre entre entrepreneurs et investisseurs

Concernant l'innovation, l'entreprise innovante a d'abord besoin de se créer une identité dans le paysage entrepreneurial, ce qui passe par la constitution d'un « cœur technologique ». Cette étape peut lui servir de tremplin et faciliter sa participation à des projets collaboratifs d'innovation. Oséo accompagne les PME au travers de deux dispositifs. Le premier, le programme Innovation stratégique industrielle, réunit des acteurs du privé et du public autour d'un projet d'innovation de rupture, bénéficiant de perspectives concrètes de commercialisation. Le second, le Fonds unique interministériel, finance les projets structurants des pôles de compétitivité. Des initiatives gouvernementales viennent compléter cette action : crédit d'impôt recherche, statut d'« entreprise innovante » donnant accès au fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI)…

DR

« De nombreuses actions sont actuellement engagées pour soutenir les PME dans leur démarche export »

Deuxième accélérateur de croissance : l'investissement. La faiblesse des fonds propres est souvent avancée par les dirigeants d'entreprise comme le principal frein à leur développement. Parmi les possibilités qui s'offrent à nous, deux d'entre elles ont prouvé leur efficacité. D'abord, autoriser les sociétés à contracter des prêts longue durée, assimilables à des quasi-fonds propres. Ensuite, faciliter la rencontre entre entrepreneurs et investisseurs. Des plates-formes web de mise en relation se sont créées ces dernières années. Ces deux approches sont complémentaires, tant il est vrai que l'ouverture du capital d'une entreprise doit s'effectuer à un moment où elle ne présente pas de risque de sous-valorisation.

Promouvoir les partenariats technologiques

Dernier levier de croissance : l'international. Selon une enquête menée par Oséo et Ubifrance en 2010, 94 % des sociétés qui exportent sont innovantes. Les entreprises des TIC sont majoritairement jeunes et de petite taille, plus particulièrement celles du domaine des technologies logicielles : 40 % des sociétés clientes d'Oséo ont moins de trois ans, et 70 % comptent moins de 20 salariés. Bien que les plus innovantes d'entre elles devraient se positionner à l'international, elles n'ont pas toujours la taille critique pour le faire. Nombre d'actions sont actuellement engagées pour soutenir les PME dans leur démarche export, tel le lancement de l'Equipe de France de l'export. Promouvoir les partenariats technologiques et la mise en commun de compétences autour de projets de rupture, en Europe et au-delà, est désormais un gage de réussite. ■ FRANÇOIS DROUIN

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

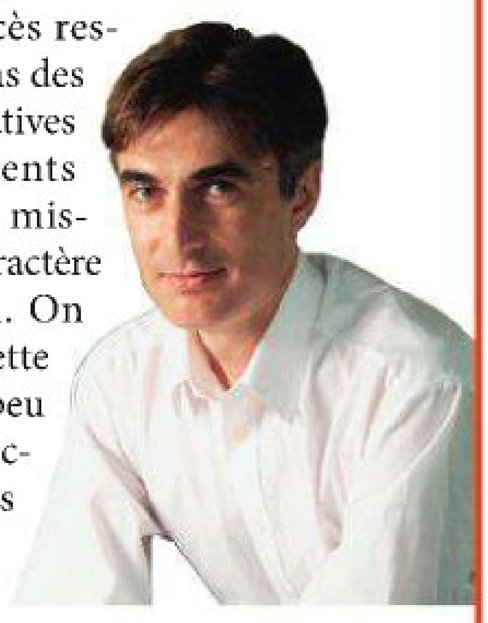
HUMEURS LE POINT DE VUE DES JOURNALISTES DE LA RÉDACTION DE 01 ET 01NETPRO

L'open data progresse lentement

Alain Clapaud, chef de service

Depuis le 1er janvier, les données géographiques de référence de l'Institut géographique national (IGN) sont accessibles gratuitement aux collectivités locales. La directive européenne Inspire, de 2007, a poussé le gouvernement français à réagir sur l'accès gratuit aux données publiques (open data), alors que notre retard est manifeste sur les pays anglo-saxons. La gratuité n'est pas étendue aux entreprises, et c'est toute l'ambiguïté d'établissements publics tels que Météo France ou IGN dont une partie du budget provient des recettes commerciales. Toutefois, l'IGN a déjà fait preuve d'ouverture : le géoportail est né dans la douleur en 2006, mais il est bien là. Et, outre le service web lui-même, les particuliers et même les sites peuvent accéder gratuitement aux API de l'institut, sur demande et pour peu qu'ils ne fassent aucun usage commercial des fonds de carte. Si les institutions françaises traînent encore les pieds, les citoyens pourraient bien prendre leur destin en main, à l'image d'Openstreet-Map.fr, un projet cartographique communautaire… De son côté, la mairie de Paris a choisi, peu avant Noël, une licence libre pour diffuser ses données publiques. La licence retenue, Open Database Licence (ODbL) est plutôt ouverte, mais reste à définir les données qui seront publiées et sous quels formats elles seront accessibles. Beaucoup reste donc à faire. Une vingtaine de bases de données devraient être ouvertes au cours de l'année, mais des pans entiers d'information devraient rester cachés ou voir leur accès restreint. C'est le cas des données nominatives ou des documents administratifs relatifs aux missions de services publics à caractère industriel ou commercial. On verra ce qui restera après cette épuration, mais il est bien peu probable que le citoyen ait accès aux notes de frais de ses élus comme dans certains pays nordiques !

> « La gratuité des données de l'IGN n'a pas été étendue aux entreprises »



Le déclin de l'empire américain

Frédéric Bergé, grand reporter

Lucent en 2006, Nortel en 2008 et, aujourd'hui, Motorola : trois destinées différentes, mais une même incapacité à évoluer. Si le premier a trouvé son salut dans une fusion avec Alcatel, dont ce dernier doute encore des bienfaits, le deuxième a disparu, et le troisième se scinde en deux sociétés. Qui eût cru que l'inventeur du talkie-walkie se sauverait ainsi, après avoir perdu des montagnes de dollars dans les téléphones mobiles, dont il aurait dû être le roi… La mondialisation des télécoms a totalement déstabilisé ces géants nord-américains. Plus habitués qu'ils étaient à veiller au grain sur leur immense marché domestique, pourtant protégé des ambitions chinoises, qu'à venir affronter la concurrence avec des normes leur ouvrant de nouveaux marchés. Ni Lucent ni Motorola, pourtant habitués à concevoir des équipements d'infrastructure de qualité, n'ont réussi à percer auprès des opérateurs 3G. L'agilité, l'innovation, la réactivité et l'agressivité commerciales sont devenues des vertus cardinales pour guerroyer sur le marché des opérateurs. Mais ces qualités n'ont guère essaimé chez nos trois industriels. La faute à qui ? Probablement et surtout à cause d'un management défaillant. C'est évident dans le cas de Nortel, dont les trois PDG qui se sont succédé entre 2004 et 2008 n'ont pu ni su endiguer la chute inexorable. La culture d'entreprise de Lucent et Motorola, où l'encadrement faisait carrière sans remise en cause, n'a guère contribué à transformer de l'intérieur ces fleurons de l'industrie américaine. Au pays de la bannière étoilée, reste Cisco, qui a su profiter de la situation pour se bâtir un empire ; aujourd'hui bien seul mais puissant. Si la star californienne des années 90 tire encore la majorité de ses bénéfices et revenus des réseaux d'entreprise, elle investit régulièrement le marché des réseaux d'opérateurs. Et prétend même en fournir le cœur de nouvelle génération avec ses puissants routeurs IP…

> « Ni Motorola ni Lucent n'ont réussi à percer auprès des opérateurs 3G »

PHOTOS NIELS STOLTENBORG

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ON EN PARLE DANS LES BLOGS

Quelles sont les attentes des DSI en 2011 ?

La synthèse. Le changement d'année est propice aux vœux. Pour l'analyste de Gartner, les DSI peuvent espérer que les acteurs du cloud computing se mettent d'accord sur un standard assurant un possible rapatriement de leurs données. *« Le véritable enjeu n'est pas de monter sur le nuage, mais plutôt de savoir comment en sortir. »* Découlant de l'affaire Wikileaks, la cyberattaque contre Visa et Paypal a rappelé aussi les risques de déni de service. Le DSI doit être capable de sécuriser les opérations de l'entreprise. Il s'agit, enfin, de revoir les modes de financement des technologies de l'information en valorisant davantage les actifs immatériels. Bref, une nouvelle année de ruptures attend les DSI qui gagneraient, selon l'auteur, à favoriser plus que jamais les échanges entre pairs.

Une analyse de Mark McDonald, vice-président du cabinet Gartner

http://goo.gl/lGQbs

Dix conseils pour réussir sa levée de fonds

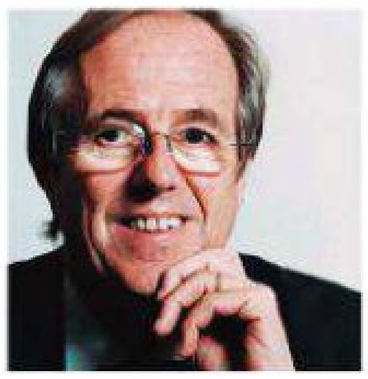
La synthèse. Spécialiste des levées de fonds, l'auteur donne quelques conseils aux entrepreneurs qui se lancent dans ce parcours du combattant. Tout est affaire de timing. Il faut lever au bon moment, quand l'argumentaire est rodé et les métriques validées, sans attendre pour autant d'être à court de cash. Et être concis : *« La qualité d'un dossier ne se juge pas à son épaisseur, loin de là. »* Oubliez aussi les macros Excel à trois chiffres après la virgule pour vous concentrer sur la construction du chiffre d'affaires, les niveaux de marge… De même, la présentation Powerpoint *« doit en dire le minimum et servir le discours »* sur 15 slides maximum. Enfin, analysez scrupuleusement les clauses du pacte d'actionnaires.

Un billet de Thibault Lougnon, associé chez Chausson Finance,

http://goo.gl/Emzx9

Sécurité : le match ordinateurs portables versus cloud computing

La synthèse. L'« étrange » épidémie de vols de PC portables touchant des journalistes français a remis sur la table cette question récurrente : *« Mes données sont-elles plus en sécurité en local sur un objet mobile ou hébergées sur les serveurs d'un fournisseur de cloud computing ? »* L'auteur propose d'établir un comparatif qui ne plaide pas en faveur des portables. S'il existe de nombreux moyens de protection physique, du câble en acier jusqu'à l'alarme sonore, ils ne sont guère utilisés. Chaque semaine, 3 300 portables professionnels sont perdus dans les huit principaux aéroports européens, dont 57 % ne sont jamais réclamés ! Idem pour la protection des informations. Quand le chiffrement des données est mis en œuvre par l'entreprise, 30 % des dirigeants le désactivent !



Une humeur de Louis Naugès, président du cabinet Revevol

http://goo.gl/xkH35

LE BUZZ SUR 01 NET PRO

01netPro.

Dell refuse de corriger une grosse faille de sécurité

Mouchard antivol. Profitant du renouvellement de sa flotte d'ordinateurs portables, un responsable informatique du technicentre SNCF de Nevers s'équipe de Computrace. Cet outil de traçabilité de Dell sert à retrouver une machine volée et à en effacer les données à distance. Or un petit utilitaire, largement répandu, associé à un générateur de mots de « passe-partout » Bios permettent de contourner ce système antivol. Dell lui propose de le dédommager des licences – ce qu'il refuse – et la faille demeure. Cette expérience malheureuse a suscité de vives réactions. Un « 01naute » pointe l'absence de constructeurs européens ; un autre distingue les spécialistes B to B des vendeurs de PC en masse.

http://goo.gl/2JOnF

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

CARTE BLANCHE À...

Les coûts informatiques ne sont pas un impôt !

PAUL-MARIE DUPRÉ est le pseudonyme du DSI d'un groupe industriel international. Chaque mois, il nous apporte son témoignage – anonyme – sur des thématiques sensibles. Cette semaine : la refacturation des coûts informatiques.

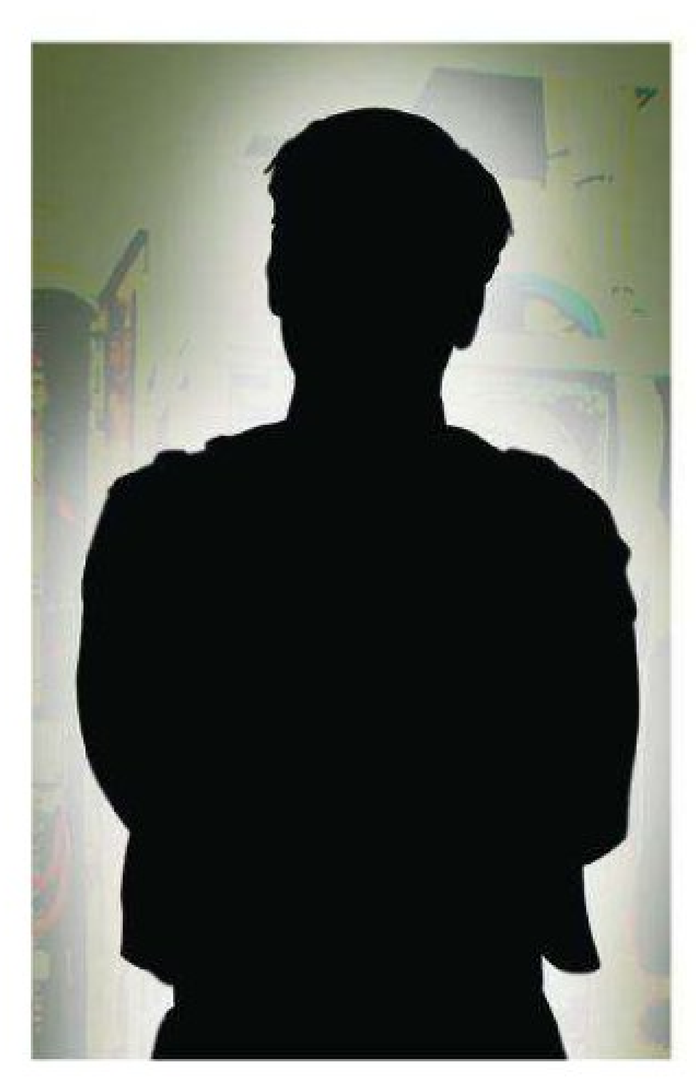
La refacturation des coûts informatiques est souvent considérée comme un « must » de la bonne gouvernance informatique, car elle est supposée responsabiliser les métiers sur leur utilisation des ressources informatiques. Pourtant, l'expérience m'a prouvé que refacturer les coûts informatiques se révèle parfois très coûteux, sans apporter le bénéfice attendu.

Au sein de mon groupe, malgré des calculs complexes et sophistiqués, les coûts informatiques sont perçus par les filiales comme un impôt. Dans ces dernières, la discussion du budget avec les métiers ne prend guère plus de cinq minutes par an et se résume, pour eux, à s'assurer que le budget diminue d'une année sur l'autre. Pourtant, l'organisation s'efforce de définir et d'allouer des clés de facturation pertinentes. Plusieurs raisons expliquent ce désintérêt des métiers.

Des responsables trop peu impliqués

Premièrement, les filiales, DSI et métiers confondus ne sont que faiblement impliqués dans l'établissement de leurs budgets IT, arrêtés par le siège. Les décisions s'appuient sur des souhaits d'évolution à moyen terme, décorrélés des besoins des métiers sur le terrain. La fracture entre le siège et les filiales génère un véritable désintérêt de ces dernières pour leur budget IT, alors même qu'elles reçoivent les coûts dans leurs pertes et profits.

Ensuite, la facturation s'effectue en utilisant des clés de répartition. Le revers de cette technique est évident. La masse des coûts informatiques doit être répartie entre les utilisateurs du service. S'il y a moins d'utilisateurs, ceux qui restent paient davantage. Si la masse augmente parce que le service IT ne maîtrise pas ses coûts, les utilisateurs paient davantage. Ce système exonère la DSI de ses obligations, et est contraire au principe même de responsabilité qu'il est censé promouvoir.



« Les DSI des filiales devraient pouvoir comparer les coûts du siège à ceux d'un fournisseur local »

La troisième raison touche à l'opacité de la facturation. Le coût d'une application de paie, par exemple, est facturé à la DRH, qui refacture la DSI de ses propres frais de fonctionnement, paie comprise. Enfin, la DSI facture les métiers en intégrant ses dépenses de fonctionnement dans ses prix. In fine, les métiers financent la paie, via la DRH et la DSI, sans le savoir. Et la DRH est censée se sentir responsable du coût total de l'application paie ! La recherche de précision conduit aussi à réaliser des calculs complexes de répartition des coûts, souvent très approximatifs. Par exemple, lorsqu'un serveur accueille plusieurs applications, son coût est réparti entre les applications hébergées. Mais quel mode de répartition peut être « juste » ? Entre un calcul complexe et forcément inexact et un calcul simple (et faux !) ?

Donner le contrôle aux métiers

Pour s'en sortir, il convient de se demander à quoi sert la facturation. Quel problème va-t-elle résoudre ? S'agit-il d'un besoin purement fiscal ? Les métiers peuvent-ils évaluer l'intérêt et la valeur du service facturé ? La facturation leur permet-elle de comprendre leurs moyens d'action ? Première réponse : il faut savoir rester simple. Il existera toujours des coûts à répartir arbitrairement : les bureaux, l'énergie, le prix d'un serveur partagé par plusieurs applications, le salaire du DSI… La clé de répartition ne pourra être qu'arbitraire. Alors, inutile de chercher une précision illusoire. Il faut ensuite responsabiliser les DSI des filiales en leur donnant un véritable pouvoir sur leur budget, notamment celui de discuter les services du siège, tant en coûts qu'en qualité, et de les comparer à ceux d'un fournisseur local. Plus près du terrain, ils géreront souvent mieux que la DSI centrale.

Une autre solution consiste à utiliser les prix pour orienter l'usage. En rendant gratuite la vidéoconférence, on favorisera son recours et on réduira les frais de déplacement. En différenciant nettement le prix des PC selon leur équipement, on incitera à employer les moins chers… En fait, il s'agit de bâtir une véritable politique commerciale, volontariste et compétitive.

Enfin et surtout, il faut donner le contrôle aux métiers. Faire que les unités d'œuvre choisies soient telles que les métiers puissent véritablement agir dessus. Rien ne sert de facturer une application Groupe dont l'utilisation est obligatoire, ou un antivirus imposé par l'informatique sur tous les PC… ■

PAUL-MARIE DUPRÉ

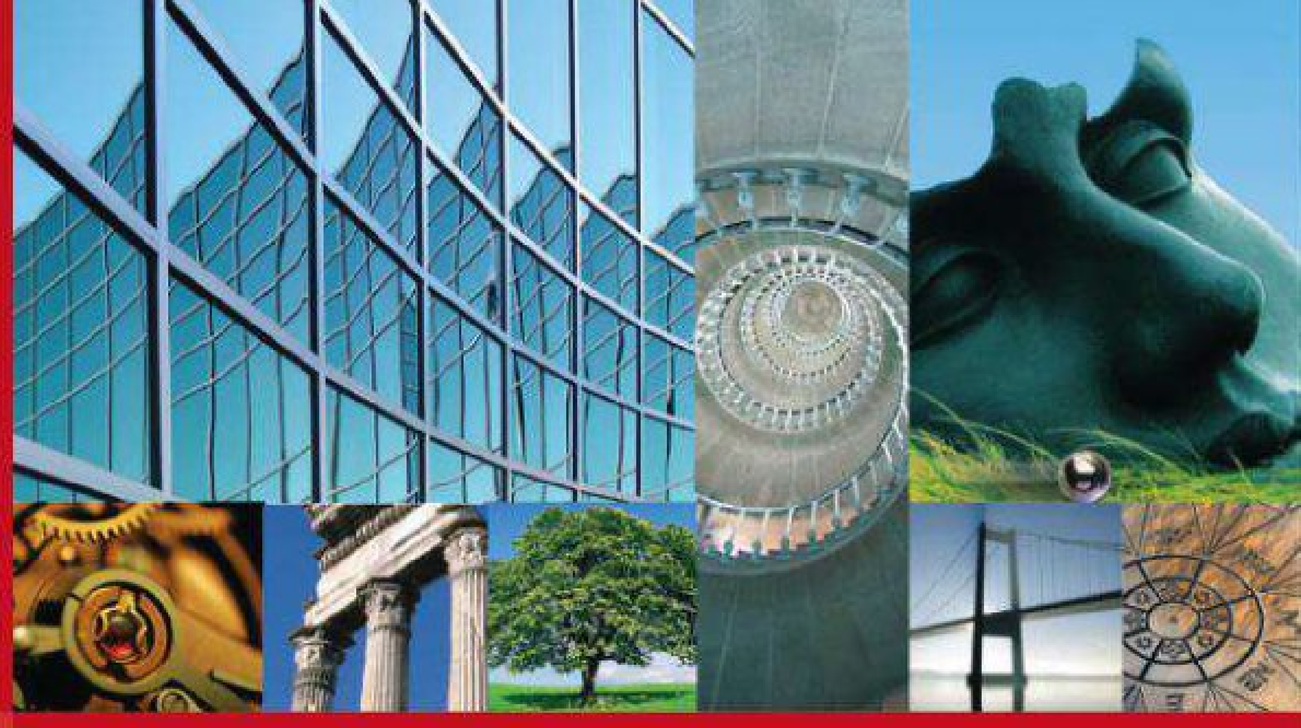
StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

L'Etat de l'Art

Les Séminaires Capgemini Institut



Mise à jour : 13 janvier 2011
23 séminaires nouveaux ou entièrement remaniés

> Les Synthèses

Comprendre les Tendances de l'Informatique	24-26 janvier • 7-9 mars 2011
Urbanisme et Architectures Techniques en 2011	31 janv.-2 fév. • 14-16 mars 2011
Réseaux : la synthèse	28-30 mars • 20-22 juin 2011
Micros, Serveurs, Réseaux : la synthèse	28-30 mars • 20-22 juin 2011
Sécurité : la synthèse technique	27-28 janvier • 7-8 avril 2011
Management des Projets Informatiques	24-26 janvier • 14-16 mars 2011
La Gouvernance Informatique en 2011	24-25 mars • 16-17 juin 2011

> Projets et Développement

Le Développement d'Applications en 2011	23-25 mai • 21-23 novembre 2011
Java : la synthèse	19-20 mai • 3-4 novembre 2011
Open Source : l'état de l'art	24-25 mai • 29-30 novembre 2011
XML : la synthèse	26-27 mai • 3-4 novembre 2011
Web Services : l'état de l'art	26-27 mai • 24-25 novembre 2011
Client Riche : Ajax, RIA, HTML 5	26-27 mai • 15-16 novembre 2011
Analyse des Besoins des Utilisateurs en 2011	24-25 mars • 23-24 juin 2011
Le Cahier des Charges en 2011	7-8 avril • 28-29 juin 2011
Estimation des Développements Informatiques	26-27 mai • 15-16 novembre 2011
Méthodes Agiles : l'état de l'art	19-20 mai • 17-18 novembre 2011
Les Techniques et Outils de Test	26-27 mai • 24-25 novembre 2011
La Qualité des Systèmes et des Logiciels	16-18 mai • 28-30 novembre 2011
La Maintenance Applicative et TMA en 2011	19-20 mai • 29-30 novembre 2011

> Management de l'Informatique

Le Tableau de Bord du DSI en 2011	27-28 janvier • 10-11 mars 2011
Les "Best Practices" de la DSI en 2011	29-30 mars • 28-29 juin 2011
Les Responsabilités Juridiques du DSI en 2011	24-25 mars • 23-24 juin 2011
Les Schémas Directeurs en 2011	22-23 mars • 8-9 juin 2011
La Conduite du Changement en 2011	28-30 mars • 20-22 juin 2011
COBIT, ITIL, CMMI, ISO : l'état de l'art 2011	29-30 mars • 28-29 juin 2011
Centres de Services : la mise en œuvre	10-11 mars • 23-24 juin 2011
SLA et Contrats de Service	17-18 mars • 16-17 juin 2011
ITIL : la mise en œuvre	24-25 mars • 28-29 juin 2011
Gestion de Portefeuille de Projets : l'état de l'art	24-25 mars • 16-17 juin 2011
PMO : la mise en œuvre	17-18 mars • 23-24 juin 2011
La Maîtrise d'Ouvrage en 2011	24-25 mars • 23-24 juin 2011
L'Audit Informatique en 2011	17-18 mars • 16-17 juin 2011
Le Contrôle de Gestion de l'Informatique	24-25 mars • 23-24 juin 2011
ROI, Valeur et Coûts du SI	17-18 mars • 21-22 juin 2011
Les Contrats Informatiques en 2011	26-27 mai • 24-25 novembre 2011
Green IT et réduction des coûts informatiques	26-27 mai • 15-16 décembre 2011
Outsourcing : l'état de l'art en 2011	24-25 mai • 29-30 novembre 2011
Offshore : les meilleures pratiques en 2011	29-30 mars • 28-29 juin 2011
Gestion de Parc et Assistance Utilisateurs	12-13 mai • 15-16 novembre 2011
Help Desk : l'état de l'art	17-18 mars • 8-9 juin 2011
Exploitation/Production Informatique en 2011	21-23 mars • 20-22 juin 2011
Sécurité des Systèmes d'Information	24-26 janvier • 4-6 avril 2011
Continuité Informatique / PRA	29-30 mars • 28-29 juin 2011
Plan de Continuité d'Activité/Gestion de Crise	17-18 mars • 8-9 juin 2011
ISO 27001/27002 et "best practices" en Sécurité	19-20 mai • 1-2 décembre 2011

> Architectures et Réseaux

Architecture d'Entreprise et SI	24-25 mars • 23-24 juin 2011
SOA : l'état de l'art	17-18 mars • 28-29 juin 2011
Processus et BPM : l'état de l'art	14-16 mars • 20-22 juin 2011
ESB, Intégration et Orchestration de Services	10-11 mars • 23-24 juin 2011
Référentiels d'Entreprise : l'état de l'art	19-20 mai • 17-18 novembre 2011
Intégration de Données d'Entreprise	24-25 mai • 8-9 décembre 2011
Virtualisation : technologies et mise en œuvre	17-18 mars • 26-27 mai 2011
Postes de Travail : réduire les coûts en 2011	10-11 mars • 8-9 juin 2011
Cloud Computing : l'état de l'art	29-30 mars • 28-29 juin 2011
Architectures d'Applications Distribuées	23-25 mai • 14-16 novembre 2011
Gérer la Performance des Applications et du SI	19-20 mai • 17-18 novembre 2011
Réseaux et Télécoms : les tendances, les choix	23-25 mai • 21-23 novembre 2011
Téléphonie sur IP	12-13 mai • 1-2 décembre 2011
Sécurité : mobilité, sans-fil et VPN	22-23 mars • 16-17 juin 2011
Sécurité Web : l'état de l'art	24-25 mars • 28-29 juin 2011
SAN/NAS : état de l'art des Réseaux de Stockage	23-25 mai • 21-23 novembre 2011

> Techniques et Applications

Portails d'Entreprise : l'état de l'art	17-18 mars • 8-9 juin 2011
Internet : la synthèse 2011	12-13 mai • 17-18 novembre 2011
Internet Mobile : l'état de l'art	16-18 mai • 7-9 novembre 2011
Web 2.0 : les usages professionnels en 2011	19-20 mai • 24-25 novembre 2011
Webmarketing : l'état de l'art	16-18 mai • 21-23 novembre 2011
Réussir et Gérer un Site Web	12-13 mai • 22-23 novembre 2011
Les ERP/Progiciels Intégrés en 2011	12-13 mai • 29-30 novembre 2011
Dématérialisation : l'état de l'art	26-27 mai • 24-25 novembre 2011
Bases de Données : la synthèse	16-18 mai • 7-9 novembre 2011
Décisionnel : l'état de l'art	21-23 mars • 15-17 juin 2011
CRM et e-CRM	24-25 mars • 23-24 juin 2011
Knowledge Management : l'état de l'art	19-20 mai • 29-30 novembre 2011
Projets Collaboratifs : l'état de l'art	12-13 mai • 3-4 novembre 2011
ECM (Entreprise Content Management)	26-27 mai • 8-9 décembre 2011
GED (Gestion Electronique de Documents)	28-29 juin • 29-30 novembre 2011
Archivage Electronique en 2011	8-9 juin • 15-16 novembre 2011

> Les Passeports

Systèmes d'Information : les 3 prochaines années	24-26 janvier • 21-23 mars 2011
Passeport Réseaux & Télécoms	31 janv.-2 fév. • 4-6 avril 2011
Passeport Consultant	31 janv.-2 fév. • 4-6 avril 2011
Passeport MBA	23-25 mai • 28-30 novembre 2011
Passeport Comptabilité & Finance	7-9 mars • 11-13 avril 2011
La Banque en 3 jours	14-16 mars • 20-22 juin 2011
La Gestion du Stress	19-20 mai • 29-30 novembre 2011
Passeport Efficacité Personnelle	24-26 janvier • 14-16 mars 2011
Passeport Management	31 janv.-2 fév. • 21-23 mars 2011

Durée 14 h (séminaire de 2 jours) ou 21h (séminaire de 3 jours).
Formations éligibles au DIF.

Renseignements et inscriptions :
Véronique Groud
Tél. : 01 44 74 24 10
veronique.groud@capgemini.com
www.institut.capgemini.fr

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storekeep

DR

« Le CV anonyme ne fait que reporter le problème de discrimination sur l'entretien d'embauche. »

Jérôme Perret, fondateur de Huzz

EN CHIFFRE

+ 62 % de cadres dans le secteur privé, soit 3,5 millions de personnes, en vingt ans. La proportion de femmes est passée de 23 % à 34 %. Source : Apec

TENDANCE

Dans le cadre de l'accord portant sur l'égalité professionnelle hommes femmes signé entre la direction de Total et les syndicats, 2 300 collaboratrices ont vu leur salaire majoré de +3,7 % en moyenne depuis octobre 2010.

Recrutement

REPÉRER LES MEILLEURS PROFILS SUR INTERNET

Où et comment les recruteurs cherchent-ils leurs candidats ? Si les sites d'offres d'emploi généralistes et spécialisés restent incontournables, les recruteurs n'hésitent plus à aller piocher ailleurs sur la Toile. Afficher sa présence dans les réseaux sociaux professionnels et constituer un blog est donc un excellent moyen pour se faire repérer. Encore faut-il avoir une communication et un référencement de qualité.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

DOSSIER RÉALISÉ
PAR JULIETTE FAUCHET
ET CORINNE ZERBIB

À SAVOIR

Talentory.com, une place de marché B to B de recrutement en ligne, permet aux entreprises de solliciter près de 500 recruteurs actifs dans tous les secteurs et toutes les fonctions.

EN CHIFFRE

60 000 offres d'emploi sont proposées par Keljob, site d'emploi généraliste, sur sa nouvelle application iPhone.

TENDANCE

Externeo et Exclusive RH lancent le premier baromètre sur les performances des sites d'emploi. Celui-ci identifie, métier par métier, le meilleur canal de diffusion des offres d'emploi.

EN CHIFFRE

76 % du e-recrutement s'effectuent désormais au moyen de solutions en mode Saas. Source : McKinsey

CV LES ASTUCES POUR DÉCROCHER UN ENTRETIEN D'EMBAUCHE

Loin d'être galvaudé, le CV reste le préambule à tout entretien d'embauche. Encore faut-il qu'il soit conçu dans les règles de l'art.

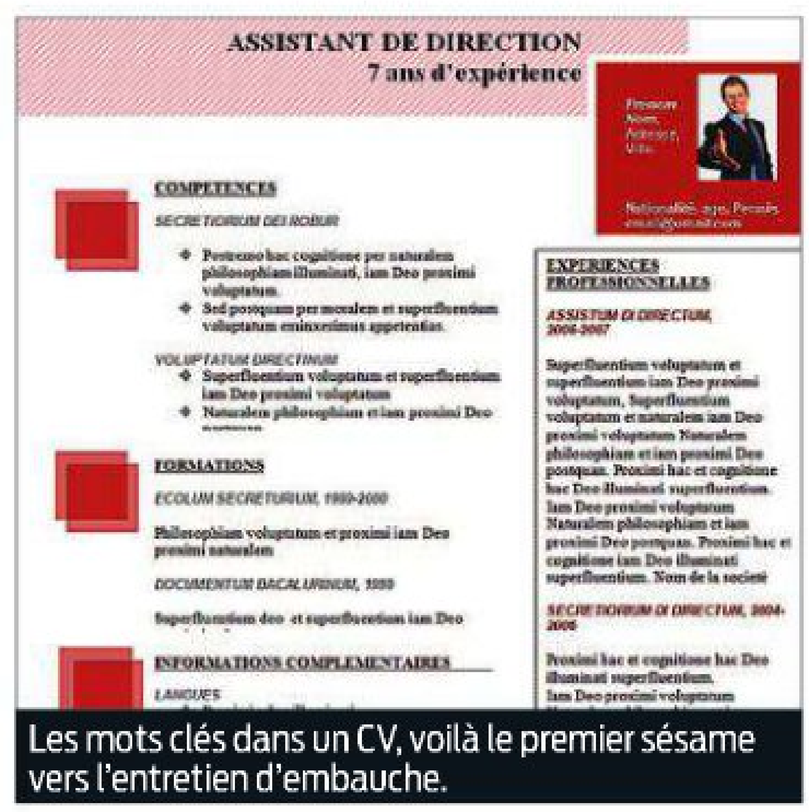
Choisir des mots clés, soigner les intitulés des postes exercés, et mettre en avant son rôle dans un projet sont désormais des éléments indispensables.

Pour trouver un job, la première étape consiste à se doter d'un bon CV. On l'aurait deviné ! Et pourtant, les informaticiens sont réputés pour la piètre qualité du leur. Non que leur parcours ne présente pas d'intérêt, bien au contraire. Mais ils sont souvent incapables de résumer leurs expériences professionnelles de façon à la fois concise et complète.

Au risque d'en décevoir certains – en particulier les jeunes –, le CV reste le principal passeport pour l'embauche. Qu'il soit diffusé sur un site d'offres d'emploi, envoyé directement à une entreprise recruteuse ou à un cabinet de recrutement, il doit refléter le plus fidèlement possible le parcours du candidat en utilisant les termes en usage dans la profession.

Les mots clés, voilà le premier sésame vers l'entretien d'embauche. Ce sont les termes décrivant les expériences professionnelles qui déterminent la suite des événements. Première étape : soigner les intitulés des postes exercés ou recherchés. « *Il faut être très vigilant sur les mots clés et, plus que tout, sur les intitulés des fonctions choisies et les secteurs d'activité* », explique ainsi Gil Couyère, cofondateur du cabinet de recrutement Selexens. « *Pour ce faire, il est vivement recommandé de s'appuyer sur les codifications classiques, comme, pour un développeur, sur le terme " d'ingénieur développement ", qui est largement utilisé* », poursuit-il. Une fonction très répandue, qui a longtemps été dénommée « analyste programmeur » ou « programmeur ». Mais puisque ces termes sont peu à peu abandonnés, mieux vaut les modifier dans le CV.

Il ne faut plus regrouper les compétences, mais les disséminer dans le CV



Les mots clés dans un CV, voilà le premier sésame vers l'entretien d'embauche.

Les recruteurs aussi soignent les intitulés pour attirer les meilleurs candidats

Les recruteurs eux-mêmes soignent leur vocabulaire. « *En tant que RH, on essaie aussi de trouver l'intitulé le plus sexy pour attirer les meilleurs candidats* », révèle Gil Couyère. Un jeu du chat et de la souris ? Certes, mais il est facile d'en sortir gagnant. « *Il faut analyser les offres d'emploi correspondantes et identifier les mots clés actuels pour les intégrer dans le CV* », conseille Laure Sourcis, consultante senior en IT au sein du cabinet de recrutement Hudson. « *Mais pas question de transformer le CV en liste au Père Noël* », ajoute-t-elle ! Et il faut veiller, bien sûr, à ce que ces termes correspondent aux compétences réelles du candidat.

En ce qui concerne les technologies ou domaines de compétences, les recruteurs ont coutume de

GETTYIMAGES

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

les mentionner en mots clés dans leur recherche. Donc, plutôt que de recourir à une rubrique compétence, regroupant toutes les connaissances techniques, il est recommandé de disséminer et de répéter ces mots fondamentaux tout au long des expériences et/ou des formations suivies.

Penser à tester son CV

Certains outils employés par les recruteurs repèrent les mots clés et trient les candidats selon la pertinence de leur CV par rapport à la recherche, à l'image de Google. Enfin, Flavien Chantrel, Community Manager de Régionsjob, encourage les candidats à *« tester leur CV sur Jobetic. Cela permet de vérifier que leur document est lisible avec les logiciels utilisés par les recruteurs. »*

2 QUESTIONS À...

DR

Amadou Ngom,
PDG de Des Systèmes et des hommes

Quelles informations le recruteur attend-il du CV ?
Les candidats ont tendance à détailler le projet sur lequel ils ont travaillé sans préciser ce qu'ils ont fait. Or, ce qui intéresse le recruteur, ce sont les informations concrètes sur le rôle de la personne.

Doit-on se survendre ?
Non. Il faut rester crédible. A l'inverse des jeunes informaticiens, qui ont tendance à négliger des informations, d'autres, avec deux ans d'expérience, se font passer pour directeurs de projet ! Il est préférable de mettre en avant ce qu'on a appris du projet. C'est ce qu'un recruteur achète.

Web LES SITES DE RECRUTEMENT RESTENT INCONTOURNABLES

Les sites généralistes ou spécialisés demeurent, pour les recruteurs, une source essentielle de consultations de CV.

Il est important de « rafraîchir » son CV régulièrement, pour gagner en visibilité sur les sites d'emploi, et de vérifier l'adéquation des mots clés avec les annonces.

« La principale source de recherche pour un recruteur reste la CVthèque des sites d'offres d'emploi, ainsi que la réponse classique aux annonces », rappelle Flavien Chantrel, Community Manager de Régionsjob. Premier média utilisé tant par les recruteurs que par les candidats pour se rencontrer, les sites d'offres d'emploi se sont multipliés et ont, en quelques années, enrichi leurs fonctionnalités. Mais aux dires des recruteurs, qu'il s'agisse des entreprises ou des cabinets spécialisés, la liste des sites de recrutement utilisés est restreinte. Premier cité : Monster. Le géant américain est partout évoqué comme *« obligatoire pour ne pas rater un candidat »*. Puis viennent, selon les interlocuteurs, des sites généralistes comme celui de l'Apec, Cadremploi, et Régionsjob, réputé pour les postes basés en province.

Les sites spécialisés du secteur, comme Lesjeudis.com, sont évoqués du bout des lèvres ou *« pour des recherches très spécifiques »*. Un sujet sur lequel les recruteurs ne tiennent pas à s'attarder, signe qu'il ne représente qu'une partie infime de leur recherche, et uniquement concernant des métiers pour lesquels il est très difficile de dénicher des professionnels.

Pour certains, ceux dont le métier ou les compétences ne sont pas très recherchés, il s'agit de se faire repérer par les recruteurs. C'est l'espace

Chaque semaine, le site Cadremploi diffuse des conseils vidéo en matière de recrutement.

Le portail de l'Apec propose des cartes du marché de l'emploi.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Store/Mags

candidat, ou CVthèque, qui constitue le cœur des sites d'offres d'emploi. C'est là que les recruteurs recherchent les compétences dont ils ont besoin, souvent avant même de poster une annonce, coûteuse et chronophage. La qualité du CV mais aussi quelques astuces simples permettent d'y conserver une bonne place. Ainsi, « rafraîchir » le CV une fois par semaine au moins pour le faire apparaître en tête de liste est indispensable. Il suffit d'y ajouter un espace et de l'enregistrer pour que sa date soit plus récente. Ensuite, il est bon de vérifier la pertinence des mots clés, en fonction des annonces publiées sur le site.

Favoriser les candidatures spontanées

Pour ceux, souvent en poste, dont les profils s'arrachent, il s'agit plutôt d'une veille. Certaines fonctionnalités sur les sites sont alors à privilégier, comme sur Monster, par exemple. *« Les candidats ont la possibilité de créer un CV confidentiel permettant de " cacher " leurs informations de contact ainsi que le nom de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Le recruteur les contactera uniquement via un courriel anonyme »*, indique Nazanin Nezam, directrice produit France et Europe du Sud de Monster.
Certains préconisent même de ne pas mettre son CV en CVthèque et de garder la main. *« Les compétences informatiques étant très recherchées, des recruteurs viendront vous contacter spontanément »*, explique Ange Michelozzi, DRH d'Ekino (Groupe FullSix). *« Pour réduire vos sollicitations et pour un meilleur ciblage, favorisez la réponse à annonce ainsi que la candidature spontanée. Attention, il est recommandé de personnaliser sa réponse en précisant ses motivations pour le métier et la société »*, ajoute-t-il.
Ange Michelozzi invite les candidats à établir une liste assez large de sites généralistes et spécialisés par technologies, secteurs d'activité, secteurs géographiques… Il conseille également de préparer la liste des mots clés que le candidat aura dégagés après étude de son projet professionnel, et de se servir de ces mots clés pour effectuer des recherches sur tous les sites. Enfin, le candidat doit analyser attentivement les résultats : les meilleurs sites ne sont pas forcément ceux qui ramènent le plus d'offres, mais ceux dont les offres correspondent le mieux à sa recherche. Une fois ces « bons sites » sélectionnés, il convient de les consulter sans modération.

Le site de Monster semble être le passage obligé pour ne pas rater un candidat.

Réseaux sociaux LE MEILLEUR ENDROIT DU NET POUR SE FAIRE REMARQUER

En quelques mois, les réseaux sociaux sont passés du stade de l'expérimentation à celui de coqueluche des recruteurs.

Figurer sur les réseaux sociaux est essentiel. Mais encore faut-il sélectionner les bons et élaborer judicieusement son CV.

« Avant, je passais pour une extraterrestre auprès de mes collègues, explique une spécialiste du recrutement. *Aujourd'hui, les réticences s'amoindrissent, et tout le monde s'y met.* » La balance a penché durant les six derniers mois. *« Environ 5 % de notre sourcing proviennent de Viadeo et Linkedin »*, disait, en février dernier, une pionnière, Anne Laguarrigue, DRH de GFI Informatique.

Le paysage est différent aujourd'hui : les réseaux sont devenus le vecteur numéro un du recrutement dans les technologies de l'information. Ou plus exactement le meilleur endroit pour voir et se faire voir. Certes, les SSII et DSI ne boudent pas les sites traditionnels. Mais ils ont bien investi les réseaux, professionnels et privés, pour dénicher la perle rare, ou ont confié cette tâche à leurs prestataires, des cabinets de recrutement.
Un symptôme qui ne trompe pas ? L'alliance d'Apec.fr avec Linkedin, puis avec Viadeo, a lancé la machine à création de profils. *« En huit mois, nous avons réalisé 100 000 rapprochements de comptes entre l'Apec et Viadeo »*, se réjouit Olivier Fécherolle, directeur général de Viadeo. Et de poursuivre : *« Sur les sites d'offres d'emploi, les*

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

recruteurs se cachent derrière les annonces. Sur les réseaux, le contact s'établit entre deux personnes, ce qui améliore nettement les taux de retour. »

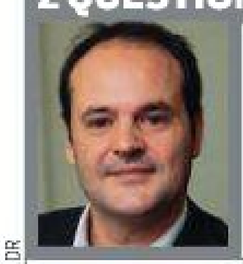
Travailler son e-réputation

Se montrer sur les bons réseaux sans en faire trop, mais en assurant une bonne visibilité. Voilà tout l'art d'un des principaux volets de l'e-réputation, consacré à la recherche d'emploi. Il semble que tout ait été dit sur la question. Pourtant, lorsqu'on interroge les recruteurs, désormais experts en la matière, de nouvelles règles et astuces émergent.

Première étape : le choix du réseau ou des réseaux. *« Je préfère Linkedin, car il est plus professionnel, le profil y est plus clair, plus lisible »*, déclare Laure Sourcis, consultante senior en IT au cabinet Hudson. *« Moi j'opte pour Viadeo, j'y trouve de meilleurs candidats »*, lui répond en écho sa collègue Sabine Zeitoun. Un dialogue qui résume bien l'avis général : il faut créer son profil et animer sa communauté sur les deux réseaux.

Une fois sur Viadeo et Linkedin, la première étape consiste à rédiger son profil. Copie conforme du CV ou biographie détaillée ? La bonne formule se situe quelque part entre les deux, mais en laissant toujours la place à ces sempiternels mots clés qu'utiliseront les recruteurs pour vous trouver. *« Ce que je demande, ce n'est pas le CV, mais de faire ressortir les points importants, sous forme de mots clés, comme par exemple les certifications… »*, prévient Christine Pruvost, directrice du pôle IT chez Mercuri Urval. *« Comme son nom l'indique, le réseau revêt un aspect social : il s'agit avant tout d'une relation intuitu personnae. Pas question d'expédier le CV en rafales »*, note Olivier Fécherolle. Car il faut bien reconnaître que ces réseaux professionnels ressemblent de plus en plus à des CVthèques « en mieux ». *« Je trouve peu de CV intéressants dans les CVthèques. Quand je cherche un candidat pour un poste complexe, je préfère les réseaux »*, poursuit Christine Pruvost. Mettre son profil sur Viadeo est un premier pas, reste ensuite à constituer sa communauté, son réseau « d'amis » professionnels. Une démarche qui requiert réflexion : le meilleur réseau n'est pas le plus gros. Les recruteurs ont même tendance à se méfier des candidats affichant plusieurs centaines de contacts. La stratégie consiste donc à entrer en contact avec les contacts des recruteurs que vous souhaitez toucher.

2 QUESTIONS À…



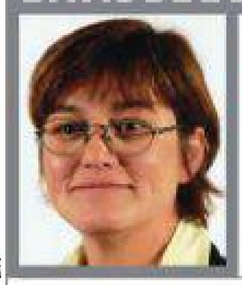
DR

Gil Couyère, cofondateur du cabinet Selexens

Quel usage faites-vous des réseaux sociaux ?
Pour effectuer en nombre nos missions de recherche de candidats dans le secteur IT, nous utilisons de plus en plus la profilthèque de Viadeo. Elle ressemble à s'y méprendre à une CVthèque mais la relation et l'entrée en contact avec le candidat sont plus personnalisées. Dans Viadeo, j'envoie une invitation. Le candidat garde donc la maîtrise du contact.

Quels types de profils y recherchez-vous ?
Pour les postes de plus de cinq ans d'expérience, nous allons sur Viadeo. L'un des principaux critères de sélection des candidats réside dans le statut : nous sélectionnons prioritairement ceux qui mentionnent *« A l'écoute d'opportunités »* car nous recherchons des gens qui ont le profil, bien sûr, mais qui sont aussi disponibles.

L'AVIS DE L'EXPERTE



DR

Christine Pruvost, directrice du pôle IT chez Mercuri Urval

Le candidat doit afficher le maximum de références professionnelles. Il doit demander à ses ex-employeurs de mettre un commentaire. Cela nous permet de voir que la personne ne s'est pas fâchée avec l'entreprise, et d'en savoir plus sur ses qualités. Je le regarde énormément.

Il lui faut consulter en détail les fiches des recruteurs qui le sollicitent, ainsi que les informations sur les entreprises qui figurent dans les réseaux. Venir à un entretien les mains dans les poches, sans aucune information, n'est plus admissible ! Enfin, il doit être sélectif dans le choix de ses contacts et réfléchir à la façon d'utiliser le réseau en fonction de ses objectifs.

La stratégie consiste à entrer en contact avec les contacts des recruteurs que l'on souhaite toucher

Se méfier de Facebook

Quant au fameux réseau Facebook, il comporte presque autant d'inconvénients que d'avantages. Et les recruteurs, même s'ils s'en défendent à coups de charte de bonne conduite, ne peuvent s'empêcher de jeter un coup d'œil par le trou de la serrure. A vous de ne pas vous déshabiller imprudemment ! *« Les candidats doivent améliorer leur vigilance par rapport à ce qu'ils publient sur Facebook. Nous nous interdisons d'y aller. Nous faisons uniquement du push, pas de pull. Nous avons créé nos pages, nous y diffusons nos offres, nous achetons des bannières, mais pas question d'aller regarder le profil des candidats »*, assure Gil Couyère, cofondateur de Selexens. La solution pour être tranquille : créer un profil professionnel sur Facebook pour afficher ses centres d'intérêt et ses activités professionnelles, et un compte sous pseudo pour la famille, les amis… et la vie personnelle. *« Dans le cadre de notre mission de conseil aux candidats, nous vérifions s'ils disposent d'un compte sur Facebook, et les alertons dans ce cas sur la conduite à y tenir. Mais nous n'allons pas voir leur profil »*, insiste Laure Sourcis.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

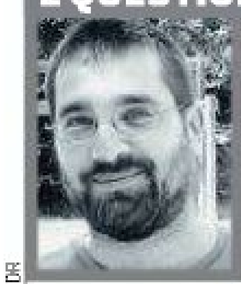
StoreMags

Blogs VOIR ET ÊTRE VU EN SE FAISANT RÉFÉRENCER PAR GOOGLE

Créer son blog ou son espace recrutement constitue un bon moyen de se faire repérer par un recruteur.

Pour faciliter le référencement, il convient de travailler le contenu et la forme de son blog.

2 QUESTIONS À...



DR

Flavien Chantrel,
Community Manager de Regionsjob

Comment optimiser le référencement de son blog emploi ?
Référencer son blog sur Google permet à un recruteur de vous trouver. L'avantage de cette technologie, c'est que son architecture va aider au référencement : catégorie, titre, tag... tout est fait pour être référencé. Régionsjob augmente la visibilité des blogs de sa plate-forme par différents outils : nous sommes très actifs sur twitter et Facebook et mettons également des liens sur nos propres blogs.

Faut-il rédiger d'une manière spécifique pour monter dans le référencement ?
Nous donnons des conseils, notamment pour les titres, mais l'essentiel reste le contenu. Un des facteurs fondamentaux est la fréquence des mises à jour importantes : plus le blog est actif, plus il voit ses pages référencées, et donc plus il capte d'audience.

Après les sites d'offres d'emploi puis les réseaux sociaux, Google deviendra-t-il le prochain terrain de chasse à l'emploi ? Il semble que ce soit déjà le cas partiellement. Il suffit de saisir quelques mots clés pour s'en convaincre. « Recrute ingénieur développement », par exemple, affiche une ribambelle d'annonces et de sites d'entreprises qui recrutent. Même exercice sans le terme « recrute », et quelques CV d'ingénieurs apparaissent dès la première page.
S'il est un média qui permet d'être vu même lorsqu'on est « petit », c'est bien Google. Pour cela, il suffit de publier un site ou un blog qui réponde aux normes du référencement, avec les mots clés idoines. La plupart des sites d'offres d'emploi ont déjà référencé les offres elles-mêmes, confiant à Google l'intermédiation entre l'annonceur et le candidat. Mais les entreprises s'y mettent également et commencent à référencer soit leurs offres d'emploi, soit leurs espaces recrutement, parfois sous forme de blog. L'espace recrutement de la petite SSII Alter Solution figure ainsi très haut dans Google sur la recherche « Recrute ingénieur développement java ».
Pour la création de blogs emploi, les candidats sont accompagnés dans leur démarche de référencement. Toutefois, ces derniers mois, ces plates-formes se sont réduites comme peau de chagrin. Ainsi CadresOnline, fervent promoteur des blogs emploi, semble les avoir laissés en chantier depuis mars 2009, faute d'un spécialiste de l'animation et du référencement.

Le site Cadremploi propose lui-même une plate-forme de blogs.

Nouer des contacts avec le réseau des autres blogueurs

Si la démarche a fait fureur dans les années 2006-2007, et si elle est aujourd'hui masquée par l'essor des réseaux, elle reste néanmoins efficace. « *On ne compte plus les success stories du type "j'ai trouvé un job grâce à mon blog". Mais on attend beaucoup plus de présence sur le web de la part d'un informaticien que d'un boucher* », explique ironiquement Flavien Chantrel, Community Manager de Regionsjob.
Mieux encore, les blogs ne peuvent que profiter de l'essor des médias sociaux, qui constituent un relais idéal. Autre avantage du blog : il permet de nouer des contacts avec le réseau des autres blogueurs. Le blog emploi reste donc un bon complément à la recherche d'emploi. Mais attention : pas question de créer son blog lorsqu'on est réfractaire à l'écriture. Le résultat pourrait vous desservir.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

LA FRANCE A ENFIN SA CHAÎNE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

CANAL 24
(EN IDF SEULEMENT)

CANAL 80 OU 213

CANAL 149

CANAL 240

CANAL 95
(EN IDF SEULEMENT)

CANAL 100

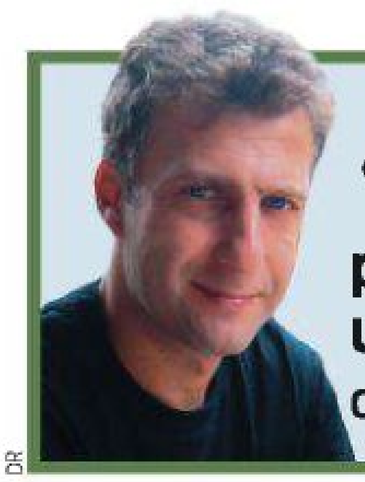
CANAL 64

N°1 sur l'économie.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
DeBonneville-Orlandini
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

VOUS



DR

« Un informaticien qui veut télétravailler doit se préparer à se comporter comme un prestataire de l'entreprise. »
Cyril Slucki, Cyberworkers.com

18 % C'est la hausse du volume d'offres d'emploi dans l'informatique et les télécoms diffusées sur internet en décembre 2010, par rapport à décembre 2009. Source : Keljob

MANAGEMENT Les projets transversaux requièrent un mode de gestion non traditionnel

Construire sa légitimité pour diriger une équipe sans lien hiérarchique direct

Répondre aux besoins des différents départements de l'entreprise, les DSI savent le faire depuis toujours. *« Lorsque les directions métier ont dû à leur tour gérer des projets transversaux, elles se sont naturellement appuyées sur les bonnes pratiques du mode projet mises en place par les DSI »,* explique Catherine Dumeny, responsable de l'agence Ile-de-France de la SSII Créalis Ingénierie et formatrice chez Elegia Formation.

La gestion transversale dans l'informatique demande un savoir-faire incontournable. Elle concerne non seulement l'ensemble des chefs de projet, qui doivent mobiliser des acteurs sur lesquels ils n'ont pas de pouvoir formel, mais aussi tous les managers en charge de déployer ou d'harmoniser des processus concernant plusieurs entités de l'entreprise. C'est le cas, par exemple, des responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), qui mettent en œuvre la politique de l'entreprise en ce domaine auprès de l'ensemble des utilisateurs.

Définir un contrat de confiance avec tous les acteurs du projet

« Certes, le manager transversal ne peut compter sur une légitimité hiérarchique. Pour autant, il n'est pas hors autorité, souligne Catherine Dumeny. *C'est bien là toute la difficulté de sa tâche. »* Car il lui faut composer avec les différents responsables qui, même s'ils n'interviennent pas dans le projet informatique, gèrent les plannings de certains des collaborateurs de l'équipe transverse. Il est donc fondamental de définir un contrat de confiance avec eux. Quelles sont les responsabilités de chacun ? Comment fait-on en cas de retard ? Quelles doivent être les remontées d'information ? Etc. L'objectif consiste à éviter que les collaborateurs soient tiraillés entre leurs missions, liées au projet auquel ils collaborent, et leur travail opérationnel.

Miser sur la hiérarchie s'avère tout aussi crucial pour porter un tel projet transversal. *« Etre sponsorisé par une autorité vous évitera bien des déconvenues,* affirme Bertrand Déroulède, consultant senior au sein de l'organisme de formation Cegos. *Ainsi, lors des premières réunions d'équipe, veillez à être introduit par un responsable qui incitera ses collaborateurs à accueillir favorablement vos demandes. »*

ISTOCK

La première arme pour motiver et fédérer : connaître les priorités de chacun.

« Il est préférable d'être introduit par un responsable qui incitera son équipe à accueillir favorablement vos demandes. »
Bertrand Déroulède, consultant chez Cegos

Se positionner comme un facilitateur

« Au cours de nos formations, nous organisons des mises en situation afin d'observer comment les participants gèrent les relations avec leurs collaborateurs, raconte Jean-Marc Santi, consultant chez Orsys. *Or ils dupliquent souvent les comportements traditionnels en essayant d'imposer leur point de vue, ce qui mène parfois à la confrontation. »* Au contraire, le manager informatique transversal doit se positionner comme un facilitateur, presque un coach pour les membres de son équipe.

Sa première arme pour motiver et fédérer : sa connaissance des priorités de chacun. Qu'ils soient issus de la finance, du marketing ou encore de la recherche et du développement, il faut adapter le langage informatique à ses interlocuteurs et leur fixer des objectifs qui font sens pour eux, de façon à gagner en crédibilité. Autre atout dont il est possible de jouer : l'ouverture apportée par le transverse. Un projet informatique de ce type favorise l'élargissement de son réseau et permet de bénéficier d'un retour d'expérience. Autant de valeurs ajoutées à mettre en évidence pour susciter l'adhésion.

LAURE MARCUS

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

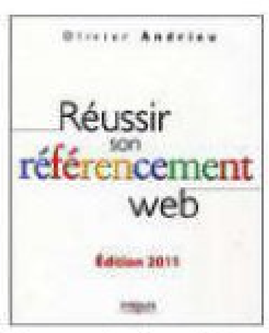
StoreMags

EN BREF

Silicon Sentier lance son webzine

WEB Association francilienne regroupant une centaine de sociétés technologiques, Silicon Sentier met en ligne Silicon Maniacs, un webzine pour *« chroniquer et analyser la révolution digitale »*. On y parle d'innovation, de start up et d'entrepreneurs. Avec déjà des articles sur l'internet des objets, LeWeb'10 et un entretien avec Tara Hunt, auteur de *The Whuffie Factor*.

Réussir son référencement web



LIVRE Cette troisième édition (chez Eyrolles) du livre d'Olivier Andrieu, LE spécialiste français du référencement, introduit de nouveaux concepts. Comme la sculpture et le modelage de Pagerank, l'indexation rapide de type Pubsubhubbub et le référencement mobile... Cet ouvrage s'adresse aux webmasters, chefs de projet, développeurs et responsables marketing.

Le palmarès 2011 des écoles d'ingénieurs

FORMATION Pas de bouleversement dans le palmarès de *L'Etudiant*. Polytechnique, Centrale, ParisTech et Supélec tiennent toujours le haut du pavé. Dans la catégorie Technologies de l'information, Supélec triomphe, devant Télécom ParisTech, l'INP-Ensimag de Grenoble, Télécom Bretagne Brest et Télécom Sud Paris (http://goo.gl/pr4Fb).

RESSOURCES HUMAINES Un certain nombre d'entreprises envisageraient de rogner sur les RTT

Dénoncer les 35 heures ? Pas si simple !

Plus de douze ans après son introduction, la réduction du temps de travail à 35 heures ne passe toujours pas. En dépit de la flexibilité introduite par la loi de 2008, un certain nombre d'entreprises du secteur IT se verraient bien rogner sur les jours de RTT. La crise ayant ranimé des velléités anciennes, selon différentes sources syndicales.

A priori, peu franchiront le pas. Car dénoncer les 35 heures n'est pas un parcours de santé. Comme l'a rappelé récemment la Cour de cassation à Océ Business Services, l'employeur doit d'abord consulter le comité d'entreprise (CE). Et alors que la jurisprudence ne le prévoit pas, Frédéric Chhum, avocat à la Cour, conseille même d'informer le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), *« l'aménagement du temps de travail ayant un impact sur les conditions de travail »*. Un dossier doit ensuite être envoyé à la Direction départementale du travail et au conseil des prud'hommes. Ce dépôt fait partir un préavis de trois mois, puis un suivi légal de douze mois. Soit quinze mois en tout, pendant lesquels peuvent s'engager les négociations avec les instances représentatives du personnel.

> « En contrepartie d'une dizaine de RTT, les cadres au forfait jours ne comptent pas leurs heures »

Avec une question sensible : les dispositions du temps de travail sont-elles précisées dans le contrat du salarié ? Si oui, l'employeur devra lui faire signer un avenant, en motivant ce dernier, par exemple, par des raisons économiques. Même si le refus d'un collaborateur peut conduire à son licenciement, cette procédure individualisée sera vraisemblablement peu utilisée car à même de générer de nombreux contentieux. Un avenant est aussi nécessaire pour les cadres soumis au forfait jours. Sans que le jeu ne vaille forcément la chandelle. *« Le forfait jours offre une grande flexibilité à l'employeur, qui – sur le papier – peut faire travailler un cadre jusqu'à 235 jours,* rappelle Frédéric Chhum. *En contrepartie d'une dizaine de jours de RTT, celui-ci ne compte pas les heures. »*

Frédéric Chhum, avocat à la Cour.

Minima conventionnels contre accords d'entreprise

Pour les autres catégories de salariés (employés, techniciens, agents de maîtrise et ingénieurs), et si le temps de travail n'a pas été contractualisé, on en revient aux dispositifs légaux. A savoir la convention collective Syntec pour la majorité des sociétés informatiques. L'employeur peut avoir ainsi intérêt à reprendre les dispositions mieux-disantes que les minima conventionnels, comme les accords d'entreprise de type 39 heures assorties de 22 jours de RTT ou 37 heures et 11 jours.

XAVIER BISEUL

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les principales dispositions de l'accord de branche Syntec (http://goo.gl/IVnhT).
- L'arrêt Océ Business Services du 5 mars 2008 de la Cour de cassation rappelle que l'employeur doit consulter le CE avant de dénoncer un accord d'entreprise (http://goo.gl/ldOck).

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Storeklaff

BUSINESS STYLE LA SÉLECTION HIGH-TECH DE LA RÉDACTION

Back up sans fil

Vous connaissez déjà Time Capsule, d'Apple, le disque dur qui assure des sauvegardes automatiques et transparentes en Wi-Fi. Clickfree propose l'équivalent, mais compatible PC et Mac.

Condiments Photoshop

Un peu de design sur la table, avec cette salière et cette poivrière taillée pour les fans du logiciel de retouche d'image d'Adobe.

Caméscope HD

Canon a mis seulement 2 mégapixels dans son Caméscope HF G10, mais des gros, comme ceux des appareils de studio. Résultat : des images exceptionnelles en lumière faible.

Écran portable pliant

Pourquoi ne pas remplacer le rétroprojecteur par un écran externe portable et autonome ? C'est l'idée de Displaylink avec son Monitor2Go de 15,4 pouces. Un joli complément pour mininetbook.

PHOTOS : DR

PLUS D'INFOS SUR 01NETPRO.COM, RUBRIQUE ACTUALITÉ

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ÉVÉNEMENT Journée Agility Business du 15 mars 2011, à Paris

Toutes les clés pour rendre l'entreprise plus agile

L'entreprise doit pouvoir réduire sa voilure très rapidement en cas de chute brutale d'activité ou, au contraire, l'augmenter en cas de forte croissance de la demande. Tel est le principal enseignement à tirer de la crise financière et économique vécue en 2009-2010. A cette fin, le système d'information se doit d'être plus agile, afin de servir les métiers et de répondre au plus vite aux exigences de qualité et de time to market des clients finaux.

Pour atteindre cet objectif, les directeurs du système d'information (DSI) cherchent à actionner certains leviers afin de rendre leur système d'information (SI) plus dynamique. Mais quelles méthodologies suivre pour réduire ses coûts et ses délais en générant de la valeur ?

Club 01 organise une matinée sur le thème « l'entreprise agile », où DSI témoins et experts viendront livrer quelques clés de la performance. Nous parlerons de virtualisation et de cloud. Nous aborderons aussi le pilotage et la mesure de performance, ainsi que les technologies et les méthodes associées. Sans oublier le Lean IT, les méthodes agiles et les serious games associés.

« Permettre à la DSI d'être plus souple, orientée services et ouverte sur les clients »

L'objectif consiste à voir comment la direction du système d'information peut être beaucoup plus souple, orientée services et ouverte sur les clients. Si les DSI des grands comptes ont déjà (mais pas tous) entamé cette transformation vers un SI dynamique, nombre de DSI de PME en sont encore à jouer les « pompiers » et ne peuvent, par manque de temps, se pencher sur cette vision de l'IT as a Service.

Pourtant, c'est bel et bien en sortant de sa tour d'ivoire, en se rapprochant étroitement des métiers et en innovant, que le DSI peut être reconnu par sa direction générale au même titre que le directeur administratif et financier (DAF) ou le directeur des ressources humaines (DRH). Et il lui faut pour cela un SI performant, automatisé et très agile. Rendez-vous donc le 15 mars.

Contact : 01evenements.com

DR

POINT DE VUE **Jean-Louis Clouet,** DSI de Santé Service, intervenant sur le webcast « Impression, réduisez drastiquement vos coûts », le 2 février sur evenements01.com

« Comme toujours, le premier frein est la résistance au changement »

Que représente l'impression chez Santé Service ?

JEAN-LOUIS CLOUET : Santé Service est une association à but non lucratif participant au service public hospitalier, spécialisée en hospitalisation à domicile (HAD). Nous comptons 21 implantations en Ile-de-France, dont 5 grands sites, employant quelque 800 personnes. Nos outils d'impression sont donc éparpillés. Nous comptabilisons plus de 200 imprimantes, essentiellement des monofonctions et peu de couleurs, et huit copieurs sur les sites principaux. La direction du système d'information (DSI) a en charge les achats d'imprimantes et la partie consommables en libre-service. Les copieurs sont gérés par les services centraux. Chaque service commande directement les cartouches de toner auprès d'eux.

La DSI, la DAF ou la direction générale sont-elles conscientes des réductions de coûts réalisables ?

J-LC : La direction générale et le contrôle de gestion sont conscients des coûts. Néanmoins, certains chantiers plus importants, et donc prioritaires, les poussent à remettre sous la pile le dossier impression. Ainsi, en ce moment, nous nous attelons à la rationalisation de notre parc de mobiles et de clés 3G. Et quand des actions concernant le monde de l'impression sont menées, elles ont pour motifs principaux des objectifs business. Pour citer un exemple, nous avons dématérialisé nos échanges avec les laboratoires médicaux. Cependant, le papier est encore très présent. Les organismes de tutelle et de contrôle nous obligent à conserver des dossiers papier.

Quelles démarches avez-vous engagées ? Quels sont les freins ?

J-LC : Nous avons cherché à rationaliser et à uniformiser le parc. Plus d'imprimantes jet d'encre qui coûtaient une fortune et peu d'imprimantes couleur ! Nous avons déplacé les imprimantes dédiées dans les couloirs, même au plus haut niveau hiérarchique. Nous incitons aussi au recto verso systématique. Le premier frein est la résistance humaine. Mais, les utilisateurs sont de plus en plus écoresponsables. C'est pourquoi nous ne cherchons pas à les contrôler. Notre gros problème est lié à la non-standardisation des modèles ou à la compatibilité avec les nouveaux systèmes d'exploitation comme Windows 7. Et même si les constructeurs sont plutôt proactifs, nous aimerions tester leurs matériels pour valider leurs promesses.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

LDLC-Pro.com vous présente

ses meilleurs voeux

et vous promet une nouvelle année

2011

riche en nouveautés High-Tech

RETROUVEZ TOUS NOS PRODUITS SUR WWW.LDLC-PRO.COM

LDLC-PRO.com

WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH

EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H* - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE

* Livré en moins de 24h pour toute commande passée avant 15h sur produits en stock - voir conditions sur le site www.ldlc-pro.com.

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

AGENDA

RETROUVEZ TOUS NOS ÉVÉNEMENTS SUR WWW.01NETPRO.COM

Semweb.Pro 2011

Les 17 et 18 janvier 2011 à Paris (FIAP Jean-Monnet)

Organisée par l'acteur du logiciel libre Logilab, la première édition de ces journées professionnelles réunira experts, chercheurs, dirigeants d'entreprises, acteurs du web et développeurs autour des applications concrètes du web sémantique.

www.semweb.pro

Salon E-Marketing

Les 25 et 26 janvier à Paris (Palais des congrès/Porte Maillot)

SEPCP/AGENCE SOPHACOME

Pour la onzième édition de cette rencontre, 200 exposants et 250 conférenciers présenteront les pratiques et les nouvelles tendances du digital marketing. Les E-Marketing Awards récompenseront les meilleures innovations dans ce domaine.

http://emarketingparis.com/2011/

Université des correspondants informatique et libertés

Le 28 janvier à Paris-Montparnasse (chez CNP Assurances)

Organisée par l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCDP) au siège de l'un de ses membres, cette journée abordera différents problèmes concrets rencontrés par les correspondants informatique et libertés (CIL). Par exemple, qui est responsable des données traitées quand le système est l'œuvre de plusieurs partenaires ?

www.afcdp.net

Lotusphere 2011

Du 30 janvier au 3 février à Orlando/ Etats-Unis (Walt Disney World Swan & Dolphin Resort)

Cette année encore, les développeurs et administrateurs d'outils collaboratifs IBM Lotus ainsi que les partenaires de Big Blue trouveront dans cette conférence annuelle des bonnes pratiques et de la prospective.

www-01.ibm.com/software/lotus/events/lotusphere2011/

La Tentation du Saas

Le 1er février 2011 à Paris (Hôtel Intercontinental)

DR

Le Saas (Software as a Service), qui confère aux utilisateurs une autonomie nouvelle, peut aussi affaiblir l'influence des DSI. Cette matinée de débats organisée par le Groupe 01 se propose de donner aux décideurs IT les clés de la réussite d'un tel projet. Au programme : une ouverture sur la révolution du Saas, une table ronde, des retours d'expériences et des avis d'experts, dont un sur le thème de la sécurité.

http://01netpro.com

iLearning Forum Paris 2011

Les 1er et 2 février à Paris (Espace Champerret)

Cet événement dévolu aux technologies au service de l'apprentissage tout au long de la vie confirmera la maturité de l'e-learning dans les entreprises.

www.ilearningforum.org

IT Partners

Les 1er et 2 février à Disneyland Paris (Chessy-Marne-la-Vallée)

La sixième édition de ces rencontres d'affaires permettra de rassembler un grand nombre d'acteurs de la distribution informatique, (revendeurs, constructeurs et grossistes).

www.itpartners.fr

Cebit 2011

Du 1er au 5 mars 2011 à Hanovre (Allemagne)

Le plus grand salon informatique et télécoms du monde aura pour

DR

thème Travailler et vivre avec le cloud. Il devrait réunir les offres de plus de 4 000 entreprises venant d'une soixantaine de pays. Un millier de forums et conférences compléteront le programme. A noter : la présence d'un pavillon français.

www.globalfairs.fr/-CeBIT-.html

Solutions Ressources humaines ELearning Expo et Ludimat Expo

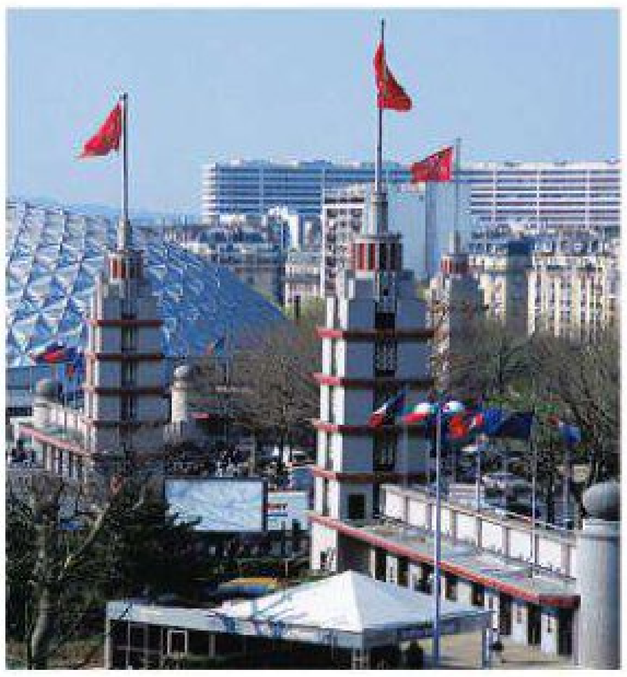
Du 8 au 10 mars à Paris (Porte de Versailles)

La 17e édition du salon des outils et services consacrés aux dirigeants d'entreprises et

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

Stored/Kaff



DR

aux responsables RH ou formation se tiendra en synergie avec celui de la formation à distance et en ligne et celui du jeu dans la formation et la communication. ELearning Expo intégrera un nouvel espace et des conférences consacrés aux serious games.
www.solutions-ressources-humaines.com

Solutions Intranet & Collaboratif

Du 8 au 10 mars à Paris (Porte de Versailles)

Pour sa sixième édition, ce salon consacré aux outils, conseils, services, applications intranet et aux solutions de travail collaboratif accueillera un espace réseaux sociaux d'entreprises (RSE).
www.salon-intranet.com

CoIP 2011/ Communications over IP & entreprise collaborative

Du 8 au 10 mars à Paris (Porte de Versailles)

Cette édition sera dédiée à la modernisation des communications de l'entreprise et à toutes les applications sur IP (convergence fixe/mobile, centres d'appels, web conferencing...).
www.salon-coip.com

Club 01 DSI IT for Business Forum

Du 7 au 9 avril à Courchevel (Centre des congrès)

La première édition de cette rencontre, organisée par NextradioTV et le Groupe 01, devrait réunir 300 dirigeants de grandes entreprises et des acteurs du secteur IT, des fondateurs de start up, des chercheurs, des économistes, etc. Le but de ces trois journées ? Aider les décideurs à comprendre les enjeux des technologies dans la transformation de leurs entreprises.
www.itforbusinessforum.com

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

12, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 Paris
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION
E-mail : redaction@groupe01.fr
Web : www.01netpro.fr
Tél : 01 71 18 54 48
Fax : 01 71 18 52 50
Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 71 18

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : «première lettre du prénom.nom@01informatique.fr».

Directeur des rédactions Pôle Pro-Groupe 01 et rédacteur en chef : Frédéric Simottel (5505).

Rédacteurs en chef adjoints : Pierre Berlemont (5366), Pierre Landry (5449), Anicet Mbida (5468).

Grands reporters : Vincent Berdot (5364), Frédéric Bergé (5365), Xavier Biseul (5369), Yann Serra (5502).

Chefs de service : Sandrine Chicaud (5391), Alain Clapaud (5393), Gilbert Kallenborn (5447).

Chefs d'enquête : Olivier Discazeaux (5421), Juliette Fauchet (5426), Boris Mathieux (5467), Pierre Tran (5509).

Rédacteurs : Stéphane Bellec (5363), Eddye Dibar (5420), Marie Jung (5446), Christine Peressini (5481), Armelle Siccat (5503).

Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (5448).

Rubriques : Pierre Berlemont (Tendances) ; Frédéric Simottel (Opinions) ; Pierre Landry (Expériences) ; Yann Serra (Dossier) ; Sandrine Chicaud (Vous Management), Xavier Biseul (Vous RH) ; Anicet Mbida (Web/01netpro).

Domaines

Infrastructures logicielles, décisionnel, SGBD : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Boris Mathieux.
Progiciels, relation client, supply chain : Alain Clapaud, Juliette Fauchet, Boris Mathieux.
Collaboratif, gestion de contenus, dématérialisation : Vincent Berdot, Alain Clapaud, Marie Jung.
Développement : Alain Clapaud, Pierre Tran.
Infrastructures matérielles, cloud, réseaux, télécoms, mobilité, stockage, virtualisation : Frédéric Bergé, Alain Clapaud, Eddye Dibar, Gilbert Kallenborn, Yann Serra.
Sécurité : Stéphane Bellec, Gilbert Kallenborn.
Emploi, RH, recrutement, formations, juridique, relations sociales : Xavier Biseul, Sandrine Chicaud, Juliette Fauchet, Christine Peressini, Armelle Siccat.
SSII, VAR, distributeurs : Xavier Biseul, Olivier Discazeaux, Armelle Siccat.
Economie numérique, start up, R&D, investissements : Pierre Berlemont, Xavier Biseul, Gilbert Kallenborn.
Banques-assurances : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Boris Mathieux.
E-commerce, e-marketing : Alain Clapaud, Boris Mathieux.
Grande distribution, retail, transports-logistique : Boris Mathieux.
Industries : Alain Clapaud.
Santé : Vincent Berdot, Christine Peressini.
Secteur public : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Marie Jung, Christine Peressini.
Directions des achats : Vincent Berdot, Armelle Siccat.

RÉALISATION

Rédactrice en chef technique adjointe : Christelle Denis.
Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Christine Simha (iconographie).
Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.
Rédactrice-graphiste : Adriana Delettieres.
Infographie : Marc Robert.
Couverture : DBO.
Conception graphique : Rampazzo & Associés.

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupetests.fr.

ÉVÉNEMENTS 01 (www.evenements01.com)

Directeur des événements et conférences : Alexandre Nobécourt
Responsable éditorial : Olivier Coredo
Responsable relation audience : Patricia Sciarrino
Marketing et organisation : Laurence Amouroux, Marie Rousseau, Bénédicte Le Foll
Développement commercial et relations partenaires : Didier Verbeke, Tristan Ougier.

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 71 18 53 08 - Fax : 01 71 18 53 01

Pierre-Henry Medan, directeur général ; Valérie Fénéon (53 09), directrice commerciale - Pôle Print ; Sylvia Besse (53 08), assistante de direction ; Fatma Boulila (53 10), assistante commerciale.

Pôle Annonceurs

Katia Nony (53 31), directrice de publicité ; Stéphany Barret (53 03), directrice de clientèle ; Valérie Soulhol (53 37), directrice de clientèle ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Pôle Agences Média

Laurent Laventure (53 24), directeur de publicité ; international; Farida Mérabet (53 27), directrice de clientèle ; François Rincel (53 33), chef de publicité ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Publicité internationale

Jérôme Callu Mérite (53 14), directeur de la publicité international ; Caroline Gilles (53 21), directrice de clientèle ; Stefane Bartlett (3200), responsable marketing international.

Marketing-Etudes-Promotion

Tél. : 01 71 18 53 00 - Fax : 01 71 18 53 01
Guillaume Vasse, directeur marketing & Revenue Management (53 40), Patricia Mosnier (53 28), chef de groupe marketing.

Régies internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 (j.clayson@husonmedia.com).

ALLEMAGNE : DS Media, Dominique Schall, tél. (49) 7844 47 001 - Fax : (49) 7844 47 003 (d.schall@dsmedia.info).

GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, tél. : (44) 207 730 6033 - Fax : (44) 207 730 6628 (gca@gca-international.co.uk).

ISRAEL : Talbar Media, Asa Talbar, tél. (972) 77 562 1900 - Fax : (972) 77 562 1903 (talbar@talbar.co.il).

ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, tél. (39) 31 751 494 - Fax : (39) 31 751 482 (medias@pcbrianza.net).

JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, tél. (81) 3 3589 4667 - Fax (81) 3 3505 5628 (scp@bunkoh.com).

ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood, tél. (1) 408 879 6666 Fax : (1) 408 879 6669 (Ralph@husonusa.com).

ANNONCES CLASSÉES

Régie : EmploiPro,
Tél. : 01 77 92 92 92 - Fax : 01 77 92 98 64.
Sébastien Olszanski, directeur emploi (93 93) ; Stéphane Beaudoin, directeur commercial agences grands comptes (93 78) ; Marie Caland, responsable pôle direct (93 77) ; Laurent Beslier, directeur de clientèle formation (94 21).

FABRICATION

Serge de Kilkhen, chef de fabrication.

DIFFUSION

Laurence Vassor, responsable diffusion ; Cécile Guerin, chef de produit ; Géraldine Mongay, chef de marque.

Abonnements : web : www.abo-01informatique.com
Mail : abonnement-01informatique-pi@team-partners.com

Tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67 ;

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (magazine seul) : 144 € (dont TVA à 2,10 %)
Abonnement France, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles :228 € ttc (dont TVA 2,1 %)
Abonnement France Etudiants, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 114 € ttc (dont TVA 2,1 %) sur justificatif d'une carte d'étudiant en cours de validité.
Abonnement étranger : www.abo-01informatique.com

Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

01 Informatique est édité par

Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général : Vincent Buffin
Directrice déléguée Print : Sylvie Guichot

GROUPE 01 - SA au capital de 199 272 euros. Siège social : 12, rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 Paris. Tél. : 01 71 18 54 00. Immatriculation RCS : 311 243794 PARIS - Code APE 5814Z - Siret 311 243794 00139 - TVA intracommunautaire FR 82 311 243794 Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quelqu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe 01, sauf les cas prévus par l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle.

©2007 GROUPE 01 - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n°0714K85185 - ISSN 0298-2285.Dépôt légal : à parution.
Imprimerie :Maury Imprimeur, route d'Etampes, 45330 Malesherbes.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

01 INFORMATIQUE

LE CD-ROM SUR LA LIGNE DE DÉPART

IBM épaule la norme européenne

Télécoms : il faut rester en tête

FLASH-BACK

Il y a vingt-et-un ans, le CD-Rom prenait son envol

En 1990, *01 Informatique* en parle : le CD-Rom, support clé du multimédia, est bon pour le service. Les standards se précisent et les grands fournisseurs du stockage choisissent leur camp. Prochaine étape : la normalisation des techniques de compression vidéo.

Conçue en 1958, la technologie Laserdisc utilisait les propriétés optiques d'un rayon laser pour lire des données sur un disque. Le premier Laserdisc, l'ancêtre du CD, voit le jour en 1972. Il mesure 30 cm de diamètre et stocke un film vidéo. S'appuyant sur cette technologie, Philips et Sony inventent le Compact Disc (CD) en 1979. Ce disque de 12 cm peut contenir la version la plus longue de la *Symphonie n° 9* de Beethoven, dirigée par Herbert von Karajan.

Les premiers CD audio sont commercialisés en 1982. En 1985, la spécification Yellow Book définit le stockage de données informatiques sur le CD-Rom (Compact Disc Read Only Memory), avec 700 Mo de données. En 1990, le marché semble enfin mûr pour le CD-Rom : Windows et OS/2 prennent en compte les extensions pour ce nouveau média, et chez IBM, on parle d'ordinateurs multimédias intégrant la technologie DVI (Digital Video Interface). Nous sommes à une période charnière où les images et la vidéo commencent leur transition de l'analogique vers le numérique. Le principal frein au développement du multimédia reste la taille des fichiers vidéo. A cet effet, le consortium MPeg définira une norme de compression pour les images vidéo.

ISTOCK

Le CD-Rom a connu son heure de gloire et hébergé les sauvegardes de nombreux PC.

Le CD et le CD-Rom ont connu leur heure de gloire. Le premier a relancé l'industrie de la musique dans les années 80. Le second a favorisé l'éclosion du multimédia au début des années 90. Le DVD vidéo, quant à lui, a redynamisé le marché de la vidéo au milieu des années 90.

Détrôné par les clés USB et le stockage dans le cloud

L'arrivée d'internet, du haut débit, des réseaux peer to peer, et des tablettes tactiles a ensuite profondément bouleversé l'industrie des médias et du stockage. Aujourd'hui, il est bien difficile de trouver un netbook doté d'un lecteur de disque optique. Clés USB et stockage dans le cloud remplacent progressivement la galette de polycarbonate. La pérennité du stockage sur support optique est désormais évaluée entre cinq et dix ans.

PIERRE TRAN

DATES CLÉS

1972 : Philips invente le Laserdisc.
1979 : Philips et Sony créent le CD.
1995 : Philips, Sony, Toshiba et Time Warner dévoilent le DVD Video (4,7 Go).
2006 : lancement du Blu-ray Disc (50 Go) et du HD DVD (30 Go).
À venir : le HVD (Holographic Versatile Disc, 4 To) et le 5D DVD (10 To).

LA SEMAINE DE MILON par Jean-Michel Milon

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ANNONCES

TOUTES NOS OFFRES D'EMPLOI SUR www.01net.com, www.cadresonline.com, ET SUR www.01informatique.fr

Le groupe Delfingen, 1000 collaborateurs dans le monde, coté à Euronext Paris (Eurolist, compartiment C), équipementier automobile et leader mondial de la protection du câblage électrique et des solutions de transfert de fluides, implanté dans 12 pays au niveau mondial et intervenant également dans le domaine des services à la personne recrute

Trois Développeurs Java / Linux H/F

Au siège du groupe international à Anteuil (25), vous intégrez une équipe développement de 4 personnes, au sein d'un plateau informatique composé de 12 personnes qui développe le système d'information à destination des 25 sites du groupe et en assure l'assistance utilisateur.

Vous participez à l'étude, la conception et la réalisation des modules du système d'information de l'entreprise.

Chaque projet étant organisé en itérations courtes, vous aurez une vision globale sur le cycle de production, de son étude à sa mise en place.

Vous avez de bonnes connaissances des langages Java et SQL et des technologies web (HTML, Javascript, Tomcat) ainsi que des projets opensource.

Des connaissances sur l'utilisation et la gestion des systèmes Linux seraient un atout.

Vous êtes force de proposition et d'innovation. Disponible et investi(e), vous êtes reconnu(e) pour votre force de travail. Votre motivation et votre sens des responsabilités ainsi que vos capacités d'adaptation dans un environnement exigeant et réactif vous permettront de réussir et d'évoluer rapidement dans votre mission.

Vous bénéficierez d'un cadre de travail agréable (poste basé à Anteuil dans le Doubs) au sein d'un groupe en pleine évolution.

Contact : DRH (sous ref : DEV JAV2) - people@delfingen.com ou par courrier : DRH DELFINGEN - Zone Industrielle – 25340 ANTEUIL
tél : 03.81.90.73.00 - www.delfingen.com

La direction générale des Finances publiques recrute des informaticiens par concours en 2011

30 ANALYSTES
20 PROGRAMMEURS SYSTÈME D'EXPLOITATION
70 PROGRAMMEURS

Dates limites de **retrait des dossiers**

Contrôleur programmeur	20 janvier 2011
Inspecteur-élève analyste	21 janvier 2011
Inspecteur PSE	10 février 2011

Dates limites de **dépôt des dossiers d'inscription**

Contrôleur programmeur	27 janvier 2011
Inspecteur-élève analyste	27 janvier 2011
Inspecteur PSE	17 février 2011

Retrait des dossiers d'inscription

http : // www11.minefi.gouv.fr/metiers-concours/

Contactez-nous pour connaître nos tarifs :
Marie Caland \ 01 77 92 93 77 \ mcaland@emploipro.fr

APPELS D'OFFRES

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Office public de l'habitat de la ville de Nantes
Correspondant : Service Marchés Publics, 54 rue Félix Faure, 44036 Nantes
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :
• Logement et développement collectif
Objet du marché : Acquisition d'une solution de gestion du centre de relation locataire
Catégorie de services : 7
Lieu de livraison : Nantes **Code NUTS :** FR511
Type de procédure : Procédure adaptée
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)
Attributions du marché
Résultat du marché : Attribué à un titulaire / organisme
intitulé du marché : Acquisition d'une solution de gestion du centre de relation locataire
date d'attribution : 17 décembre 2010
Titulaire du marché ou du lot : SARL ISI-COM, 194, avenue André Maginot, 37100 Tours
Montant du marché ou niveau des offres :
Montant (HT) : 53080 euros (Euros) - Montant maximum annuel : 54000 euros (Euros)
nombre d'offres reçues : 2
Autres informations : Le montant indiqué précédemment (53080 euros) correspond au détail estimatif fourni par l'entreprise retenue.
Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nantes,
Date d'envoi à la publication : 28 décembre 2010

APPEL D'OFFRE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : SYNDICAT MIXTE DE LA VALLEE DE L'OISE
Correspondant : Mme FREDERIQUE LAMBERT, 3 rue de l'Anthémis BP 30316, 60203 Compiègne cedex, tél : 03 44 38 29 10, courriel : smvo@smvo.fr, adresse internet : http://smvo.marcoweb.fr
Objet du marché : Création, hébergement et maintenance de sites internet, intranet et extranet.
Catégorie de services : 27
Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :
• Objet principal : 72413000
Lieu de livraison : Compiègne
Type de procédure : Procédure adaptée
Date d'envoi à la publication : 05 janvier 2011

MOTIF DU RECTIFICATIF
Dans la rubrique "Date de réception des offres" :
au lieu de : 10 janvier 2011 à 12 h 00 lire : **24 janvier 2011 à 12 h 00**

CONTACT
APPELS D'OFFRES
Marie Caland : 01 77 92 93 77
mcaland@emploipro.fr

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

01 PROCHAINEMENT...

01NETPRO.COM

Quel navigateur choisir pour l'entreprise

Avec HTML5, une nouvelle génération de navigateurs arrive. Mais sauront-ils faire fonctionner les applications métier développées pour Internet Explorer 6 ? Car, en 2014, le support de Windows XP s'arrêtera, et avec lui celui d'IE 6. Il reste donc moins de quatre ans aux sociétés pour choisir un autre navigateur et migrer.

Nouvelle page d'accueil

Début 2011, le site 01netPro va évoluer. Il se dotera d'une page d'accueil plus simple, plus conviviale, qui mettra en avant nos différents dossiers et les guides pratiques. De nouveaux services feront aussi leur apparition.

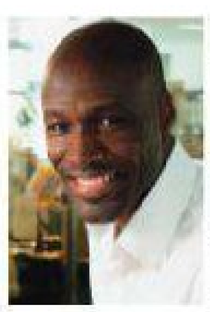
01BUSINESS

15 janvier 2011 : quelle architecture informatique pour votre entreprise

Tous les samedis à 23 heures, retrouvez Frédéric Simottel, rédacteur en chef de *01 Informatique*, dans l'émission « 01 Business, les nouvelles technologies au service de l'entreprise » (en podcast sur bfmradio.fr).

CULTURE GEEK

Chaque jour, le rendez-vous high-tech de la TNT



Retrouvez Anicet Mbida, journaliste à *01 Informatique*, pour une vision décalée de l'actualité high-tech, tous les soirs à 21 h 50 et 23 h 50.

PHOTOS : N. STOLTENBORG

TENDANCES — Le 20 janvier dans le n°2068

SANTÉ

Le DMP, c'est presque parti !

L'arlésienne des grands projets informatiques des années 2000 prend enfin forme. Découvrez les grandes lignes du futur dossier médical personnel. Un à deux millions de patients seront concernés d'ici à la fin 2011.

EXPÉRIENCES — Le 20 janvier dans le n° 2068

EXTERNALISATION

Vers des contrats plus évolutifs

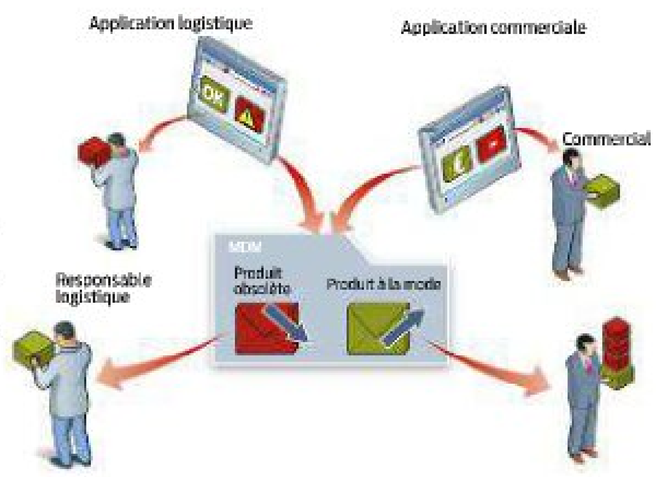
Autrefois figés, les contrats d'infogérance ont gagné en souplesse. Plus besoin de renégocier avec son prestataire pour prendre en compte des évolutions de périmètre ou de tarif. *01 Informatique* a recueilli le témoignage d'entreprises dont les contrats intègrent ce type de dispositif.

DOSSIER — Le 20 janvier dans le n° 2068

LOGICIELS

La gestion de données, une nouvelle priorité pour les entreprises

La nouvelle marotte des entreprises consiste à croiser les informations des différentes directions métier. Une démarche destinée à améliorer la gestion des stocks, la relation client, la facturation, etc.



EXPÉRIENCES — Le 27 janvier dans le n° 2069

SYSTÈME D'EXPLOITATION

Migrer ou pas vers Windows 7

Plusieurs entreprises ont décidé de passer à Windows 7. *01* revient sur leurs choix, leurs motivations, l'avancée de leurs projets et les bénéfices que leurs employés en retirent.

DOSSIER — Le 27 janvier dans le n° 2069

RELATION CLIENT

Comment optimiser sa stratégie multicanal

Mobiles, web, réseaux sociaux, téléphone… La relation client est au carrefour de tous les canaux de communication de l'entreprise. Un défi de gouvernance qui mêle technologies, organisation, business intelligence. *01* vous aide à choisir la solution la plus adaptée à vos besoins.

StoreMags - Free Magazines Download In True PDF format
Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50€ SUR VOTRE IMPRIMANTE MULTIFONCTION EPSON® SUR LDLC-PRO.COM

50€ REMBOURSÉS* **20€ REMBOURSÉS***

Imprimante Multifonction jet d'encre couleur 4-en-1

EPSON STYLUS OFFICE BX625FWD

Des fonctions multiples à vitesse grand V

- Vitesse d'impression : 38ppm en noir et en couleur
- Recto verso en impression, numérisation, copie et fax
- Interfaces Ethernet / Wi-Fi dernière génération / USB 2.0
- Bac papier frontal 250 feuilles
- Cartouches d'encre séparées disponibles en haute capacité

~~163€~~ **113€HT** *(remise déduite)*

Imprimante Multifonction jet d'encre couleur 4-en-1

EPSON STYLUS OFFICE BX320FW

Alliez qualité professionnelle et simplicité

- Vitesse d'impression : 38ppm en noir et 20ppm en couleur
- Interfaces Ethernet / Wi-Fi dernière génération / USB 2.0
- Chargeur automatique de documents 30 feuilles
- Cartouches d'encre séparées disponibles en haute capacité

~~107,93€~~ **87,93€HT** *(remise déduite)*

WWW.LDLC-PRO.COM

+ DE 15 000 RÉFÉRENCES EN INFORMATIQUE ET HIGH-TECH

EXPÉDITION ÉCLAIR 24-48H** - MODES DE PAIEMENT ADAPTÉS - 30 EXPERTS À VOTRE ÉCOUTE

Prix affichés hors frais de port et incluant l'éco-participation. Offre dans la limite des stocks disponibles. Pour plus de détails, connaître les disponibilités et prix en temps réel, consultez les fiches produits sur notre site. Toutes les marques citées appartiennent à leurs détenteurs respectifs. Photos non contractuelles.
**Livré en moins de 24h pour toute commande passée avant 15h sur un produit en stock - voir conditions sur le site www.ldlc-pro.com.
*Offre de remboursement valable entre le 10 novembre et le 25 janvier 2011, dans la limite des stocks disponibles et non cumulable. Bulletin de participation et détail des conditions sur fiche produit.

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

StoreMags

Votre PC comme vous le voulez

Windows 7

Les Entreprises Efficaces accélèrent le temps de déploiement de Microsoft Windows 7 jusqu'à 76 % grâce aux services Dell.

Les Entreprises Efficaces en font encore plus avec Dell.
www.dell.fr/entrepriseefficace

Le pouvoir d'en faire plus

StoreMags - Free Magazines Download in True PDF format

Release: StoreMags & Fantamag. Magazines for All